

Subject Files Regarding Political and Security Matters
POLITICAL AND SECURITY MATTERS
C/POL/100 PF - Press Clippings

20/09/1963 - 11/06/1964

3/3

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 6

FILE 5

ACC. DAG-13/1.6-1.0

LE MONDE - 28 janvier 1964

LE MONDE - 28 janvier 1964

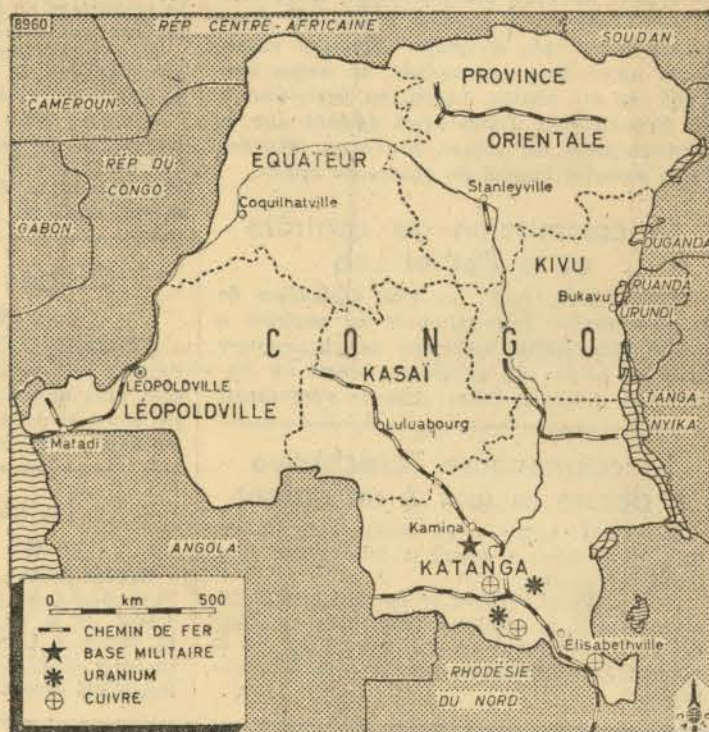
CONGO : L'ONU s'en va alors que l'anarchie s'étend rapidement

de notre correspondant

à Brazzaville

Claude Stéphane

Théoriquement, le Congo est réuni depuis la liquidation de l'Etat katangais, en janvier 1963, et de la présidence de M. Gisenga à Stanleyville. En fait, une grande partie du territoire est contrôlée par les bandes de Mulele ou plus souvent encore par de « grandes compagnies » de brigandage sans appartenance politique.



Depuis 1956, date à laquelle a été donné un coup d'accélérateur à l'histoire de l'Afrique Noire francophone (promulgation de la loi-cadre de M. Gaston Defferre, succédant elle-même à diverses initiatives politiques et sociales prises par le prédécesseur de ce dernier au ministère de la France d'Outre-Mer, M. Pierre Henri Teitgen) depuis quelques années donc, les événements politiques se succèdent sur le continent noir à un rythme étourdissant.

L'arrivée du général de Gaulle au pouvoir en 1958, la naissance de la Communauté, l'envoi de celle-ci au paradis des illusions perdues, la balkanisation de cette partie du monde en une foule d'Etats plus ou moins viables qui en résulte, tous ces événements en entraînent un autre, une tragédie immense dont on n'a pas fini d'entendre parler et dont les conséquences politiques, sociales, financières, humaines risquent de se faire sentir dans toute l'Afrique durant plusieurs générations : le drame du Congo-Léopoldville...

Nos lecteurs savent dans quelles conditions

naquit cet « Etat », indépendance hâtivement accordée à une mosaïque de provinces non préparées à la vie politique et syndicale, effondrement dans le sang d'une armée mutilée d'un énorme château de cartes, échec de l'aventure du lumumbisme, interventions étrangères multiples, chaos généralisé, puis lente tentative de reprise en mains par l'ONU, retour progressif de l'influence belge, mais doublée d'intrigues américaine, africaines, soviétique, communiste chinoise, etc...

Par son étendue, le Congo ex-belge constitue le plus grand pays du continent africain noir. Par son potentiel minier, il est virtuellement le plus riche avec l'Union Sud Africaine. Stratégiquement, son importance est formidable : qui commande à Léopoldville peut dominer toute l'Afrique Centrale !

Or, jusqu'ici, l'ONU s'efforçait, tant bien que mal, de maintenir une certaine apparence d'organisation administrative à l'intérieur de cette vaste entité appelée Congo, parsemée d'ethnies violemment opposées les unes aux autres. Sans l'ONU, le régime Kasavubu-Adoula n'aurait pas eu plus de chances de subsister que celui de feu Patrice Lumumba. Le gouvernement central n'exerce, par l'intermédiaire de son armée nationale dirigée par le général Mobutu, qu'une autorité très localisée : Léopoldville et certains « îlots » à l'intérieur, autour des grands centres.

(Suite en page 3)

pose que des chasseurs à réaction (d'un porte-avion amiral américain) entreprennent des vols au-dessus de la plaine des Jarres occupée par le Pathet-Lao. Il a proposé que des chasseurs laotiens escortent les vols de reconnaissance et que les vols de reconnaissance américains soient suspendus à partir de mercredi.

Les missions de reconnaissance américaines au-dessus du Laos ont commencé le 21 mai et des chasseurs à réaction armés ont commencé leurs vols d'escorte dimanche passé, après qu'un jour auparavant, un avion non armé eut été abattu. Lundi, un porte-parole du Département d'Etat avait déclaré que le gouvernement du prince Souvanna Phouma avait autorisé l'envoi de chasseurs armés.

La commission de contrôle et le Pathet Lao

VIENTIANE (AFP). — Une délégation de la Commission internationale de contrôle a quitté hier matin Vientiane par hélicoptère pour se rendre au quartier général du Pathet-Lao à Khang Khay, afin de s'entretenir

La cosmonaute Terechkova a donné le jour à un enfant

MOSCOU (AFP). — La cosmonaute Valentina Terechkova a donné le jour à une fille, lundi, à Moscou.

« La mère et l'enfant se portent bien », déclare-t-on à la clinique moscovite. Le bébé est d'un « poids normal ». Il pèse 3 kg. 100 et mesure 51 centimètres, précise-t-on à la clinique.

B. Denson, chargé d'affaires britannique, et M. Kuznetzov, conseiller à l'ambassade soviétique, accompagnent la délégation.

Bombardement d'un monastère dans le Vietnam du Sud

PNOM-PENH (AFP). — Un communiqué publié hier par l'agence khmère de presse annonce qu'un avion vietnamien a bombardé le monastère de Dong Trak, dans la province de Travinh, au Vietnam du Sud.

L'agence précise que la moitié du temple a été détruite et que ce bombardement a fait 35 morts (13 moines, 22 fidèles) et 2 blessés.

Toujours selon l'agence khmère, le gouvernement de Saigon a justifié cette attaque en affirmant que ce monastère, où se trouvaient des religieux de la communauté khmère (krem) était un refuge vietcong.

Orages et inondations en Grèce

ATHENES (AFP). — Des orages et des inondations ont fait neuf morts en Grèce dont sept personnes tuées par la foudre en Grèce du Nord et deux noyées à la suite de la crue du fleuve Maritsa, en Thrace.

Le prince Bernard en Allemagne

BONN (DPA). — Le prince Bernhard des Pays-Bas a été reçu hier à Bonn par le président de la République fédérale allemande, M. Heinrich Lübke. Ces personnalités ont eu un long entretien. Dans l'après-midi, le prince Bernhard devait regagner les Pays-Bas.

Madame,
aujourd'hui
jour de

Alors, ess



ARGUS INTERNATIONAL DE LA PRESSE

INTERNATIONALER ARGUS DER PRESSE

INTERNATIONAL PRESS CUTTING SERVICE

ZÜRICH TEL. (051) 27 99 12/27 18 77 GENÈVE TEL. (022) 32 54 10

M. Gorge
Le Courrier, Genève
(Edition genevoise)

11. Juni 1964

Leopoldville

1 CONGO : 030 L'ONU s'en va ...

(suite de la première page)

Ainsi, le Katanga est occupé par l'armée Mobutu qui en contrôle les grandes villes, mais la population Lunda qui habite la région d'Elisabethville, ne reconnaît qu'un chef, Moïse Tshombé, aujourd'hui exilé. Situation identique au Sud Kasai, avec l'empereur Kalondji. Dans le Kouilou, c'est-à-dire aux portes de Léopoldville, les maquis lumumbistes, pourvus d'armes tchèques, russes et chinoises, terrorisent les trois quarts de cette province. Au Kivu, province frontière qui borde le Burundi, des villes entières tombent sous la coupe des rebelles lumumbistes dont le chef véritable est un ancien ministre de Lumumba, Pierre Mulélé. Il s'agit d'un vrai communiste qui, lorsqu'il était ministre des Beaux Arts (!) du célèbre leader congolais, accusait ce dernier de tiédeur dans sa lutte contre l'influence occidentale. Ces jours-ci, les terroristes de Mulélé ont réussi à faire sauter des pylônes et des... églises en plein centre de Léopoldville, obligeant le gouvernement central à promulguer le couvre-feu et à interrompre le trafic fluvial avec le Congo-Brazzaville. Car les autorités de Léopoldville accusent celles de Brazzaville de tolérer sur leur territoire l'existence de l'état-major muléliste, baptisé du nom de Comité National de Libération du Congo-Léo.

En bref, voici comment se présente la situation politique de l'ex-Congo belge à la veille du retrait de l'armée onusienne :

Le pouvoir central dispose d'une armée de plusieurs milliers d'hommes relativement disciplinés et bien armés (armes légères, demi-lourdes, chars, canons). Des parachutistes sont entraînés par des officiers israéliens. Des aviateurs et des officiers U.S. forment une aviation militaire congolaise. Des soldats belges, encadrés d'officiers, sur pied de guerre, gardent plusieurs bâtiments publics de Léopoldville. Il semble que M. Adoula ait voulu ainsi mettre sur pied une armée de remplacement pour suppléer celle qui va quitter le Congo. La question qui se pose est celle de savoir si cette « armée » pourra résister aux assauts des mulélistes, maintenir un semblant d'ordre dans les régions ravagées par les guerres tribales, et s'opposer à un éventuel soulèvement des nombreux partisans de M. Tshombé au Katanga.

La situation économique et financière représentée, elle aussi, une grave inconnue. M. Adoula a enrayé la crise monétaire en dévaluant le franc congolais et en imposant un blocage draconien des transferts de fonds. Mais la survie de l'économie congolaise dépend à la fois d'un maintien de l'assistance internationale (onusienne, belge, américaine, française, etc...) et d'une remise en ordre, conditionnée elle-même par une amorce de stabilisation politique...

Le grand choc sur le terrain de la politique pure va se faire entre trois grandes tendances : celle du groupe actuellement au pouvoir (Adoula-Kasavubu-Mobutu), les lumumbistes plus ou moins groupés derrière Antoine Gizenga (prisonnier de M. Adoula), Christophe MBénié (réfugié à Brazzaville) et Mulélé (le chef des commandos terroristes), et, enfin, les amis de M. Tshombé.

Des surprises sont possibles dans la mesure où les futures élections générales seront libres et où une alliance se nouerait entre Mulélé et Tshombé pour abattre Adoula.

A priori, une telle alliance semble impensable, contre nature, puisqu'elle unirait les fidèles de Lumumba et les pires adversaires de l'ancien premier ministre, mais nous sommes en Afrique et les « solutions à l'africaine » n'ont rien de comparable avec les jeux

tion identique au Sud Kasai, avec l'empereur Kalondji. Dans le Kouilou, c'est-à-dire aux portes de Léopoldville, les maquis lumumbistes, pourvus d'armes tchèques, russes et chinoises, terrorisent les trois quarts de cette province. Au Kivu, province frontière qui borde le Burundi, des villes entières tombent sous la coupe des rebelles lumumbistes dont le chef véritable est un ancien ministre de Lumumba, Pierre Mulélé. Il s'agit d'un vrai communiste qui, lorsqu'il était ministre des Beaux Arts (!) du célèbre leader congolais, accusait ce dernier de tiédeur dans sa lutte contre l'influence occidentale. Ces jours-ci, les terroristes de Mulélé ont réussi à faire sauter des pylônes et des... églises en plein centre de Léopoldville, obligeant le gouvernement central à promulguer le couvre-feu et à interrompre le trafic fluvial avec le Congo-Brazzaville. Car les autorités de Léopoldville accusent celles de Brazzaville de tolérer sur leur territoire l'existence de l'état-major muléliste, baptisé du nom de Comité National de Libération du Congo-Léo.

En bref, voici comment se présente la situation politique de l'ex-Congo belge à la veille du retrait de l'armée onusienne :

Le pouvoir central dispose d'une armée de plusieurs milliers d'hommes relativement disciplinés et bien armés (armes légères, demi-lourdes, chars, canons). Des parachutistes sont entraînés par des officiers israéliens. Des aviateurs et des officiers U.S. forment une aviation militaire congolaise. Des soldats belges, encadrés d'officiers, sur pied de guerre, gardent plusieurs bâtiments publics de Léopoldville. Il semble que M. Adoula ait voulu ainsi mettre sur pied une armée de remplacement pour suppléer celle qui va quitter le Congo. La question qui se pose est celle de savoir si cette « armée » pourra résister aux assauts des mulélistes, maintenir un semblant d'ordre dans les régions ravagées par les guerres tribales, et s'opposer à un éventuel soulèvement des nombreux partisans de M. Tshombé au Katanga.

La situation économique et financière représentée, elle aussi, une grave inconnue. M. Adoula a enrayer la crise monétaire en dévaluant le franc congolais et en imposant un blocage draconien des transferts de fonds. Mais la survie de l'économie congolaise dépend à la fois d'un maintien de l'assistance internationale (onusienne, belge, américaine, française, etc...) et d'une remise en ordre, conditionnée elle-même par une amorce de stabilisation politique...

Le grand choc sur le terrain de la politique pure va se faire entre trois grandes tendances : celle du groupe actuellement au pouvoir (Adoula-Kasavubu-Mobutu), les lumumbistes plus ou moins groupés derrière Antoine Gizenga (prisonnier de M. Adoula), Christophe MBénié (réfugié à Brazzaville) et Mulélé (le chef des commandos terroristes), et, enfin, les amis de M. Tshombé.

Des surprises sont possibles dans la mesure où les futures élections générales seront libres et où une alliance se nouerait entre Mulélé et Tshombé pour abattre Adoula.

A priori, une telle alliance semble impensable, contre nature, puisqu'elle unirait les fidèles de Lumumba et les pires adversaires de l'ancien premier ministre, mais nous sommes en Afrique et les « solutions à l'africaine » n'ont rien de comparable avec les jeux politiques de l'homme blanc...

En attendant, la famine règne au Kasai et, image effroyable de ce que risque de devenir un territoire que les Belges surent rendre prospère, dans les rues d'Albertville inondée, les crocodiles se promènent en liberté, s'attaquant aux femmes et aux enfants...

Et que dire des menaces d'épidémies dans les régions d'où furent chassés les médecins belges au lendemain de l'indépendance et où pénètrent rarement quelques praticiens de l'OMS ou d'ailleurs...

Souhaitons que de l'anarchie actuelle, freinée, endiguée en quelque sorte par l'ONU, le départ de l'armée internationale ne change pas cela en une Saint-Barthélemy raciste et politique, à l'échelle de l'Afrique centrale, en un massacre à côté duquel la « liquidation » de 20.000 à 30.000 Hutus du Ruanda par les Tutsis ne serait qu'une pâle péripétie.

Claude Stéphane

LA RENTRÉE DE M. TSHOMBÉ S'AJOUTE À L'INSURRECTION « NÉO-LUMUMBISTE » Congo : graves menaces

à un mois du départ des « casques bleus »

Tenir la barre au Congo-Léopoldville n'est pas chose facile. Patrice Lumumba a payé cette expérience de sa vie. Et à ses successeurs, les épreuves n'ont pas été épargnées. A l'heure qu'il est, le président Kasavubu et le premier ministre Adoula voient s'accumuler les nuages sur l'horizon. L'ambition des gouvernants de Léo est de faire ratifier par référendum la nouvelle Constitution, de procéder, aussi, à des élections générales.

L'entreprise n'est pas rendue difficile seulement par la dislocation administrative qui défie, décidément, tout recensement exact. Une autre menace pèse sur elle : au 30 juin, en principe, les « casques bleus » de l'ONU, qui, depuis tantôt quatre ans, au Congo, tiennent le rôle de gendarmes, doivent avoir retrouvé leurs cantonnements d'origine, d'où vint les tirer, en 1960, un vote intervenu à Manhattan. Leur présence a permis de rendre « opérationnelle » l'armée nationale congolaise. Les « casques bleus » ont piloté ses avions de transport, assuré son ravitaillement, et lui ont permis de venir à bout, en janvier 1963, de la sécession katangaise. Sans l'ONU jamais le gouvernement Adoula n'aurait survécu.

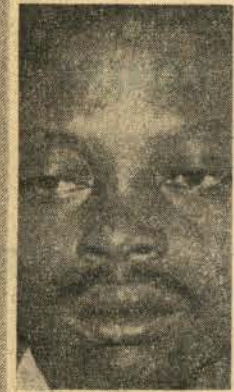
SÉRIEUX PROBLÈMES

Le retrait de l'« agent de police » onusien pose donc au pouvoir de Léopoldville de sérieux problèmes, pour ce qui a trait à la sécurité intérieure. L'heure était attendue d'ailleurs. Les insurgés de Pierre Mulele sont en passe de devenir célèbres : leurs arcs, leurs flèches, leurs balles aussi, leur ont donné le contrôle de l'Est et du Sud-Est du Kouilou. Les rebelles de Gaston Soumtalot occupent la plus grande partie de la vallée de la Rouzizi, entre le lac Kivu et le lac Tanganyika. Les dépêches d'agence sont toutes pleines d'embuscades sanglantes, au point qu'au Kivu l'état d'urgence a été proclamé, et que le gouvernement central y a dépêché un « commissaire général extraordinaire ».

(Suite en page 7)

Christian Sulser.

◀ Mulele (en haut) et Tshombé. — (Photos TdL).





ARGUS INTERNATIONAL DE LA PRESSE

INTERNATIONALES ARGUS DER PRESSE

INTERNATIONAL PRESS CUTTING SERVICE

ZÜRICH TEL. (051) 27 99 12/27 18 77 GENEVE TEL. (022) 32 54 10

TRIBUNE DE LAUSANNE
LAUSANNE

5. Juni 1964

ES DE LA 1^{re} PAGE

Laingo graves menaces

Insurrection aussi dans le Katanga septentrional: pendant quelques jours, Prosper Ilunga a bravé l'autorité centrale, mais l'armée nationale est venue à bout des réfractaires. Certes, il est malaisé de savoir si ces différents mouvements subversifs obéissent à un plan commun. Le fait est pourtant qu'un dénominateur commun existe: le désir de renverser le gouvernement de M. Adoula.

RENTREE DE TSHOMBE

Il est vrai, aussi, que ces insurgés ne sont pas les seuls à vouloir profiter de la conjoncture. Dimanche dernier, la « Conakat », l'organisation politique la plus importante du Katanga, remplaçait par acclamation à sa tête M. Moïse Tshombé. Aux côtés du président, d'anciens compagnons connus: Jean Kibwé; Godefroy Munongo surtout (que l'on a soupçonné de n'avoir pas été étranger à l'assassinat de Patrice Lumumba...).

Peu à peu, M. Tshombé sort de sa réserve. Le patio de sa villa et l'ombre de Barcelone ont été propices à la réflexion et l'exil favorable à l'intrigue. L'homme sait fort bien que la soumission du Katanga à Léopoldville n'a été que purement formelle, que la province est demeurée tshombiste et que Léopoldville ne s'y est fait entendre que parce que les « casques bleus » s'y trouvaient. N'a-t-on pas surnommé Moïse Tshombé « M. Tiroir-Caisse »? Aurait-on oublié que le président du Katanga était passé maître dans l'art de faire distribuer cigarettes et manioc? Une popularité qui ne doit pas être inutile, dans un temps où celui qui en bénéficie aspire à mettre le nom et l'expérience de Tshombé à disposition du Congo tout entier...

LE ROLE DU PORTUGAL

Il y a longtemps d'ailleurs que le secrétaire général de l'ONU, U Thant, soutient que le véritable danger provient surtout de l'Angola, où — selon lui — les autorités portugaises auraient donné refuge à des centaines de mercenaires tshombistes. Ceux-ci, on s'en souvient, s'évanouirent curieusement dans la jungle, une fois les « casques bleus » maîtres du sol katangais, en janvier 1963.

N'a-t-on, de plus, pas souvent répété qu'avant l'écrasement de cette sécession katangaise, une grande partie du trésor d'Elisabethville avait pris subrepticement le chemin de l'Angola et du Mozambique? M. Tshombé avait fait frapper des pièces de cinq francs, avec l'or le plus pur. Les membres du gouvernement katangais, ses conseillers suisses et belges, de hauts fonctionnaires de l'« Union minière » avaient pu, à titre

de faveur spéciale, en acheter quelques-unes, au prix de 13 livres sterling (sur le marché noir on en donnait 30 livres).

Mais, lorsque les gens de l'ONU ouvrirent les coffres de la Banque nationale d'Elisabethville, les millions s'étaient envolés: on ne trouva que 40 livres sterling en devises. Et un rat crevé!

C. S.

BB

ROUTING SLIP

TO *MM. Pope et Henry*

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

DATE *4/4/64* FROM *Chevahis*



ARGUS INTERNATIONAL DE LA PRESSE

INTERNATIONALER ARGUS DER PRESSE

INTERNATIONAL PRESS CUTTING SERVICE

ZÜRICH TEL. (051) 27 99 12 / 27 16 77 GENÈVE TEL. (022) 32 54 10

JOURNAL DE GENÈVE
GENÈVE

24. April 1964

Tshombé à Londres

De notre correspondant de Londres

Moïse Tshombé a passé récemment une semaine à Londres. Il y était venu pour réaliser le projet qu'il faisait depuis longtemps de voir et d'apprendre à connaître l'Angleterre. Il était muni de papiers espagnols, car le passeport que le premier ministre congolais, M. Adoula, lui avait fait remettre, mais qu'il avait révoqué trois jours plus tard, était sans valeur. Sa visite ? Elle était d'ordre « purement privé ». N'empêche que l'ancien président du Katanga fut accueilli et traité comme un personnage très important à l'aéroport de Londres et qu'il a donné une conférence à la Chambre des lords et une autre, sous les auspices de l'Institut des affaires internationales et de l'Institut des relations des races, à Chatham House où il développa le sujet de la réconciliation et du progrès au Congo.

M. Tshombé avait affirmé en arrivant qu'il ne ferait pas de politique pendant son séjour. Il a néanmoins indiqué qu'il ne retournerait pas au Congo tant que le gouvernement Adoula n'aurait pas donné effet au plan U Thant qui recommande une Constitution fédérale et une amnistie générale. De plus, il a souligné que la situation au Congo est très explosive et qu'on s'en apercevra quand les forces de l'ONU auront quitté le pays, à la fin de juin. Selon lui, le Congo est incapable présentement de se donner des institutions et un gouvernement établis sur une base démocratique solide. Le système judiciaire est vicié par les arrestations arbitraires et par l'injustice organisée. L'économie, l'agriculture et les communications sont dans un état chaotique, et sans l'aide financière massive des Américains, le Congo, qui voit ses capitaux s'enfuir à l'étranger et qui n'attire pas d'investissements du dehors, s'écroulerait complètement.

M. Tshombé envisage-t-il de rentrer bientôt dans son pays ? Il se garde de répondre à cette question, mais il a probablement de bonnes raisons de ne pas se presser. On n'ignore pas qu'il a fait des ouvertures aux hommes politiques congolais exilés à Brazzaville qui, récemment, tentèrent de renverser le régime Adoula. Dans son journal, la « Voix du Katanga », il a demandé en vain la remise en liberté d'Antoine Gizenga, qui semblait devoir succéder à Lumumba et qu'Adoula garde toujours en prison. On sait également qu'il fait entraîner des rebelles katangais sur le territoire de l'Angola, et peut-être aussi dans la Rhodésie du Nord, en vue, disent bien des gens, d'une intervention armée après le départ des troupes de l'ONU du Congo, si le gouvernement central de Léopoldville est alors incapable de maintenir son autorité au Katanga.

Tout cela, a écrit le rédacteur diplomatique du Financial Times, est embarrassant pour les Américains qui soutiennent le régime branlant de M. Adoula, et pour les autorités belges et l'Union minière qui viennent de conclure avec Adoula un accord mettant les actions de l'ancien gouvernement, y compris 25 % des actions de l'Union minière, sous son contrôle. La seule alternative, ajoutait-il, serait apparemment un arrangement entre Adoula et Tshombé. Il ne serait pas impossible, d'après le Scotsman, que Tshombé fasse alliance avec le groupe de droite du gouvernement Adoula, ou avec les lumumbistes, pour obtenir l'autonomie du Katanga. Le « Daily Telegraph » dit de son côté : « Il est possible, quoique bien improbable que M. Tshombé soit invité à mettre ses talents au service de tout le Congo et aider ainsi à dénouer une situation actuellement impossible. Ce qui est possible, aussi, c'est que le régime existant ne puisse pas empêcher la balkanisation du Congo, auquel cas le retour de l'ancien président serait bien accueilli au Katanga. »

J. Mr.

La rébellion du Kivu va-t-elle faire tache d'huile sur les régions voisines ?

Il serait trop facile de mettre le compte de seules oppositions claniques, la rébellion qui se développe actuellement au Kivu. A Brazzaville, au sein du comité national de libération qui groupe l'opposition virulente au régime de M. Adoula a germé l'idée de chapeauter les grandes oppositions tribales du Congo et de les exploiter pour la cause de la «révolution.»

Le C.N.L. est représenté au Kivu par M. Gaston Soumialot, déformation congolaise de son vrai nom «Sumahili.» Soumialot est un Mukusu arabisé de la région de Kibombo au Maniema. Son principal adjoint est M. Kasongo, un cousin en ligne directe de feu Patrice Lumumba. Ministre de l'Intérieur dans l'équipe révolutionnaire de Soumialot, Kasongo est connu à Bujumbura sous le sobriquet de «l'homme aux mains d'acier» en raison du fait qu'il se targue volontiers de pouvoir abattre plusieurs adversaires d'un seul coup avec ses mains nues.

Le fait que Soumialot et ses principaux adjoints soient originaires du Maniema et soient tous des arabisés, laisserait prévoir, dit-on à Bukavu, que la rébellion du Kivu glissera sans doute vers la région de Kabam

bare, de Fizi et de Baraka.

Il semble bien que les rebelles aient perdu aujourd'hui l'occasion de s'emparer de Bukavu, ce qu'ils auraient pu faire il y a une semaine, sans trop de difficultés semble-t-il. Par contre, au sud d'Uvira en direction du Maniema, le pays devient d'un accès très difficile et offre de nombreuses cachettes quasi imprenables pour les rebelles.

M. Soumialot a laissé entendre dans une déclaration rendue publique à Bujumbura que son action ne revêt aucun caractère sécessionniste mais vise uniquement à remplacer l'administration provinciale de Bukavu et le régime de M. Adoula à Léopoldville par celui du C.N.L. «qu'il estime seul capable de maintenir l'ordre et de sortir le Congo du chaos.»

(INBEL)

OPERA des Nations au Co

Avis de mise en

L'O.N.U.C doit procéder à un
Elisabethville d'en

Attentat

La

LON

Sir
ré h
mur
tres
s'en
que
pas
qui
proc
mé
lan

L
Con
leur
vra

PA

Be
du

CONGO : Avec l'arrestation de son chef MWANBA ILUNGA la rébellion muléliste semble écrasée au Nord-Katanga

• Trois autres responsables des émeutes ont été tués.

Elisabethville, 31 mai (A.F.P.). — Après la reprise d'Albertville par l'armée nationale congolaise où l'aérodrome a été occupé sans résistance par une centaine de soldats arrivés par avion d'Elisabethville, les forces de l'ordre se sont lancées à la poursuite du chef de la rébellion, Prosper Mwamba Ilunga (ancien président de l'Assemblée du Katanga) qui s'était réfugiée avec d'autres guerriers mulélistes dans la région de Kabalo.

Le colonel Bobozo, commandant le 4e groupement de l'armée congolaise, annonce que le chef rebelle a été arrêté hier soir dans cette localité et qu'il a été transféré à Elisabethville pour être jugé.

Lors des opérations de vendredi à Albertville, trois autres responsables des émeutes avaient été tués : M. François Kabulo qui avait fait siennes les théories de Pierre Mulele et de MM. Augustin Lukalunga et Claude Yumba,

respectivement ministres des Finances et des Affaires économiques, passés à l'opposition.

Le chef de la sûreté nationale congolaise à Albertville, M. François Gestrand, considéré comme l'un des meneurs de la rébellion, avait été arrêté et plus de 500 rebelles incarcérés dans les camps militaires.

Les principaux chefs du mouvement muléliste étant maintenant hors de combat, il semble que la rébellion soit complètement matée. La capitale nord-katangaïse a retrouvé son calme, et les Européens se regroupent sous la protection du directeur de la Compagnie des chemins de fer des grands lacs, dans le principal hôtel de la ville.

L'opération de ratissage de la région d'Albertville, à Kabalo, le long de la voie ferrée, et celle d'Albertville à Uvira, a commencé ce matin.

A Kabalo, une cinquantaine de rebelles ont été arrêtés par les

forces de l'ordre. Le lieutenant commandant la place a pris rapidement la situation en main. Aucune perte humaine n'est à déplorer.

LE CHEF DU C.N.L. :

« Notre but est de mettre fin au régime fantoche de Kasavubu et Adoula »

Uvira (Kivu), 31 mai (A.F.P.). — « Notre but est de libérer le Congo, de mettre fin au régime fantoche de Kasavubu et Adoula, à l'anarchie et au chaos qui règnent depuis quatre ans au Congo », a déclaré, à son poste de commandement d'Uvira (Kivu), le colonel Louis Bidalira, commandant en chef des forces du Conseil national de libération, qui se sont emparées de la région.

*In Revolt That Failed***Cabinet Officer,
Child Among 100
Dead in Katanga***From Cable Dispatches*

ALBERTVILLE, Congo, May 31.—Katanga's Finance Minister Augustin Lukalonga and his four-year-old daughter were among the more than 100 persons killed during last week's abortive three-day revolt by leftist rebels in North Katanga, the government said today.

Prosper Mwanbata Ilunga, president of the North Katanga Assembly, was reported under arrest in Elisabethville, charged with leading the revolt, during which the rebels took brief control of Albertville, a key port on Lake Tanganyika.

He was arrested at Kabalo, about 200 miles west of here. More than 150 other rebels have also been arrested.

Col. Louis Bobozo, Congolese Army commander, who flew here yesterday, has confined to barracks the whole of the Congolese 14th Battalion and replaced the contingent with the 5th Battalion from Elisabethville because of the army's bloody reprisals.

Too Pro-Western

North Katanga President Jason Sendwe said he was beaten by the rebels during the revolt because he was "too pro-Western and pro-American."

He said they tore down the U.S. flag from a saluting base prepared for a visit by the U.S. ambassador.

"This is what Mr. Sendwe calls the Congolese flag. People here are Congolese," the rebels shouted.

Residents said army reprisals after the revolt was broken included rapings and killings.

Mr. Sendwe's own chief of cabinet, Roger Kabulo, now known to be a rebel leader, was shot, Mr. Sendwe said, and Health Minister Max Yuma fled with the rebels to the surrounding hills.

After the army took over the town Thursday the official toll for the operation was put at at least 100 dead, with many others still missing.

Although only 62 bodies have been found to date, local sources said others had been thrown into a river and some buried in the African townships and army camps. One reporter said he saw 30 bodies bobbing in the river as he arrived by plane.

One European said the initial phase of the revolt Tuesday was "bloodless" and that the rebels behaved "in a correct manner."

But as the army and police clamped control on the town, European residents locked their stores and hid in their homes.

A local doctor said the victims of the reprisals, "most of them elderly or very young, were shot at point-blank range. There was not a single soldier among them."

Relatives of the victims wailed as they put the bodies for burial in grocery cartons.

At one stage during the takeover Thursday rebel tribesmen, a cross tattooed on their forehead which they believed made them invincible, wanted to kill all the whites.

They were prevented from doing so by mutinous national army troops who joined the rebels when they invaded the city.

**Pygmies Blast
Commando Troops**

LEOPOLDVILLE, Congo, May 31 (AP).—Two companies of Congolese commandos were blasted yesterday by mortars and machine-guns in an ambush by pygmy-like rebels in Kivu, in the eastern Congo.

About 60 soldiers and two or three officers were missing after the ambush.

Link to Peking Is Seen Need for New Weapons for Guerrillas Cited

By J. ANTHONY LUKAS

Special to The New York Times.

LEOPOLDVILLE, the Congo, April 22—Hendon Roberto's Angolan rebel organization has admitted a rebel group strongly linked with the Chinese Communists.

The National Front for the Liberation of Angola, of which Mr. Roberto is president, announced today that it was accepting the membership application of the group headed by Viriato da Cruz.

Observers here regard Mr. da Cruz as a dedicated Communist of the Peking variety. His group's admission is seen as another important move to the left by Mr. Roberto's front.

Mr. Roberto, who is also President of the Angolan Government in exile, announced in January that his front would accept aid from Communist China and other Communist countries.

Better Weapons Wanted

This came as something of a surprise because Mr. Roberto has been widely considered as a political moderate with essentially pro-Western sympathies.

However, he had become disillusioned because the United States and other Western countries have not put pressure on Portugal in negotiating with the rebels.

Perhaps even more important, the guerrilla war that the rebels have been waging against the Portuguese for the past three years is not going well. The rebel soldiers are demanding more and better weapons. Mr. Roberto has not been able to get these from the West. The Communists are eager to supply them.

Mr. Roberto said last January that he would send an arms mission to Peking soon, but the mission still has not left. Some of the front's more radical members are showing impatience at this delay.

Some observers believe that Mr. da Cruz's admission may be another reflection of this impatience. They recall that last July, when Mr. da Cruz's group first applied for admission to the front, Mr. Roberto was not interested.

Reported Unhappy

These observers believe Mr. Roberto is still not happy about accepting Mr. da Cruz, but that the move has been forced on him by the front's more radical members.

Whether this is true or not, it is felt here that Mr. Roberto has good reason for concern. Mr. da Cruz is widely regarded as one of the ablest and strongest of the Angolan rebel leaders. He is expected to play a major role in the front and could soon pose a threat to Mr. Roberto's leadership.

Mr. da Cruz's strategy is apparently "if you can't beat 'em, join 'em." For years, he was a leading member of the Popular Movement for the Liberation of Angola, the main rival to Mr. Roberto's front.

Last summer, after Mr. Roberto's exile regime was recognized by the Congo as the legitimate Government of Angola, the Popular Movement split in two.

Link to Peking Is Seen—
Need for New Weapons
for Guerrillas Cited

By J. ANTHONY LUKAS

Special to The Associated Press

LEOPOLDVILLE, the Congo, April 22—Helder Roberto's Angolan rebel organization has admitted a rebel group strongly linked with the Chinese Communists.

The National Front for the Liberation of Angola, of which Mr. Roberto is president, announced today that it was accepting the membership application of the group headed by Vitalo da Cruz.

Observers here regard Mr. da Cruz as a dedicated Communist of the Peking variety. His group's admission is seen as another important move to the left by Mr. Roberto's front.

Mr. Roberto, who is also President of the Angolan Government in exile, announced in January that his front would accept aid from Communist China and other Communist countries.

Better Weapons Wanted

This came as something of a surprise because Mr. Roberto has been widely considered as a political moderate with essentially pro-Western sympathies.

However, he has become disillusioned because the United States and other Western countries have not put pressure on Portugal on negotiating with the rebels.

Perhaps even more important, the guerrilla war that the rebels have been waging against the Portuguese for the past three years is not going well. The rebel soldiers are demanding more and better weapons. Mr. Roberto has not been able to get these from the West. The Communists are eager to supply them.

Mr. Roberto said last January that he would send an arms mission to Peking soon, but the mission still has not left. Some of the front's more radical members are showing impatience at this delay.

Some observers believe that Mr. da Cruz's admission may be another reflection of this impatience. They recall that last July, when Mr. da Cruz's group first applied for admission to the front, Mr. Roberto was not interested.

Reported Unhappy

These observers believe Mr. Roberto is still not happy about accepting Mr. da Cruz but that the move has been forced on him by the front's more radical members.

Whether this is true or not, it is felt here that Mr. Roberto has good reason for concern. Mr. da Cruz is widely regarded as one of the ablest and shrewdest of the Angolan rebel leaders. He is expected to play a major role in the front and could soon pose a threat to Mr. Roberto's leadership.

Mr. da Cruz's strategy is apparently "if you can't beat 'em join 'em." For years, he was a leading member of the Popular Movement for the Liberation of Angola, the main rival to Mr. Roberto's front.

Last summer, after Mr. Roberto's exile regime was recognized by the Congo as the legitimate Government of Angola, the Popular Movement split in two.

AU CONGO-LÉOPOLDVILLE

Des combats se poursuivraient au Nord-Katanga comme au Kivu

Léopoldville, 30 mai (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.). — La situation reste très confuse au Nord-Katanga comme au Kivu. En dépit du caractère souvent contradictoire des informations en provenance de ces deux provinces, il semble que des combats se poursuivent dans plusieurs régions entre éléments rebelles et troupes congolaises.

Au Nord-Katanga le colonel Bobozo, commandant les forces de l'Armée nationale congolaise (A.N.C.) au Katanga, affirmait jeudi que ses troupes avaient repris le contrôle d'Albertville. Le colonel rendait compte d'une mission de reconnaissance aérienne qu'il venait d'effectuer à basse altitude au-dessus de cette localité. Il ne semble pas toutefois qu'il se soit posé à Albertville. Le colonel Bobozo a pourtant indiqué que la piste d'atterrissage était dégagée, mais que des civils armés y avaient été aperçus. Comme on lui demandait pourquoi l'armée n'avait pas empêché les rebelles d'entrer dans la ville l'officier a répondu : « Mes hommes ne se sont pas battus parce qu'ils étaient influencés par les autorités de la province. » Il a d'autre part affirmé que le mouvement de révolte ne dépendait pas de Pierre Mulele (responsable de la rébellion du Kouilou).

A Elisabethville huit rebelles faits prisonniers — en un lieu qui n'est pas précisé — sont actuellement interrogés, tandis que des renforts de l'A.N.C. sont prêts à être acheminés par avion vers les zones de combat. Selon des pilotes ayant survolé le Nord-Katanga au cours des dernières heures, de violents accrochages auraient lieu en effet dans plusieurs secteurs.

On apprend enfin que M. Munongo, membre du gouvernement provincial du Katanga oriental, et considéré comme l'« homme fort » du Katanga, a été convoqué d'urgence en consultation à Léopoldville par le premier ministre, M. Adoula.

Le général Mobutu regagne Léopoldville

Les combats cependant se poursuivent également dans le Kivu, où les rebelles auraient perdu près de soixante-dix hommes au cours des derniers combats. Des armes automatiques et une mitrailleuse auraient été saisies.

[Selon le correspondant du *New York Times*, cinq à sept mille rebelles seraient actuellement rassemblés dans la région d'Uvira et occuperaient entièrement une vallée longue de quelque 130 kilomètres proche du lac Tanganyika. Le correspondant du quotidien new-yorkais ajoute que les forces de l'A.N.C. engagées dans la région ne progressent qu'avec la plus extrême lenteur.]

De nouveaux troubles, enfin, auraient lieu dans le Sud-Kasai. Le journal pro-gouvernemental de Léopoldville, *le Progrès*, fait en effet état d'une agitation parmi des guerriers balubas demeurés fidèles à M. Kalondji, dont la présence a été signalée pour la dernière fois à Brazzaville, dans les milieux de l'opposition au gouvernement de M. Adoula.

L'ensemble de cette situation suscite une inquiétude compréhensible à Léopoldville. Le général Mobutu, commandant en chef de l'A.N.C., qui se trouvait à Rome en visite privée, a décidé vendredi soir de regagner la capitale congolaise.

AU NORD-KATANGA**La rébellion d'Albertville a été sévèrement réprimée par les forces congolaises**

Léopoldville, 1^{er} juin (A.F.P., Reuter.) — Il se confirme que les troupes de l'armée nationale congolaise (A.N.C.) ont repris le contrôle d'Albertville, capitale du Nord-Katanga, un moment occupée par des éléments rebelles.

D'après les nouvelles parvenues à Elisabethville, la répression de la révolte semble avoir été particulièrement sévère. Cent-cinquante rebelles, ainsi que leurs principaux chefs, ont été tués.

La rébellion avait éclaté dans la nuit de mercredi à jeudi dernier, aux cris de : « Vive Lumumba ! » et « Nous allons tuer les Européens ! ». Plusieurs personnalités politiques du gouvernement provincial paraissent avoir soutenu le mouvement, en particulier M. Ilunga, président de l'Assemblée législative. Dans des circonstances mal déterminées, les rebelles s'emparèrent sans difficulté des installations militaires et des bâtiments officiels. Des violences de toutes sortes — sur lesquelles on est encore très mal informé — auraient fait une centaine de morts. Il ne semble pas que des Européens figurent parmi ces victimes, mais deux épouses de tech-

niciens de l'O.N.U. auraient été violées.

Dans la journée du 28 mai cependant, les troupes régulières commencèrent à se réorganiser et reprirent progressivement le contrôle de la situation. Elles y furent aidées, samedi, par une centaine de soldats envoyés par avion en renfort d'Elisabethville. Pourchassés, les rebelles quittèrent Albertville, mais plusieurs centaines d'entre eux ont été arrêtés. Parmi eux figurent, croit-on savoir, M. Ilunga et le chef de la sûreté au Nord-Katanga, M. François Gestrand — qui avait lui aussi pris le parti de la révolte. De nouvelles opérations seraient en cours pour rattraper les fuyards, en direction notamment de la province du Kivu.

Violents accrochages au Kivu

De violents combats se poursuivent d'ailleurs dans cette dernière province. On apprend ainsi qu'une soixantaine de militaires congolais, dont un officier supérieur, auraient été portés disparus à la suite d'une embuscade au sud de Bukavu. Deux cents rebelles auraient eux-mêmes trouvé la mort au cours d'un engagement jeudi dernier. Le gouvernement central a décidé l'envoi de renforts composés de troupes d'élite vers les secteurs les plus agités.

A Uvira — sensiblement plus au sud — la région est toujours tenue par les rebelles, mais un calme complet paraît y régner sous le contrôle du chef de la révolte, le colonel Bidalira, représentant du Conseil national de libération (C.N.L.). L'envoyé spécial de l'agence France-Presse, qui a rendu visite à ce dernier, rapporte que la population coopère avec les éléments rebelles auxquels elle a fait bon accueil. « Notre but, a déclaré le colonel Bidalira, est de libérer le Congo, de mettre fin au régime fantoche de Kasavubu et Adoula, à l'anarchie et au chaos qui régneront depuis quatre ans au Congo. » Coiffé d'un képi orné d'une photographie de Patrice Lumumba, le colonel a ajouté que les Européens n'avaient rien à craindre du « mouvement de libération ». Il a enfin annoncé son intention de diriger ses troupes vers la capitale provinciale, Bukavu.

• M. TSCHOMBE REELU PRESIDENT DU PARTI CONAKAT. — M. Moïse Tschombe a été réélu dimanche président du parti Conakat, le plus important mouvement politique du Katanga. Deux de ses anciens collaborateurs, M. Jean Kibwe (ministre des affaires économiques) et M. Godefroid Munongo (ministre de la justice) ont été respectivement élus vice-président et conseiller du parti.

G

AU CONGO-LÉOPOLDVILLE**LES REBELLES DU KIVU MENACENT
LA CAPITALE PROVINCIALE**

Léopoldville, 2 juin (A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.). — Si un calme relatif semble être rétabli au Nord-Katanga, la tension s'accroît rapidement en revanche dans la province du Kivu. Selon des informations en provenance de la zone des combats, les troupes de l'Armée nationale congolaise (A.N.C.) — y compris certaines unités d'élite récemment envoyées en renfort de Léopoldville — ont été mises en déroute par les rebelles et auraient même tenté de se réfugier en désordre sur le territoire voisin du Ruanda. Des camions bondés de blessés sont arrivés dans la capitale provinciale, Bukavu. Les pertes de l'A.N.C. s'élèveraient à une centaine de morts. Aidés par les tribus locales — pygmées notamment, — qui leur sont favorables, les rebelles menaceraient maintenant Bukavu, d'où les Nations unies envisagent d'évacuer leur personnel civil, ne laissant sur place qu'un petit nombre de volontaires.

**Nouvel appel
aux troupes de l'O.N.U. ?**

A Léopoldville on croit savoir de source bien informée que le président Kasavubu a demandé aux Nations unies d'envoyer des « cas-

ques bleus » pour aider à rétablir l'ordre dans les régions troublées. La réponse de l'O.N.U. est attendue incessamment. On sait toutefois que le bruit d'une requête identique avait couru la semaine dernière dans la capitale congolaise, mais que, malgré les confirmations reçues à New-York, le cabinet du premier ministre, M. Adoula, l'avait ultérieurement démentie. Il semble en fait qu'une certaine opposition à l'idée d'intervention se manifeste aujourd'hui au sein même du commandement militaire de l'O.N.U. à Léopoldville. La dégradation de la situation au Kivu coïncide d'ailleurs avec le début de la dernière étape du plan d'évacuation des troupes des Nations unies au Congo. Deux cents soldats éthiopiens ont quitté en effet lundi le Katanga pour Addis-Abéba. D'autres départs étaient prévus dans les prochaines heures. Des troupes nigériennes, toutefois, restent encore à Léopoldville, prêtes à être transportées vers le Kivu si la décision en est prise à New-York.

A Léopoldville on apprend qu'une bombe a explosé dimanche à la prison de Malaka, provoquant des dégâts matériels importants. Le couvre-feu est maintenu dans la ville de 6 heures du soir à 6 heures du matin.

REBELS CONTINUE ADVANCE IN KIVU

Families Leave Provincial
Capital as Enemy Nears

By J. ANTHONY LUKAS

Special to The New York Times.

BUKAVU, the Congo, June 2 —Fresh troops were flown into rebellious Kivu Province today following the collapse of Congolese Government forces here.

Elements of the 13th Infantry Battalion were rushed from their base at Kamina toward this provincial capital, which has been virtually defenseless since Sunday. Authorities here fear that Bukavu may be attacked at any time by the rebels, who advanced to within 25 miles of the city over the weekend.

The Congolese troops holding positions south of Bukavu have fallen back in utter confusion. Many Government soldiers are believed to have gone over to the rebels. Observers believe that those remaining here have lost the will to fight. It is feared that if the rebels attack they will be joined by most of the remaining military garrison here and will be supported by many of the city's 150,000 African inhabitants.

Preparing for the worst, the

United Nations and the United States Consulate here continued to evacuate women and children from the area.

The wife and three children of an American physician here were flown out this afternoon on a United States Army plane to Kigali, capital of neighboring Rwanda. The wife and six children of a United States Information Agency official were taken to Kigali yesterday.

Sixty wives and children of United Nations personnel in the province, plus several United Nations experts not needed here, evacuated yesterday to Goma, on the north shore of Lake Kivu.

Forty-seven other persons, most of them families of teachers for the United Nations Educational Scientific and Cultural Organization, were flown out to Goma today.

The United States Consulate here burned its classified documents on Sunday night.

All remaining Americans in Bukavu spent Sunday night and last night in the large lake-side residence of the consul. Each was given a pistol, shotgun or sub-machine gun and assigned a firing position from windows and doorways in case the house was attacked.

However, last night passed quietly. This morning the city went somewhat nervously about its business. Shops and offices were open, although they closed earlier than usual to permit employees to get home before the 6 P.M. curfew.

Panic Has Subsided

The panic that swept the African quarters of Bagira and Katabu over the weekend appears to have subsided following rumors that foreign troops either Nigerians or Belgians would be arriving soon to protect the city.

Officials here have been appealing for days for Nigerian troops of the United Nations Command to be sent from Leopoldville. They feel that the presence of only a 100 well-armed Nigerians here might dissuade the rebels from attacking the city and put stiffen the Congolese forces.

A Nigerian company was alerted for movement here last week but it has not yet left and officials here now doubt that it will. The plan was apparently stymied by the procrastination of the Congolese Government, which refused to sign a written request for the troops, although it had made a verbal request.

After days of waiting for a formal note, the United Nations has reportedly grown cold to the idea. All United Nations troops must be withdrawn from the Congo before June 30.

Ces

Relm

Hoard of Katangese gold turns up

M. Tshombe's hidden millions

Lisbon, April 29

The mystery of Katanga's missing millions may have been solved. In a report from Lourenco Marques in Mozambique the Portuguese news agency ANI said that a consignment of 890 cases of bullion, containing a million gold Katangese coins, arrived there today to be shipped to Germany for melting down.

There is no immediate indication of where the coins came from, but Lourenco Marques is connected on the Benguela railway system with Angola, Katanga, Northern Rhodesia, Southern Rhodesia, and South Africa.

If the report is correct it means that millions of pounds which disappeared from the Katanga National Bank after the United Nations troops defeated President Tshombe's army in January last year have turned up again.

The Katanga gold pieces are five-franc coins made from the finest gold. They were minted on the orders of M. Tshombe but never placed in circulation. Members of his Government, Belgian and Swiss Government advisers, and officials of the Union Minière were allowed as a special favour to buy up to 10 each from the Katanga National Bank.

The coins were worth £13, but they were much in demand on the Katanga black market where they changed hands at up to £30. The shipment which arrived in Lourenco Marques would be worth at least £13 millions.

After the bitter battle between the UN troops and the Katangese in December, 1961, the coins were said to have been shipped out to Northern Rhodesia. A

correspondent then saw a heavily guarded bank van, personally supervised by the bank's Belgian governor, roll through the border checkpoint at Kasumbalesa into Northern Rhodesia.

The Belgian bank governor refused to confirm or deny whether the van contained the hoard of Katangese gold pieces but did admit under questioning that the van contained currency.

Vaults empty

Officials of a bank in Ndola, Northern Rhodesia, however, admitted that a consignment of gold coins had been received from Elisabethville. Later it was reported that they had been shipped back to the Katanga National Bank in Elisabethville.

When the UN finally crushed the Katangese Army and ended M. Tshombe's secession in January, 1963, UN officials opened the vaults of the National Bank and found them virtually empty. The UN team found only about £40 in foreign currency and a dead rat. The disappearance of Katanga's millions in foreign reserves was never explained.

—British United Press.

Moscow lets a secret out of the bag

How 'unanimity' is achieved

By VICTOR ZORZA

"Pravda" has so forgotten itself in the heat of the anti-Chinese polemics as to reveal one of the Communist Party's most closely guarded secrets—how "complete unity" is obtained at party congress.

It "became known" to foreign delegates arriving for the Chinese party congress in 1956, "Pravda" said yesterday, that for two weeks before the official opening secret sessions of Chinese delegates were taking place.

"This, it said, 'was a sort of rehearsal for the congress, complete with texts of resolutions to be adopted in the open sessions, with debates and speeches out of which were chosen the speeches to be redelivered later. 'And even—at this point "Pravda's indignation almost unbearable—it was said that premature elections of members of the Central Committee were held by secret ballot.

"Pravda spoilt a good story by saying that such practices were not used by any other Communist Party. It therefore remains for the Chinese, whose fraternal delegates have attended Soviet congresses, to reveal how Moscow methods of securing "unanimity" differ from Pekings.

Speech unpublished

The "People's Daily" will no doubt oblige in due course. As for "Pravda," it might have been referring to events nearer home when it commented on "another strange peculiarity that did not go unnoticed" at another party

has still not been published in Russia, but to a speech by Mao Tse-tung made in 1958.

This was the last of two instalments of an article in which "Pravda" set out to prove that the Chinese Party was thoroughly undemocratic. "Pravda's" main complaint was that the last Chinese party congress was elected in 1956, although such elections should be held every five years, and that therefore the seven million members who joined the party since 1956 have had no opportunity to take part in elections.

Not interested?

"What," the paper asked, "has happened to inner party democracy, to the rights of party members?" Of the sessions of the congress which should be held every year, the last was held in 1958. The credentials of the Central Committee had expired long ago, "but it seems that nobody notices this, not even the party itself." But could it really be, "Pravda" asked, that the party members were not interested in all this, and that the members of the Central Committee had lost their sense of responsibility to the party?

The purpose of "Pravda's" questions is presumably to point

DECOUVERTE D'UNE QUANTITE CONSIDERABLE D'OR KATANGAIS

Les millions cachés de Monsieur Tshombe

Lisbonne, le 29 avril.

Le mystère de la disparition des millions du Katanga est peut-être éclairci. L'Agence portugaise d'information a signalé dans une nouvelle provenant de Lourenco Marques, au Mozambique, qu'un lot de 890 caisses contenant 1 million de pièces d'or katangaises, est arrivé aujourd'hui dans cette localité pour expédition en Allemagne où l'or doit être fondu.

On ne possède aucune indication certaine de la provenance de ces pièces, mais Lourenco Marques est relié, sur le réseau ferrovière de Benguela, à l'Angola, au Katanga, à la Rhodésie du Nord, à la Rhodésie du Sud, et à l'Afrique du Sud.

Si cette information est correcte, elle signifie que les millions de livres qui avaient disparu de la Banque nationale du Katanga après la défaite infligée en janvier dernier à l'armée du Président Tshombe par les troupes des Nations Unies, ont reparu.

Les pièces d'or katangaises sont des pièces de 5 francs faites avec l'or le plus pur. Frappées sur l'ordre de M. Tshombe, elles n'ont cependant jamais été mises en circulation. A titre de faveur spéciale, des membres du Gouvernement de M. Tshombe, des conseillers gouvernementaux suisses et belges, et des hauts fonctionnaires de l'Union Minière ont été autorisés à en acheter de la Banque nationale du Katanga, à concurrence de 10 pièces chacun.

Les pièces valaient 13 livres sterling, mais elles étaient très recherchées sur le marché noir katanga où leur prix atteignait jusqu'à 30 livres sterling. Le lot qui est arrivé à Lourenco Marques serait d'une valeur de 13 millions de livres sterling au moins.

Après les violents combats qui se sont déroulés entre les troupes de l'ONU et les Katangais en décembre 1961, les pièces auraient été expédiées en Rhodésie du Nord. A cette époque un correspondant de presse a vu passer en Rhodésie du Nord, par le poste frontière de Kasumbalesa, un fourgon de banque fortement gardé et personnellement surveillé par le gouverneur belge de la banque.

Le gouverneur de banque belge a refusé de confirmer ou de démentir l'existence des pièces d'or katangaises dans le fourgon, mais il a effectivement admis, en réponse aux questions qu'on lui posait, que le fourgon contenait de la monnaie.

Coffres vides

Des hauts fonctionnaires d'une banque de Ndola, en Rhodésie du Nord, ont cependant admis qu'un chargement de pièces d'or avait été reçu d'Elisabethville. Par la suite, on a signalé que ces pièces avaient été réexpédiées à la Banque nationale du Katanga à Elisabethville.

Lorsque l'ONU a finalement écrasé l'armée katangaise et mis fin à la sécession de M. Tshombe en janvier 1963, des hauts fonctionnaires de l'ONU ont ouvert les coffres de la banque nationale et les ont trouvés pratiquement vides. L'équipe de l'ONU n'a trouvé que 40 livres sterling en devises et un rat mort. La disparition des millions que représentaient les réserves en devises du Katanga n'a jamais été expliquée.

— British United Press.

Cy

**L'avis pessimiste
de sir Roy Welenski**

Sir Roy Welenski, ancien Premier ministre de Rhodésie du Sud, a déclaré dans une allocution radiodiffusée que les Nations Unies, qui retirent actuellement leurs troupes du Congo, laissent dans ce pays « le chaos, l'horreur et la mort, tout ce qui va avec la politique destructive qui a été suivie ».

Considérant que le rôle qu'a joué l'O.N.U. au Katanga n'est pas à porter à son crédit, car le Katanga n'a jamais eu besoin d'être « subjugué » par les casques bleus, sir Roy Welenski a ajouté que « le visage de l'Afrique serait différent aujourd'hui si le Katanga avait survécu ».

— Vous verrez que le chaos au Congo deviendra encore pis qu'aujourd'hui si possible et que les troubles vont recommencer », a estimé l'ancien Premier ministre.

Cuy

Pour réprimer la rébellion
au Kivu

**LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS
DEMANDERAIT L'AIDE
DES TROUPES DE L'O.N.U.**

Léopoldville, 26 mai (A.F.P., Reuter). — Le premier ministre congolais, M. Cyrille Adoula, a rencontré lundi M. Bibiano Osorio-Tafall (Mexique), directeur par intérim des opérations de l'O.N.U. au Congo-Léopoldville, pour s'entretenir avec lui de la situation dans la province du Kivu. De source bien informée, on apprend que les autorités de Léopoldville souhaiteraient obtenir l'aide des troupes des Nations unies pour réprimer la rébellion qui sévit dans cette province. Selon les mêmes sources, l'intervention des « casques bleus » au Kivu revêtirait toutefois un caractère essentiellement « humanitaire », et les soldats de l'O.N.U. ne participeraient pas directement aux opérations contre les terroristes.

[Le requête du gouvernement congolais est confirmée à New-York de source compétente. Une suite favorable lui serait donnée, mais en tenant compte des plans prévoyant l'évacuation complète des forces de l'O.N.U. le 30 juin prochain (il reste actuellement environ deux mille « casques bleus » au Congo). Les troupes appelées à intervenir au Kivu seraient vraisemblablement celles d'une unité nigérienne actuellement stationnée à Léopoldville. Il est rappelé à cet égard que les gouvernements congolais et nigérien envisagent de conclure un accord aux termes duquel un certain nombre de militaires nigériens demeureraient au Congo après le départ des forces des Nations unies afin d'y servir comme instructeurs dans les forces de police.]

Congo's need for UN aid

by Hella Pick

United Nations (NY),
May 15

There is optimism for the future and a record of solid achievement for the past year in the United Nations' latest report on civilian operations in the Congo.

The large corps of UN technical advisers has been making a major contribution to the administration of the country and has helped to train increasing numbers of Congolese. At last Congolese nationals are beginning to take over jobs done by international experts since the independence in 1960.

This does not mean that the need for UN experts is diminishing; in fact there are far from enough of them. But at least the Secretary-General is able to report that in spite of the financial difficulties there is a good prospect of maintaining the present technical assistance programme and even expanding it in certain areas such as finance, economic co-ordination, and public works.

The Congo technical assistance programme has been financed from voluntary contributions and although U Thant makes no mention of future financial pledges, it is clear that the Western Powers will see to it that the technical assistance programme is not allowed to collapse now for lack of funds.

Moreover, the UN seems to be

hopeful that the Congo will soon be able to bear a larger share of the cost of UN technical assistance. The report notes a slow but perceptible progress towards economic recovery in the Congo, and says that there are reasonable prospects for continued improvement—with the inevitable hint, however, that this will only be possible if political stability is maintained and strengthened.

Internal security and political stability remain a major concern. The last of the UN troops are due to leave at the end of June, and for months now there has been widespread fear that the Congo security forces will be unable to maintain even the modicum of order that would persuade the UN civilian personnel to stay.

However, already the UN forces are very thin on the ground, and although the Leopoldville Government is far from controlling law and order throughout its territory, there has been no sign of an exodus of UN technical personnel.

The UN report on civilian operations in the Congo shows that in the last year there have been 631 technicians from 48 countries in the Congo. In addition Unesco recruited 801 secondary school teachers who, together with nearly 2,500 other teachers recruited from international sources, have made it possible to raise the secondary

school population to 85,000. This is still a very modest number but compares with less than 30,000 in secondary schools at the time of the Congo's independence.

Perhaps the most encouraging side of the UN civilian operation in the Congo has been the major emphasis placed on training Congolese. The Secretary-General's report notes that 1,300 places have been awarded by the UN to Congolese to study in their own country and 47 have been provided with overseas scholarships. On-the-job training is also an essential part of the responsibilities of most of the international experts working side by side with Congolese.

It has been possible to begin replacing some international personnel by qualified Congolese in certain areas of postal, meteorological, telecommunications, and civil aviation services. The first 55 Congolese doctors trained abroad have returned to the Congo and, by 1965, their presence will permit a gradual reduction of the number of foreign doctors provided by the World Health Organisation.

The WHO has provided 174 doctors to work in 74 hospitals. Even so, more than forty hospitals with at least a hundred beds each are still functioning without a single doctor. WHO personnel have also been working hard and successfully to prevent the spread of outbreaks of small-pox and other diseases.

Relations tendues entre les deux Congos

Le différend Léo-Brazza

BRAZZAVILLE. — M. Charles Ganao, ministre des Affaires étrangères et de l'Information du Gouvernement du Congo-Brazzaville, vient d'adresser au secrétariat provisoire de l'OUA à Addis-Abéba un télégramme demandant l'envoi d'une commission d'enquête à Brazzaville. Ce texte déclare : « J'ai l'honneur de vous demander de porter à la connaissance des états membres de l'OUA les faits suivants qui risquent de détériorer dangereusement les rapports entre les deux Congos ».

porté à l'OUA

« Le Congo-Brazzaville a vu arriver sur son territoire, au mois d'octobre 1963 un petit nombre de ressortissants du Congo-Léopoldville qui ont déclaré que leur vie était menacée. Ce

nombre s'est considérablement accru au cours des mois avec d'autres arrivées d'hommes du même pays n'ayant jamais fait de politique et surtout des femmes et des enfants.

Lassé, d'une part — poursuit le télégramme — devant le précédent créé par le Congo-Léopoldville qui avait accepté en son sein des dirigeants de Brazzaville évadés le lendemain de la révolution du mois d'août et, d'autre part, devant les obligations qui sont les siennes au regard de la convention de Genève en date du 28 juillet 1956, enfin, devant des considérations humaines, le Congo-Brazzaville a toléré que ces personnes venues du Congo-Léopoldville résident sur son territoire avec interdiction absolue, de se livrer à une activité quelconque.

« Sur ce point précis, précise le télégramme, nous veillons constamment à ce que les ins-

(Suite en page 2)

Le différend Léo-Brazza

(Suite de la première page)

tructions gouvernementales soient strictement observées par les réfugiés ».

Cependant, le Congo-Brazzaville n'a cessé d'être l'objet de nombreuses attaques mensongères de la part des autorités gouvernementales de Léopoldville qui attribuent à tort à ces réfugiés les actes de subversion commis au Congo-Léopoldville dont, récemment, des attentats et actes de sabotage au plastic. « Pour prévenir une situation qui peut compliquer dangereusement les relations entre les deux Congos, et menacer, par voie de conséquence l'avenir de l'OUA le Congo-Brazzaville demande que, sans délai, une commission de la haute instance interafricaine soit envoyée à Brazzaville pour enquêter sur les faits. « Le Congo-Brazzaville, conclut le texte, se déclare prêt à mettre à tout moment ces réfugiés à la disposition de l'OUA ».

Réaction de Léo

Tard dans la soirée, le Cabinet

tiative soudaine de la République du Congo-Brazzaville de porter le différend qui oppose les deux pays devant l'OUA.

Le Gouvernement congolais est en effet en possession d'une lettre du Gouvernement de Brazzaville donnant son accord pour des négociations directes entre les deux pays et s'attendait à l'ouverture imminente de ces conversations.

Il n'en pense pas moins que l'OUA est le cadre adéquat pour la solution de ce différend en dehors de toute immixtion étrangère et rappelle qu'il a toujours souhaité le règlement de ce problème dans l'esprit de la Charte d'Addis-Abéba.

Relations tendues entre les deux Congos

Le différend Léo-Brazz

BRAZZAVILLE. — M. Charles Ganao, ministre des Affaires étrangères et de l'Information du Gouvernement du Congo-Brazzaville, vient d'adresser au secrétariat provisoire de l'OUA à Addis-Abéba un télégramme demandant l'envoi d'une commission d'enquête à Brazzaville. Ce texte déclare : « J'ai l'honneur de vous demander de porter à la connaissance des états membres de l'OUA les faits suivants qui risquent de détériorer dangereusement les rapports entre les deux Congos ».

porté à l'OUA

« Le Congo-Brazzaville a vu arriver sur son territoire, au mois d'octobre 1963 un petit nombre de ressortissants du Congo-Léopoldville qui ont déclaré que leur vie était menacée. Ce

nombre s'est considérablement accru au cours des mois avec d'autres arrivées d'hommes du même pays n'ayant jamais fait de politique et surtout des femmes et des enfants.

Lassé, d'une part — poursuit le télégramme — devant le précédent créé par le Congo-Léopoldville qui avait accepté en son sein des dirigeants de Brazzaville évadés le lendemain de la révolution du mois d'août et, d'autre part, devant les obligations qui sont les siennes au regard de la convention de Genève en date du 28 juillet 1956, enfin, devant des considérations humaines, le Congo-Brazzaville a toléré que ces personnes venues du Congo-Léopoldville résident sur son territoire avec interdiction absolue, de se livrer à une activité quelconque.

« Sur ce point précis, précise le télégramme, nous veillons constamment à ce que les ins-

(Suite en page 2)

Le différend Léo-Brazza

(Suite de la première page)

tructions gouvernementales soient strictement observées par les réfugiés ».

Cependant, le Congo-Brazzaville n'a cessé d'être l'objet de nombreuses attaques mensongères de la part des autorités gouvernementales de Léopoldville qui attribuent à tort à ces réfugiés les actes de subversion commis au Congo-Léopoldville dont, récemment, des attentats et actes de sabotage au plastic. « Pour prévenir une situation qui peut compliquer dangereusement les relations entre les deux Congos, et menacer, par voie de conséquence l'avenir de l'OUA le Congo-Brazzaville demande que, sans délai, une commission de la haute instance interafricaine soit envoyée à Brazzaville pour enquêter sur les faits. « Le Congo-Brazzaville, conclut le texte, se déclare prêt à mettre à tout moment ces réfugiés à la disposition de l'OUA ».

Réaction de Léo

Tard dans la soirée, le Cabinet du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

Le gouvernement de la République du Congo-Léopoldville a été extrêmement surpris par l'ini-

tiative soudaine de la République du Congo-Brazzaville de porter le différend qui oppose les deux pays devant l'OUA.

Le Gouvernement congolais est en effet en possession d'une lettre du Gouvernement de Brazzaville donnant son accord pour des négociations directes entre les deux pays et s'attendait à l'ouverture imminente de ces conversations.

Il n'en pense pas moins que l'OUA est le cadre adéquat pour la solution de ce différend en dehors de toute immixtion étrangère et rappelle qu'il a toujours souhaité le règlement de ce problème dans l'esprit de la Charte d'Addis-Abéba.

a. c.

Congolese Parliament Kept Closed

Kasavubu Wants Constitution Drafted

By the Associated Press

LEOPOLDVILLE, March 2.—The spring session of the Congo's tumultuous parliament, due to start in Leopoldville today, was postponed indefinitely last night by President Joseph Kasavubu.

In a short radio message, the president headed off a possible political crisis by ordering the padlocking of the gates of the ultramodern parliament building. He had sent the legislators home last September because they refused to debate a new constitution.

According to the "fundamental laws" left by the Belgians, the Congolese parliament should meet on the first Monday in March. However, these laws, intended to serve as the Congo's constitution, have never been ratified by the Congolese.

Mr. Kasavubu said he was keeping parliament closed to permit a constitutional commission, at present sitting in Luluabourg, to continue drafting a constitution without hindrance from parliament.

The commission is due to finish its work in mid-April.

Kwilu Rebels Shower Arrows On Congo Units

LEOPOLDVILLE, March 2 (UPI).—Congolese army units today met with heavy resistance from Communist-led rebels who showered them with arrows in besieged Kwilu province, reports reaching here said.

A company of paratroop commandos, marching to the Kikandji mission station, which was abandoned under attack Saturday from the rebels, was reportedly ambushed by a large number of the drug-crazed rebels, armed with bows, arrows, lances and war axes.

There were no indications of casualties in the fighting or the outcome of the battle, but it was believed the rebels withdrew into the bush.

6
E/melle

**UN send out
'free pardon'
leaflets**

Elisabethville, March 4

The United Nations today dropped thousands of leaflets over the Katanga bush promising free pardons for ex-members of Moïse Tshombe's army still hiding there.

A UN spokesman said 100,000 leaflets, in French and Swahili, had been printed and were being distributed throughout Katanga.

The UN, which is due to withdraw from the Congo in June, promised "peace and happiness among your own people" to former Katanga gendarmes who present themselves to UN posts at Kolwezi, Jadotville, Elisabethville, or Kipushi before March 31.—Reuter.

bulu
4

Conformément à la Loi fondamentale, le premier lundi du mois de mars, — aujourd'hui donc — devait avoir lieu l'ouverture de la session ordinaire du Parlement congolais. On se rappellera que celui-ci était ajourné sine die par le chef de l'Etat à la suite d'une fausse interprétation de la part des parlementaires qui confondaient la session extraordinaire avec la session ordinaire. Au lendemain de cet ajournement, le gouvernement Adoula avait nommé une Com-

mission constitutionnelle qui élaborait actuellement à Luluabourg, le projet de la Charte qui, une fois passée par la voix de référendum, régira la nation congolaise.

Comme on a pu entendre sur les antennes de la radio nationale, le président de la République a fait une déclaration dans laquelle il met l'accent sur les travaux de Luluabourg qui selon lui, inspirent confiance. Pour empêcher de contrecarrer les travaux de la Commission constitutionnelle, le chef de l'Etat a trouvé prudent de prolonger l'ajournement du Parlement qui, une fois réouvert générerait les travaux de Luluabourg. Ce qui mettrait de la confusion totale dans le pays.

Ci-après, nous reproduisons in extenso, l'allocution du président Kasa-Vubu :

Julien

4

Les temps étant révolus, le Parlement eut dû normalement se réunir le 2 mars.

Le Chef de l'Etat a jugé que — compte tenu des travaux que poursuit actuellement la Commission constitutionnelle à Luluabourg — il ne convenait pas que nos parlementaires reprissent leurs activités. A juste titre d'ailleurs... Ainsi pourront-ils jouir en toute quiétude d'un congé supplémentaire, d'autant plus agréable qu'il est largement rétribué ! Jusques à quand ? L'avenir nous l'apprendra.

Toujours est-il que le Président Kasa.Vubu a fait une nouvelle fois preuve de sagesse. Le peuple congolais tout entier se ralliera sans nul doute à la mesure que vient de prendre celui que les générations futures appelleront un jour le « Père de la Patrie ». Nos lecteurs liront ci-dessous le message que le Chef de l'Etat adresse à la nation, dans lequel il justifie les impératifs qui ont dicté cette grave décision.

Lulu

Les travaux de la Commission Constitutionnelle

On piétine à Luluabourg

Nous avons publié, voici quelques jours, les six premiers articles du projet constitutionnel, actuellement en voie d'élaboration à Luluabourg.

Nos lecteurs savent, en effet, que c'est dans cette ville qu'une centaine de délégués — tant des provinces que représentant divers organismes d'intérêt national — se penchent sur un avant-projet établi par des experts. Celui-ci fait l'objet des présentes discussions. Il n'est, somme toute, qu'un schéma susceptible de modifications de la part des constituants.

Nous recevons aujourd'hui notification de l'adoption des articles 8, 9, 10 et 11 du projet définitif. Ils concernent essentiellement ce qui a trait à la « nationalité congolaise » et aux « traités et accord internationaux ». L'article 7, relatif lui aussi à la « nationalité » a été renvoyé à la sous-commission politique et administrative pour un nouvel examen.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que nos constituants ne paraissent guère pressés d'en finir. Que se passe-t-il à Luluabourg ? Comment se fait-il que les travaux de la commission avancent si lentement ? Mystère !

Le président Kasa-Vubu a donné cent jours à nos « honorables » pour nous préparer un projet constitutionnel définitif. Nous l'avons dit et nous le répétons aujourd'hui : si l'on ne se hâte, le dit-projet sortira aux calendes grecques. Allons, Messieurs les constituants, assez de matata ! Donnez-nous du concret ! Ou alors, nous serons forcés de croire que vous ne valez guère mieux que ces parlementaires que notre Chef d'Etat a été obligé de mettre en vacances.

Est-ce cela que vous voulez ?

Les membres de la Commission Constitutionnelle de Luluabourg continuent à siéger en séance plénière.

La réunion du 3 février s'est ouverte sous la présidence de M. Joseph Ileo.

A l'ordre du jour était inscrit l'examen des sections II et III du titre 1er relatif aux dispositions générales du projet de Constitution.

En ce qui concerne la Section II, celle parlant de la « Nationalité », la Commission a renvoyé l'article 7 adopté par la sous-commission politique et administrative pour être réexaminé par les membres de cette sous-commission.

L'assemblée a adopté les deux derniers articles consacrés à la « nationalité ». Il s'agit des articles 8 et 9.

Article 8

La nationalité congolaise s'acquiert par la filiation, la naturalisation, ou par l'option, dans les conditions fixées par une loi organique. La même loi détermine les conditions de perte de la nationalité congolaise.

Article 9

Tout Congolais qui acquiert volontairement la nationalité d'un autre Etat perd la nationalité congolaise.

Tout Congolais qui, à l'âge de 21 ans possède à la fois la nationalité congolaise et celle d'un autre Etat, perd la nationalité congolaise, à moins qu'il n'ait déclaré dans les formes prescrites par la loi, renoncer à la nationalité de l'Etat étranger.

LIRE la suite en page 6

Les travaux de la Commission Constitutionnelle

Suite de la page 1

Concernant la section III du titre 1er, et se rapportant aux « Traités et Accords Internationaux », l'assemblée a adopté les articles dont la numération porte le chiffre 10 et 11.

Article 10

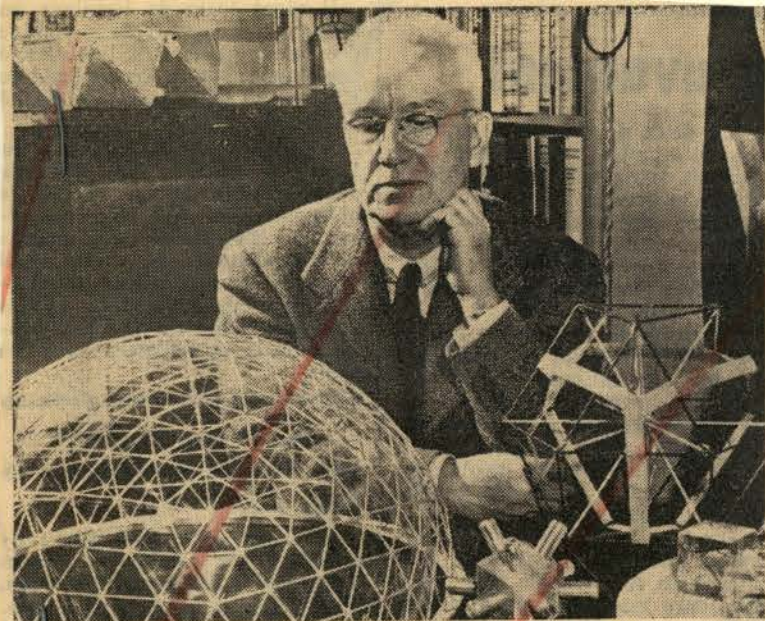
Le Président de la République du Congo négocie et signe les traités et accords internationaux au nom de la République.

Article 11

Les traités de paix, les traités de commerce les traités ou accords relatifs aux organisations internationales et aux règlements des conflits internationaux, ceux qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui modifient des dispositions législatives et ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi.

Les traités ou accords internationaux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés ou approuvés que moyennant la révision de l'article premier de la Constitution. Toutefois, cette révision n'aura lieu qu'après l'accord des deux tiers des Assemblées provinciales statuant chacune à la majorité des deux tiers de ses membres et la consultation des populations intéressées.

Lulu



LEOPOLDVILLE. — M. R. Buckminster Fuller, arrivé depuis mardi dans la capitale congolaise, contemple une maquette du dôme géodésique qui est sa plus grande invention. L'architecte américain a vu sa conception, radicalement nouvelle, adoptée dans beaucoup de pays comme principe de la construction d'immeubles peu coûteux, et facile à ériger et démonter. (Voir information en page 2).

Après les manifestations de ve

Création d'une populaire à Bra

BRAZZAVILLE (Reuter). — Radio-Congo a annoncé que les milices populaires « avaient été priées de se mettre au repos ». Ces milices avaient fait leur apparition aux carrefours à l'entrée des quartiers de Potopoto et de Bakongo à la suite des désordres qui firent une soixantaine de blessés, vendredi dernier.

Les milices populaires sont composées de jeunes gens qui exercent des missions de surveillance. Ils arrêtaient des voitures tant africaines qu'européennes pour les fouiller.

Radio-Congo a par ailleurs annoncé que M. Jean Rossard, ambassadeur de France a demandé à M. Pascal Lissouba, premier ministre de démentir les rumeurs dont la Radio nationale congolaise s'était faite l'écho, aux termes desquelles l'ambassade de France était impliquée dans les désordres qui se sont déroulés vendredi dernier dans le quartier de Bakongo. Selon la radio congolaise, l'ambassadeur aurait déclaré au premier ministre congolais que la propagation de telles rumeurs pouvait altérer sérieusement les relations franco-congolaises.

M. Iléo: «Les travaux de la commission avancent normalement»

Les travaux de la Commission constitutionnelle avancent normalement, a déclaré dimanche dernier M. Iléo, président de la Commission constitutionnelle qui tient ses assises à Luluabourg. M. Iléo a poursuivi son exposé dans ces termes :

En tête du projet de Constitution, nous avons adopté un préambule qui met le peuple congolais face à ses responsabilités devant Dieu, la Nation, l'Afrique et le Monde et proclame son attachement à la déclaration des droits de l'homme.

Nous avons jusqu'ici examiné et adopté le titre premier relatif aux dispositions générales qui stipulent que le Congo constitue

dans ses frontières au 30 juin 1960, un Etat souverain, indivisible, démocratique et social.

Sur le plan interne, le Congo est composé de la ville de Léopoldville, capitale de la République qui sera dotée d'un statut spécial et des provinces autonomes.

Si actuellement, il y a un grand nombre de provinces, la Commission constitutionnelle a prévu

dans le titre premier des dispositions qui facilitent la fusion de deux ou plusieurs provinces en une province. C'est ainsi que la décision d'une telle fusion est

(Suite en page 2)

Pour l'épanouissement de l'économie

«Pas de barrage économique»

déclare M. Kamitatu aux ministres provinciaux du Plan

Poursuivant ses travaux, la conférence des ministres provinciaux de Plans s'est réunie lundi matin sous la présidence de M. Kamitatu Cléophas, ministre du Plan et du Développement industriel.

Après avoir remercié les membres de l'ONU qui ont bien vou-

lu prendre part à cette conférence, le ministre Kamitatu a fait un tour éclair du budget extraordinaire de la République du Congo qu'il a qualifié de « budget relance ».

Dans un exposé extrêmement clair, le ministre du Plan et du

(Suite en page 2)

Le carnet de l'Etoile

- l'admission
- du Congo-Léopoldville
- au comité olympique
- international

L'entretien a porté sur la situation des réfugiés rwandais au Kivu et la situation sociale de leur province.

10. 2. 64

Autour de la commission constitutionnelle à Luluabourg

Les membres de la Commission constitutionnelle examinent en ce moment le titre II du projet de Constitution relatif aux Droits fondamentaux.

Plusieurs articles de l'avant-projet de Constitution, étudiés par la sous-commission judiciaire, sont soumis à l'Assemblée générale pour discussion et adoption.

Ces articles traitent de l'égalité des citoyens devant la loi, de l'inviolabilité de la personne, de la protection de sa vie, des libertés individuelles, etc.

C'est ainsi que l'un des articles adoptés par la commission stipule que « tous les Congolais sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois ».

Dans l'intérêt du Congo, dans l'intérêt des Congolais, la commission estime qu'aucun Congolais ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle ré-

sulte d'une loi ou d'un acte du pouvoir exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance tribale, de son sexe, de son ascendance, de son lieu de naissance ou de résidence. L'article 17 est adopté dans ce sens.

Il est prévu également dans ce chapitre des Droits fondamentaux que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines dégradantes. Nul ne peut être mis à mort si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit ».

Concernant les arrestations et poursuites, le projet de Constitution à soumettre au référendum populaire prévoit d'ores et déjà que « nul ne peut être arrêté ni détenu qu'en vertu de la loi et dans la forme qu'elle prescrit. »

Il est dit plus loin que toute personne arrêtée doit être informée immédiatement ou au plus tard dans les 24 heures des motifs de son arrestation et de toute accusation portée contre elle et ce dans la langue qu'elle comprend. Elle ne peut être maintenue en détention préventive qu'en vertu d'une ordonnance du juge compétent et dans les cas et pour la durée expressément prévus par la loi. Elle a droit de recours contre les ordonnances rendues en matière de détention préventive.

Les articles 25 et 26 adoptés par l'Assemblée, déclarent en substance que « nul ne peut être poursuivi si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie par un jugement définitif. Une loi déterminera les causes de justification, d'excuses et de non imputabilité ».

Abordant la question des croyances ou de convictions religieuses, philosophiques ou autres, la commission a adopté l'article 27 qui stipule notamment que : « Toute personne a le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ».

La commission a voté également que, dans la République, il n'y a pas de religion d'Etat. Ceci veut dire qu'il existe une séparation de pouvoirs entre l'Eglise et l'Etat. L'Etat ne s'ingère pas dans les affaires des Eglises et vice-versa.

Dans ce même article 27, il est indiqué que « toute personne a le droit de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun tant en public qu'en privé par le culte, l'enseignement, les pratiques, l'accomplissement de rites et l'état de vie religieuse sous réserves du respect de l'ordre public et des bonnes mœurs ».

La liberté d'expression est garantie. Ce droit implique la liberté d'exprimer ses opinions et ses sentiments, notamment par la parole, l'écrit et l'image sous réserves de l'ordre public et de bonnes mœurs.

En ce qui touche la radiodiffusion et la télévision, l'article 30 consacré à ce sujet stipule que « le droit d'émission par la radio et la télévision s'exerce conformément à la loi. La radiodiffusion et la télévision organisées par les pouvoirs publics sont des services publics dont le statut établi par une loi garantit l'impartialité et le respect de toutes les convictions dans leurs émissions. »

Luluabourg, le 7 février 1964.

Secrétariat général de la
Commission constitutionnelle,
Section presse

Lulu

Autour de la Commission constitutionnelle à Luluabourg

L'assemblée générale examine les articles traitant de l'égalité de la personne devant la loi, de l'inviolabilité de sa personne, de la protection de sa vie, des libertés individuelles, etc....

Les membres de la Commission constitutionnelle examinent, en ce moment le titre II du projet de constitution relatif aux droits fondamentaux.

Plusieurs articles de l'avant-projet de Constitution étudiés par la sous-commission judiciaire sont soumis à l'assemblée générale pour discussion et adoption.

Ces articles traitent de l'égalité de la personne devant la loi, de l'inviolabilité de la personne, de la protection de sa vie, des libertés individuelles, etc... etc...

C'est ainsi que l'un des articles adoptés par la commission stipule

que «Tous les Congolais sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois.

Dans l'intérêt du Congo, dans l'intérêt des Congolais, la Commission estime qu'aucun Congolais ne peut en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte d'une loi ou d'un acte du pouvoir exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance tribale, de son sexe, de son ascendance, de son lieu de naissance ou de résidence. L'article 17 est adopté dans ce sens.

Il est prévu également dans ce chapitre des Droits Fondamentaux que «Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements dégradants».

«Nul ne peut être mis à mort si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit».

Concernant les arrestations et poursuites, le projet de Constitution à soumettre au référendum populaire prévoit d'ores et déjà que «Nul ne peut être arrêté ni détenu qu'en vertu de la loi et dans la forme qu'elle prescrit».

Il est dit plus loin que toute personne arrêtée doit être informée immédiatement ou au plus tard dans les 24 heures des motifs de son arrestation et de toute accusation portée contre elle et ce dans la langue qu'elle comprend.

Elle ne peut être maintenue en détention préventive qu'en vertu d'une ordonnance du juge compétent et dans les cas et pour la durée expressément prévu par la loi.

Elle a le droit de recours contre les ordonnances rendues en matière de détention préventive.

Les articles 25 et 26 adoptés par l'assemblée, déclarent en substance que «Nul ne peut être poursuivi si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit».

«Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie par un jugement définitif. Une loi déterminera les causes de justification, d'excuses et de non imputabilité.

Abordant la question des croyances ou de convictions religieuses, philosophiques ou autres, la Commission a adopté l'article 27 qui stipule notamment que «Toute personne a le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion».

La Commission a voté également que dans la République il n'y a pas de religion d'Etat. Ceci veut dire qu'il existe une séparation des pouvoirs entre l'Eglise et l'Etat. Ce dernier ne s'ingère pas dans les affaires des Eglises et vice-versa.

Dans ce même article 27 il est indiqué que «Toute personne a le droit de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun tant en public qu'en privé par le culte, l'enseignement, les pratiques, l'accomplissement de ri-

tes et l'état de vie religieuse sous réserve du respect de l'ordre public et des bonnes mœurs».

La liberté d'expression est garantie. Ce droit implique la liberté d'exprimer ses opinions et ses sentiments, notamment par la parole, l'écrit et l'image sous réserve de l'ordre public et des bonnes mœurs.

En ce qui touche la radiodiffusion et la Télévision, l'article 30 consacré à ce sujet stipule que : «Le droit d'émission par la radio et la Télévision s'exerce conformément à la loi». «La radiodiffusion et la Télévision organisées par les pouvoirs publics sont des services publics dont le statut établi par une loi garantit l'impartialité et le respect de toutes les convictions dans leurs émissions.

Lulu

Luluabourg sortira-t-il le Congo du provisoire?

Décidément, les internes de Luluabourg n'ont qu'une seule et noble ambition, aboutir à un heureux résultat qui en sorte constituerait un défi à l'égard des défaillants parlementaires qui durant plus de trois ans avaient fait preuve d'une incapacité notoire de doter le pays d'une charte spécifiquement congolaise.

Aujourd'hui quatorze millions paires d'yeux sont fixés vers ceux qui ont accepté cette responsabilité combien lourde de conséquences.

En effet, si nous passons en esprit les événements qui se sont succédés depuis l'élaboration du statut qui régit actuellement le Congo, celui-ci, on s'en rend bien compte, a passé par beaucoup d'étapes.

En mai de l'année 1960 après la Table ronde historique qui avait déterminé la politique coloniale belge, le Palais du congrès de Bruxelles avait doté le Congo d'un nouveau et provisoire statut. La Loi fondamentale, en remplacement de la Charte coloniale belge du 18 octobre 1908 qui régissait le pays alors un empire colonial.

Lovanium est resté lui aussi historique. A deux doigts d'éclatement du Congo, il avait amené les différentes factions politiques

du pays à la réconciliation nationale. C'est ce qui avait permis au Gouvernement central d'union nationale sorti de ce conclave de mettre tout d'abord fin aux sécessions de Stanleyville, du Katanga et autres tentatives

de sécession qui se tramait dans des provinces, et d'étendre ensuite l'autorité du pouvoir central dans toute les entités provinciales.

(Suite en page 2)

Le prix du pain a baissé

Enfin, ça y est. Voilà un compromis que tout Léopoldville et ses zones annexes attendaient avec impatience de nos autorités.

Suite à nos différents papiers sur l'augmentation du prix du pain, papiers qui nous ont valu un large coup de chapeau de la part de nos nombreux lecteurs kinois (à en juger par la correspondance reçue depuis la parution de notre premier article), nous recevons aujourd'hui l'arrêté n° 22 du Ministère des Affaires économiques fixant officiellement les prix maxima de vente du pain dans la ville de Léopoldville et zones annexes. Nous nous réjouissons de cette victoire qui vient s'ajouter à de nombreuses autres que nous avons déjà remportées dans notre lutte effrénée pour le redressement de la situation sociale de nos masses laborieuses. Nous croyons qu'en publiant ces nouveaux prix, nous ne serons

pas dupe de la mauvaise volonté des contrôleurs des prix dont on entend plus parler ces derniers temps.

(Suite en page 2)

Ce mercredi à Dar es-Salam

Ouverture de la conférence

DAR ES-SALAM. — M. Julius Nyerere, président tanganyikais, prononcera demain le discours d'ouverture de la conférence extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine, qui s'ouvre à Dar es-Salam.

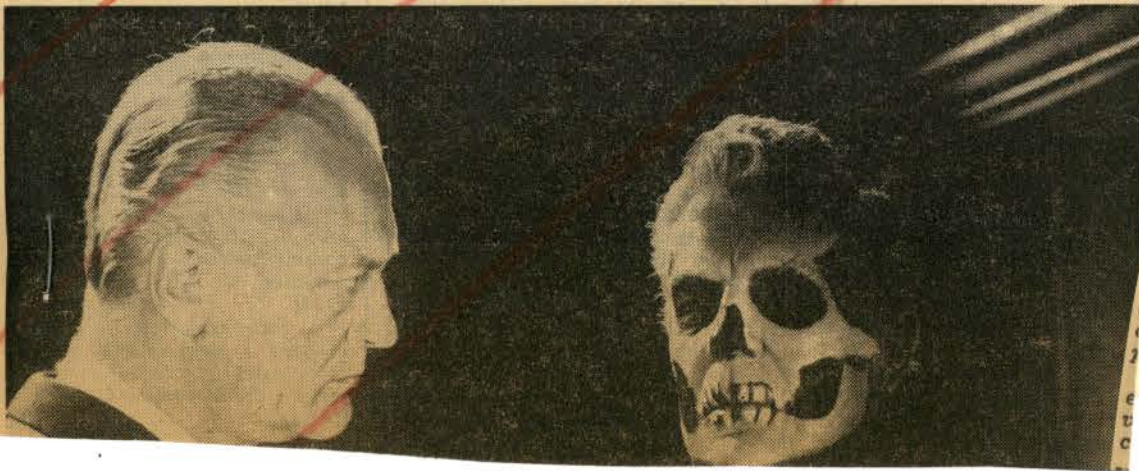
Les premières délégations, qui participeront à cette conférence sont arrivées dans la capitale tanganyikaise, notamment celle du Kenya conduite par M. Joseph Murumbi, ministre d'Etat.

LIVINGSTONE (Rhodésie du Nord) — Les écoles de la Rhodésie du Nord, ce fois, dans les mêmes classes, de indigènes ont travaillé côte-à-côte.

Les délégations du Congo-Léo, du Cameroun, du Burundi, du Ruanda, de Sierra Leone et du Ghana devaient arriver dans la journée.

Jusqu'ici 28 pays membres de l'OUA ont annoncé qu'ils participeraient à la conférence, dont les débats ne se prolongeraient pas au-delà du week-end prochain.

Curd Jürgens rencontre la Mort



Dans la province du Kivu

TROIS MILITAIRES CONGOLAIS SONT TUÉS PAR DES REBELLES

Léopoldville, 4 mai (A.F.P.). — Un capitaine et deux soldats de l'armée nationale congolaise ont été tués vendredi dernier par des rebelles dans la province du Kivu, non loin d'Uvira, apprend-on de source diplomatique. Le colonel commandant la région militaire aurait été blessé, mais serait néanmoins parvenu à rejoindre la capitale provinciale Bukavu.

De même source on indique que les assaillants étaient au nombre de plusieurs centaines et que certains d'entre eux utilisaient des armes à feu. On pense que ces dernières leur viennent de soldats qu'ils ont faits prisonniers il y a une quinzaine de jours.

Les mêmes rebelles, alors armés de flèches et de machettes, avaient déjà fait plusieurs victimes civiles dans les derniers jours du mois d'avril. Le fils d'un administrateur congolais avait été tué et deux professeurs de l'Unesco grièvement blessés. Les bandes rassemblaient plusieurs milliers d'hommes et contraindraient des villageois à se joindre à elles. Elles auraient perdu une trentaine de tués et plus de cent prisonniers au cours de récentes opérations lancées contre elles. Les rebelles sont habituellement désignés, à Bukavu, du nom de « mulelistes » — du nom de Pierre Mulele qui dirige toujours la révolte dans la province du Kouilou.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Léopoldville, le 29 avril 1964

A : M. G. Sherry - Conseiller politique Principal
De: A. Chedid - Porte-parole

Sujet: Rapatriement des Forces militaires de l'ONUC

Les détails des quatre phases de l'opération "BINGO", datés du 14 mars écoulé et relatifs au rapatriement des Forces militaires de l'ONUC se trouvent "mystérieusement" entre les mains de quelques correspondants de presse depuis plus de deux semaines.

Il y a lieu de rappeler, à ce propos, que le programme en question, imprimé sous forme de circulaire à "tirage limité", a été distribué en 52 exemplaires à trente huit bureaux différents dont les trois principaux civils.

De précédentes fuites d'informations militaires, déjà signalées, se sont produites par ce moyen et, selon toute probabilité, par d'autres aussi.

Il serait utile, dans le cas actuel, qu'une procédure de divulgation soit rapidement établie, afin d'équilibrer la diffusion de l'information originale entre tous les correspondants.

Dans cet ordre d'idées, les journalistes pourraient être invités à interviewer les membres des contingents en partance, en évitant la publication du plan complet de rapatriement ou le retrait intégral des forces de l'ONUC de zones spécifiques comme celles du Katanga par exemple.

by
an

qu'on obtiendra le résultat que tout le monde souhaite ?

Les Onusiens dangers routiers

Cela devient de plus en plus sérieux... les Onusiens remplacent maintenant les «foula foula» en arrivant premiers au marathon des accidents de roulage.

Lisez plutôt le relevé établi par un rapport de police. Nous vous le donnons sans commentaire en vous laissant le soin d'en tirer vos conclusions.

Ces renseignements sont authentiques et se rapportent à une seule

le journée, celle du 21 avril 1964.

Accidents de roulage :

19h. 10' — entre les véhicules O.N. U.C.-8470 et PMC-N 2227.

10h. 45' — entre les véhicules O. N.U.C.-NA 663 et PMC-N 5127.

9h. 30' — entre les véhicules O.N. U.C.-626 et 760

18h. 40' entre les véhicules O.N. U.C.-8470 et PMC-N 2227.

Voilà 4 accidents dans une journée. Supposons que pareil relevé se répète tous les jours et faisons un petit calcul pour une semaine, pour un mois, pour une année... quel serait alors le total des accidents à la clôture de notre bilan ?

4

ONUC
Leopoldville

CAO INFORMATION CIRCULAR NO 251

28 April 1964

To: All ONUC Personnel - Military, Civilian, Headquarters
From: Roger Polgar, Acting Chief Administrative Officer
Subject: Traffic Accidents

[Signature]

A survey of traffic accidents for the first quarter of 1964 has been made by the Force Provost Marshal and reveals the following:

- 1) a. A total of 108 accidents occurred during the period involving ONUC vehicles for an average of 1.18 per day; (one fatal accident for the period).
b. UN drivers were found responsible for 66 of those accidents or 61.11%.
c. Of the 66 accidents where UN drivers were responsible 27 involved military drivers and 30 involved civilian drivers or 41% and 59% respectively.
- 2) The main causes of the accidents are:
 - a. Failure to yield right-of-way.
 - b. Failure to exercise due care and caution when executing a left turn.
 - c. Failure to exercise due care and caution when overtaking another vehicle, and
 - d. Excessive speed.

The high accident rate is viewed with grave concern and staff members are once again requested to co-operate in the reduction of accidents by careful driving and by familiarising themselves with the ONUC traffic regulations - copies of which are obtainable from the ONUC Transport Branch, Room BE-25, in the Royal building.

THE TIMES - 28 April 1964

CONGO ARMY'S NEED FOR VEHICLES

GEN. MOBUTU ENDING VISIT TO BRITAIN

FROM OUR SPECIAL CORRESPONDENT

After a full programme of visits to military installations in Britain, General Mobutu, Commander-in-Chief of the Congolese National Army, is to have luncheon tomorrow with Mr. J. Ramsden, Minister of Defence for the Army. He is leaving London on Thursday.

With the departure of the remaining United Nations troops in the Congo planned for the end of June, General Mobutu's main concern is to ensure that the Army (the A.N.C.) is competent to deal with any calls that may be made on it. For this he has an urgent need for more vehicles, as six of his 12 best-trained battalions are badly equipped with transport.

During his visit to Britain, the general has had several opportunities to bring his needs to official notice in the hope that the Government may agree to provide assistance—as it has already promised to do for civil operations in the Congo.

In the continuing political confusion of the Congo, it is clear that the A.N.C. remains the principal cohesive force in the country and, by its organization, the only one which is not based on particular tribal groups. Indeed, it is definite policy in the A.N.C. that if members of any tribe constitute more than 20 per cent of any battalion, some are posted elsewhere.

The greatest threat to internal security is still felt to be in the former province of Katanga (now divided into three). It is there that the best six battalions are stationed. The reported presence in Angola, just across the Katanga border, of ex-gendarmes and mercenaries, suggests to the Congolese Central authorities that there may still be troubles to come, but the Army is confident that it can meet them. In the meantime, unrest in Kwilu and Kivu is felt to have been settled militarily. What remains is to win the cooperation of the people in those areas.

S. Sherry
PUB
by

Cy



M. Tshombé, le grand chef katanga

ADOULA A PEUR DE TSHOMBÉ

LE PREMIER MINISTRE CRAINT D'ÊTRE, BALAYÉ
PAR LA POPULARITÉ DU PRÉSIDENT KATANGAIS

Editorial

DE GRACE,
MESSIEURS LES AMERICAINS,
PAS D'AFFAIRES DIEM

M. Cyrille Adoula a peur de
M. Tshombé. Inévitablement pour
cette raison que plus personne ne
peut plus lui résister d'adhérer
plusieurs provinces.

M. Adoula a essayé d'obtenir
du gouvernement espagnol une sub-
vention pour acheter l'industrialisation de
son pays à l'aide de la Tshombé. La
première ministre ne peut plus en
compter pour empêcher M. Tshombé
de travailler, de relancer sa santé.



A LEOPOLDVILLE !!!

Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose...

Ce vieux proverbe se vérifie une fois de plus au sujet des messages de MM. Thant et Ralph Bunche. Selon les deux «grands» de l'O.N.U., les mercenaires katangais se regroupaient à la frontière angolaise. Et ils semblaient au nombre de 1.500. Dans notre précédent numéro, nous avons démontré que ces accusations étaient ridicules et nous avons expliqué que ces déclarations de MM. Thant et Bunche se basaient uniquement sur des «informations» fournies par quelques agents de l'Union minière, qui n'avaient trouvé que ce moyen-là pour convaincre les autorités onusiennes de leur laisser la protection (très théorique d'ailleurs) des «casques bleus».

Mais voilà que M. Averell Harriman a repris à son compte les messages de M. Thant et de M. Bunche (qui est un compatriote de M. Harriman). Le sous-secrétaire d'Etat américain a déclaré, en effet, aux journalistes de Léopoldville, qu'à son avis la République du Congo pourrait être menacée par une nouvelle sécession katangaise le jour où les «casques bleus» quitteraient le Congo.

Ce n'est vraiment pas sérieux ! Car, enfin, un ministre comme M. Harriman a le devoir d'être bien informé. Et il est évident que les Etats-Unis entretiennent tout un bataillon de diplomates dans cette ville de Madrid où M. Tshombe est forcé de résider provisoirement. Ces diplomates n'ont aucune difficulté d'entrer en contact avec M. Tshombe. Et celui-ci leur dit, comme il le répète à tout le monde, que la sécession est un chapitre définitivement clos, qu'il entend respecter la signature qu'il a apposée au bas du plan Thant et que c'est sur le plan national qu'il veut désormais se manifester.

Alors, de deux choses l'une : ou bien les diplomates américains en Espagne ont eu des contacts avec M. Tshombe et ont averti leur gouvernement des intentions exactes du président katangais, ET ALORS M. HARRIMAN MPNT SYSTEMATIQUEMENT, en menant ces diplomates n'ont jamais envoyé de message à M. Tshombe et n'ont pas fait de rapport du tout. ET ALORS M. HARRIMAN N'A VRAIMENT AUCUNE RAISON D'ETRE FIER NI DE SES SERVICES NI DE LUI MEME.

Nous l'avons déjà dit et nous le répétons aujourd'hui : il serait injustement dommage que le gouvernement américain recommence au Congo les erreurs qu'il a faites dans d'autres pays et notamment au Viet-Nam.

Pas d'affaire Drem à Léopoldville !!! C'est le peuple congolais, auquel la grande république d'ailleurs doit venir en aide ; ce n'est ni une équipe gouvernementale, ni des individus détestables.

Il n'est certainement pas trop tard pour réviser certaines positions. Mais si des hommes aussi haut placés que M. Averell Harriman (ou que M. Gullion, dont nous sommes enfin débarrassés) continuent leur politique partisane et sectaire, alors le spectre du «villain Américain» planera dans le cerveau et dans l'imaginaire de la population congolaise.

Ce n'est pas seulement CE QU'ON DONNE qui a de l'importance. C'est aussi LA FAÇON DONT ON LE DONNE. ET A QUI ON LE DONNE !!!

Les Américains intelligents — et il y en a ! — ne l'ont-ils pas encore compris ?

L'ancien président katangais a été empoisonné) et de dresser des plans pour une relance congolaise. Ce but serait atteint si M. Tshombe devenait un homme tranquille. Le gouvernement espagnol a refusé cependant de se conformer aux désirs de M. Adoula.

2° Lorsque M. Tshombe est venu en Belgique, au début du mois de décembre 1963, pour assister au mariage de sa fille, le gouvernement congolais a rappelé à Léopoldville, son chargé d'affaires à Bruxelles, M. Kahamba. Sur ce rappel, M. Adoula voulait protester contre le permis de séjour délivré par la Belgique au président katangais.

3° M. Tshombe avait l'intention de passer les fêtes de fin d'année en France, mais des que M. Adoula lui averti de ce projet, le chargé d'affaires du Congo à Paris fit des représentations auprès du Quai d'Orsay. Mais au vuant de la manœuvre ne se manifestant contre lui et ne devant pas aller au devant de nouvelles complications, M. Tshombe retourna à Madrid.

4° M. Tshombe avait été invité à Londres par l'association de la presse. Il devait donner quelques conférences en Grande-Bretagne. Lorsque M. Adoula a appris cela (le 23 mars dernier, exactement), le premier ministre congolais a écrit une lettre à M. Tshombe, dans laquelle il lui a demandé de déléguer son séjour de M. Tshombe à Londres. Mais «inacceptable» pour le gouvernement congolais, l'ambassadeur a répondu que son pays ne pouvait refuser l'accès de la Grande-Bretagne à M. Tshombe étant donné que celui-ci est en possession d'un passeport valide.

D'ailleurs, il est évident que la Grande-Bretagne ne doit pas refuser «l'entrée» de M. Adoula, même lorsque celui-ci présente des menaces.

Manœuvres après du gouvernement espagnol, rappel du chargé d'affaires à Bruxelles, représentations diplomatiques à Paris et à Londres, tout cela prouve bien à quel point M. Adoula en veut à M. Tshombe. Et tout cela ne s'explique que d'une seule façon : M. Adoula a peur.



M. Adoula nous veut se faire connaître, il y a une malice dans un tel le geste (sans) et c'est la peur de Tshombe.

M. Adoula veut éviter à tout prix une remise du président Tshombe au tribunal congolais. Il sait, en effet, que M. Tshombe est un leader très populaire. Il sait que M. Tshombe a la main derrière lui : il sait que M. Tshombe a de nombreux partisans, et pas seulement parmi les Lomès, mais dans tout le Congo.

Lorsque les décisions auront été prises, chacun pourra mesurer la popularité de M. Tshombe et c'est cela dont M. Adoula a peur.

Car M. Adoula n'a, lui, aucune popularité. Il n'a jamais été élu par le peuple. Il est simplement un manipulateur coopté. Le premier ministre s'en rend parfaitement compte et c'est pour cela qu'il veut tout attirer à lui l'appui populaire dont

dispose M. Bolikango. Ce dernier n'ayant pas accepté tout de suite, M. Adoula a commencé par le faire attendre. Maintenant, il a changé de tactique et il offre à M. Bolikango un portefeuille ministériel.

N'ayant pas l'appui des masses, M. Adoula ne dispose que de trois moyens pour gouverner : 1° arrêter ses adversaires politiques ou alors 2° leur offrir des portefeuilles ministériels. 3° acheter les services d'un certain nombre de leaders qui sont toujours à court d'argent malgré les traitements élevés dont ils bénéficient depuis longtemps. C'est de cette façon que M. Adoula et ses amis ont assuré la plupart des journaux congolais et qu'ils ont le monopole de l'information et de la propagande.

Mais, malgré tout cela, le peuple n'est pas dupe et veut des élections. Des élections libres. Le peuple veut

(Suite page 2)

VRAI

• **VRAI?** Il est vrai que le gouvernement congolais est très inquiet du prochain départ des casques bleus même si, pour la galerie, il prend des airs indifférents. C'est pour cela que M. Adoula a demandé au Nigeria que le corps de police que ce pays entretenait actuellement au Congo soit renforcé. Ce corps de policiers comprendra 900 hommes lorsque les troupes de l'O.N.U. auront quitté le territoire congolais.

• **VRAI?** Il est vrai que le général Mobutu est finalement secouru par les Américains. M. Averell Harriman, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires africaines, a d'ailleurs été reçu par le commandant en chef de l'Armée nationale congolaise. A son retour à Washington, M. Harriman a déclaré qu'il fallait tout mettre en œuvre pour donner à l'ANC le soutien logistique que son commandant en chef demande. Le fait est nouveau car il n'y a pas si longtemps, le général Mobutu était plus ou moins à boycotter par les Américains. Mout? Le général ne se montrait pas assez docile à l'égard de l'O.N.U. et refusait d'aller prendre ses ordres au quartier général des « casques bleus ». Depuis lors, le gouvernement américain a compris que c'est le général Mobutu qui avait raison et non les Oaasiers.

ADOULA A PEUR

(Suite de la page 1)

ne entendre sa voix. Il veut se prononcer pour les hommes de son choix, pour les hommes qui lui semblent capables de résoudre les problèmes et de sortir le Congo de la crise dans laquelle il se débat.

M. Tshombé n'a-t-il mieux réussi que M. Adoula? Offre-t-il plus de garanties? Incontestablement OUI.

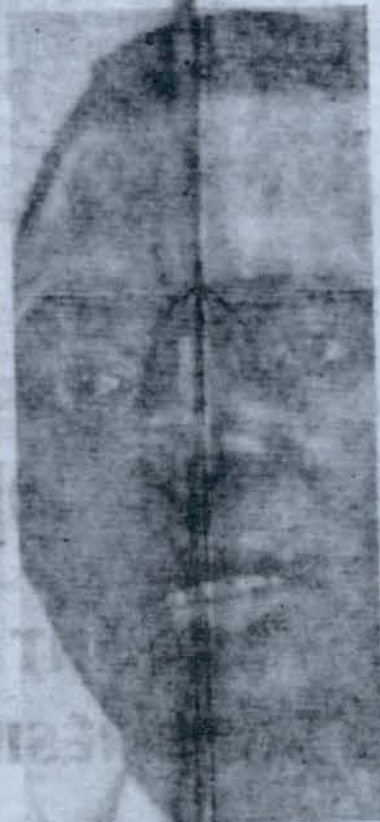
Le Katanga a tourné rond du temps où M. Tshombé en était le président. Les hommes avaient du travail; les femmes et les enfants avaient de quoi s'habiller et se nourrir.

Or, le peuple ne demande qu'une chose: pouvoir travailler en paix et vivre heureux.

M. Tshombé apparaît comme le seul homme politique qui puisse rendre le Katanga prospère et qui puisse faire de la République ce qu'elle est en réalité: un pays riche, très riche. Mais pour que cette richesse puisse être partagée par tout le monde, il faut que le pays soit organisé, bien gouverné; il faut un chef populaire, modéré, dynamique. M. Tshombé possède toutes ces qualités et, au Katanga, il l'a prouvé pendant deux ans et demi.

L'ABSENCE DE TSHOMBE

Il est certain que M. Tshombé souffre beaucoup du fait qu'il doit, provisoirement, vivre loin du peuple congolais. Ce n'est pas lui qui a choisi cette solution. C'est la hargne de M. Adoula qui l'y oblige. Le premier ministre n'a-t-il pas fait comprendre aux rédacteurs de « Jeune Afrique » que si M. Tshombé revenait au Congo, il serait arrêté



M. Jean Brikango en prison ou au Conseil des ministres.

Il faut croire que M. Thant se fiche de son propre plan comme de sa première culotte car le fameux plan n'a jamais été respecté.

Avec un certain recul, on peut d'ailleurs affirmer que le plan Thant

du Katanga. M. Tshombé garda la tête froide et résista aux sollicitations. Mais les adversaires de M. Tshombé, MM. Thant et Adoula en tête, eurent peur. Et c'est pour cela qu'ils ont imaginé le plan Thant. Uniquement pour que M. Tshombé renonce à ces projets et accepte de réintégrer la République congolaise dans des conditions « honorables ».

Une fois que le président katanga eut accepté le plan, on lui tira dans le dos et les personnalités qui avaient rédigé le fameux plan se conduisirent comme si elles étaient en pays conquis.

C'est pour cela que l'amnistie prévue par le plan Thant n'a jamais été appliquée.

C'est pour cela que M. Tshombé fut surveillé, embêté et finalement empoisonné par ses adversaires.

C'est pour cela que M. Tshombé fut envoyé à Elisabethville et y adopta une conduite digne du duc d'Albe, comme le fit très justement remarquer à l'époque cet hebdomadaire de Bruxelles qui empêcha M. Adoula de dormir (lisez: qu'il publie la vérité).

Finalement, M. Tshombé n'avait plus le choix. Légalemment, il ne DEVAIT pas partir en exil. Mais pratiquement, il était malade, traqué, poursuivi et il n'avait plus d'autre choix que de quitter momentanément le territoire de la République congolaise.

Cependant, l'ancien président du Katanga n'attend qu'une chose: que des élections libres aient lieu au Congo! Il veut se présenter devant ses électeurs. Il veut, une fois de plus, se mettre au service du peuple congolais.

FAUX

• **FAUX?** Il est faux que M. Tshombé favorise le regroupement d'un certain nombre de mercenaires à la frontière de l'Angola. Le président katanga l'a affirmé à plusieurs reprises: « Je n'ai engagé aucun mercenaire et je n'en aurais d'ailleurs aucune utilité ». Le président Tshombé défie le gouvernement Adoula et l'O.N.U. de prouver le bien-fondé de leurs affirmations. Il est certain que le gouvernement portugais autorisera le séjour d'une commission d'enquête en Angola car Tshombé a évidemment réfuté catégoriquement les affirmations de MM. Adoula, Thant et Bunche.

• **FAUX?** Il est faux que les étudiants congolais accomplissent leurs études en Europe, soient les principaux fraudeurs de diamants congolais, comme certains ont voulu l'insinuer. Le diamant-fraude passe d'ailleurs par Brazzaville et ne vient pas directement de Léopoldville, dans les bagages ou dans les poches de nos étudiants! C'est dans d'autres directions qu'il faut chercher les fraudeurs. Il semble de plus en plus certain que certains agents de l'O.N.U. possèdent des privilèges et de l'immunité qui leur sont accordés, organisent le trafic vers Brazzaville. D'autre part, il est certain, également, que ce trafic s'effectue avec la complicité d'un certain nombre de personnalités congolaises appartenant au monde politique et aux hautes sphères de l'administration.

• **FAUX?** Il est faux que l'optimisme règne à Bruxelles après le séjour effectué à Léopoldville par M. Paul-Henri

* **VRAI?** Il est vrai qu'une extension de la rébellion mouléiste au Kivu constitue toujours une menace très grave. C'est d'ailleurs pour cela que M. Anany, ministre de la Défense nationale, et le général Lundula ont été envoyés dans l'ancienne province de M. Kashamura. Selon des renseignements sûrs, les rebelles mouléistes auraient leur base dans la région de Kibanga.

* **VRAI?** Il est vrai que M. Adoula et M. Lenguema n'ont pas voulu écouter l'avis des ministres qui leur conseillaient d'adopter une position plus diplomatique et plus modérée, vis-à-vis de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, dans l'affaire Tshombé. M. Mwamba, notamment, s'est employé à raisonner le Premier ministre mais celui-ci l'a tout simplement mis à la porte.

* **VRAI?** Il est vrai que le gouvernement Adoula a obtenu des gouvernements français et américains que ceux-ci fassent pression sur les autorités de Brazzaville afin qu'elles surveillent de près les activités du Comité de Libération nationale qui réside de l'autre côté du fleuve.

immédiatement.

Arrêté, malgré le plan Thant qui réglait les modalités de la réintégration du Katanga au sein de la République congolaise. Or, le plan de M. Thant prévoyait explicitement que l'amnistie soit proclamée et que les leaders katangais puissent conserver toute leur liberté d'action.

Les Nations Unies, le gouvernement congolais et les grands groupes financiers, craignaient en janvier 1963 que M. Tshombé n'écoute ses amis les plus chers et les plus catégoriques. Or, que disaient ces amis? Qu'il fallait faire sauter le barrage de Kolwezi et les installations minières

C'est pour cela que M. Adoula a peur. Très peur. Et que tous les moyens sont bons pour écarter Tshombé de la scène politique. Mais il s'agit là d'un faux calcul car le jour n'est pas loin où le peuple aura, enfin, la force de réagir!!!



* Le Congo a-t-il des problèmes? Qui n'a pas les siens?

(M. Paul-Henri Spaak, ministre belge des affaires étrangères et grand ami de M. Adoula)

Spaak. L'émotion ressentie par le ministre à l'annonce de la mort de son fils a été partagée par un certain nombre de ses compatriotes et de ses amis mais l'euphorie n'a pas duré très longtemps et on s'interroge déjà, dans les milieux les plus divers, sur les résultats concrets auxquels MM. Spaak et Adoula ont abouti. Tous ceux qui, en Belgique, s'intéressent au Congo (il s'agit surtout des jeunes) voudraient savoir quelles sont les modalités qui ont été arrêtées en matière d'assistance technique. Or, il semble bien que cette question fut laissée dans l'ombre lors des multiples entretiens Adoula-Spaak.

* **FAUX?** Il est faux que le corps enseignant accepterait d'organiser les élections comme certains grands esprits du gouvernement l'avaient imaginé. Les instituteurs ne désirent nullement s'occuper de ce problème politique, même si la santé du pays en dépend. C'est normal car ils risqueraient d'être accusés par certains électeurs mécontents des résultats obtenus. D'autre part, un grand nombre de ces instituteurs sont des étrangers et c'est pour eux une raison supplémentaire de s'abstenir de toute participation à l'organisation et à la surveillance des opérations électorales.

* **FAUX?** Il est faux que le gouvernement met tout en œuvre pour hâter la date des élections. Les travaux de Luulubourg (qui sont positifs en soi, nul n'en disconvient) permettent au contraire à l'équipe Adoula de retarder l'heure de vérité (c'est-à-dire celle de l'électeur). En effet, la nouvelle constitution rédigée à Luulubourg devrait être soumise au peuple par voie de référendum. Ce référendum serait organisé AVANT les élections, ce qui risque de remettre celles-ci aux calendes grecques!

L'Express 29/4/54

CONGO

Anarchie an IV

*Le retour de
Tshombé est
une question
de semaines.*

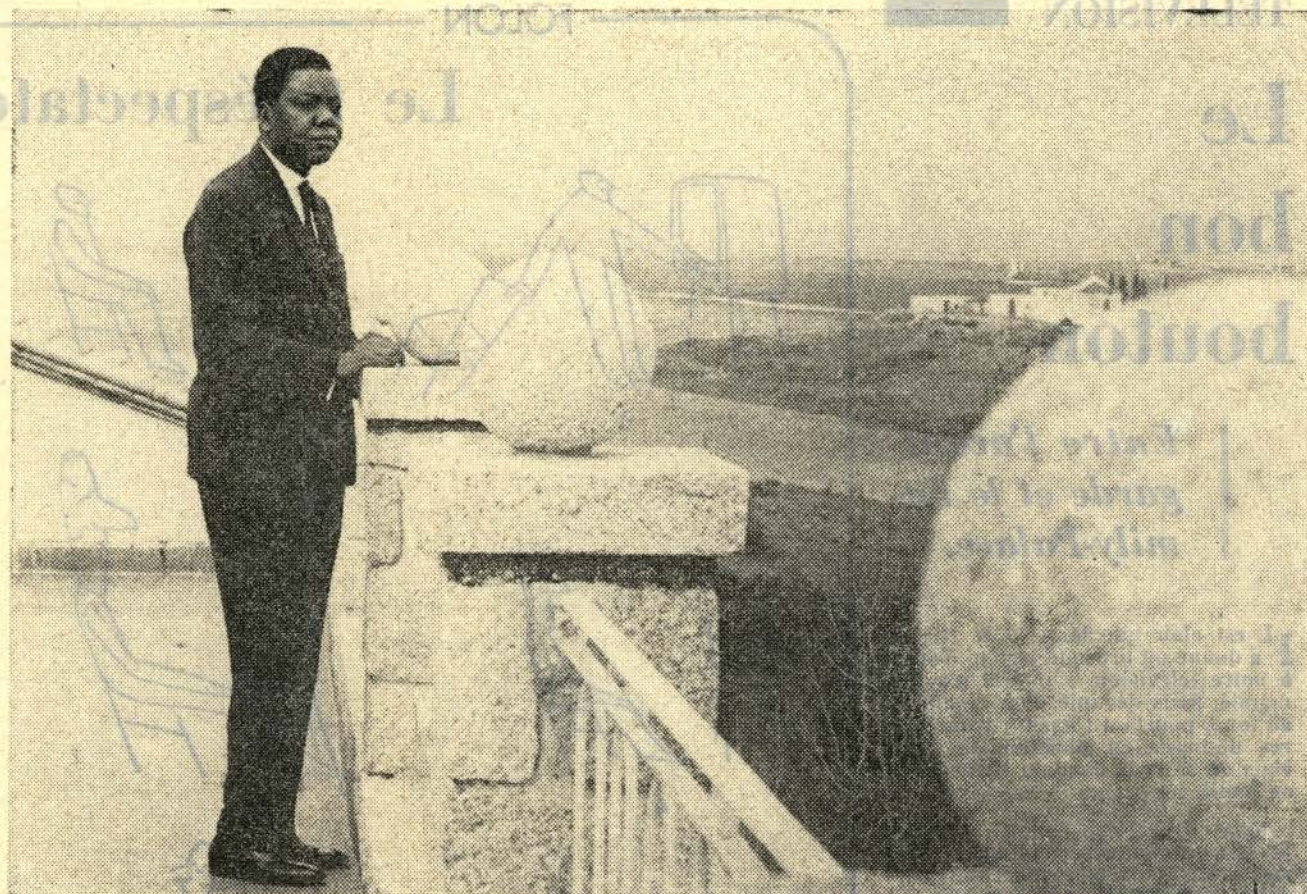
LE Congo vit-il ses derniers jours de calme ? Va-t-on vers une Saint-Barthélemy des Blancs ? Le jour J se situe en juin ou, au plus tard, en juillet.

Jusque-là, les Congolais maîtriseront leur colère par peur du gendarme. Le gendarme, depuis juillet 1960, a cessé d'être belge, mais il n'est pas encore congolais : il porte casque bleu et a été envoyé en Afrique par les Nations Unies. C'est lui qui a refait l'unité du Congo en mettant fin à la sécession katangaise, et c'est lui qui, aujourd'hui encore, maintient le gouvernement Adoula en place en lui permettant de mener des opérations contre les rebelles de Pierre Mulele au Kouilou, et ailleurs.

Chaque fois que les soldats congolais doivent intervenir contre la révolte, ce sont les avions de l'O.N.U. qui les transportent et les services de l'O.N.U. qui les ravitaillent. Sans les Nations Unies, l'armée nationale congolaise ne serait jamais ce qu'on appelle en langage militaire « opérationnelle ». Et en juin, elle cessera aussi d'avoir une aviation : elle ne dispose aujourd'hui que de quatre petits bimoteurs d'écologie du type Harvard que pilotent des Cubains anticastristes envoyés par les Etats-Unis.

La mission des Nations Unies prend fin le 30 juin, le jour anniversaire de l'indépendance du Congo. Le pays, en quatre ans, n'est pas sorti de l'enfance, et chaque jour un peu plus il s'est enfoncé dans l'anarchie. Les Belges ne l'avaient pas préparé à l'indépendance, et deux hommes seulement, d'un tempérament et d'une moralité très différents, Patrice Lumumba et Moïse Tshombé, auraient pu avoir la force de gouverner.

Le premier a été supprimé par le second, et le second fut chassé par



M. MOISE TSHOMBÉ.
Prospérité, cigarettes et manioc.

ser ses troupes. Il réclame un minimum de cent soixante-quinze officiers belges, mais la Belgique n'a pas même réussi à lui en fournir la moitié. Il y a peu de volontaires à Bruxelles pour des missions-suicides...

D'autre part, si Mobutu lui-même accueille les conseillers militaires belges en leur donnant l'accolade, il n'en est pas de même, loin s'en faut, dans les états-majors et les garnisons de province où l'officier belge est reçu en néo-colonialiste et en intrus. L'ex-sergent noir promu colonel après l'indépendance ne comprend pas pourquoi on lui impose aujourd'hui un lieutenant blanc.

Dans les provinces, des gouvernements ont été installés qui reconnaissent à peine l'autorité de Léopoldville. De toute manière, le pays est administrativement disloqué

Elle durera jusqu'au départ des casques bleus, et pas un jour de plus.

Ce qui se passera alors ? Les avis sont unanimes : « Les gendarmes tshombistes sortiront de leur maquis, ils seront encadrés par les mercenaires et les Katangais entraînés par les Portugais en Angola, et les détachements de l'armée Mobutu se mutineront ou désertent. Ce sera alors le retour triomphal de Tshombé. »

Les nouveaux messieurs

Le retour de Tshombé sur la scène politique congolaise ne fait pas de doute. Rusé, il attend le moment propice, et le temps travaille pour lui — même dans les autres régions du Congo où le nom de Tshombé est devenu synonyme de

ville, et l'armée nationale est incapable de vaincre ce maquis qui peut rapidement s'étendre à l'échelle du pays tout entier. On le dit téléguidé de Pékin, mais c'est une légende, comme sont légendes les mitraillettes venues de Brazzaville.

L'opposition au gouvernement Adoula est désordonnée, anarchique, il y a autant de mouvements que d'opposants, mais après le départ de l'O.N.U., ils referont pendant un moment leur unité — sous le signe de Lumumba, avec l'aide de Tshombé — le temps de renverser les « nouveaux messieurs ». Ensuite, ils se rediviseront sans doute, et l'anarchie repartira de plus belle.

Un semblant de légalité

A plus ou moins bref délai, l'équipe actuelle est condamnée. Elle le sait et, pour sortir de l'impasse, elle cherche à restaurer un semblant de légalité. A Luluabourg, au Kasai, les « sages » du Congo sont réunis en conclave — avec interdiction de

Les Nations Unies, l'armée nationale congolaise ne serait jamais ce qu'on appelle en langage militaire « opérationnelle ». Et en juin, elle cessera aussi d'avoir une aviation : elle ne dispose aujourd'hui que de quatre petits bimoteurs d'écologie du type Farvard que pilotent des Cubains anticartristes envoyés par les Etats-Unis.

La mission des Nations Unies prend fin le 30 juin, le jour anniversaire de l'indépendance du Congo. Le pays, en quatre ans, n'est pas sorti de l'enfance, et chaque jour un peu plus il s'enfoncé dans l'anarchie. Les Belges ne l'avaient pas préparé à l'indépendance, et deux hommes seulement, d'un tempérament et d'une moralité très différents, Patrice Lumumba et Moïse Tshombé, auraient pu avoir la force de gouverner.

Le premier a été supprimé par le second, et le second fut chassé par les Nations Unies. C'est sans doute justice, mais le troisième larron, Cyrille Adoula, honnête homme, n'est pas de taille à gouverner. Il n'a pas la carrure d'un Lumumba ou d'un Tshombé. Tout son entourage est incapable et corrompu jusqu'à la moelle. Il est prisonnier d'une clique qui ne se maintient que par la terreur et dont le pouvoir ne dépasse d'ailleurs pas Léopoldville.

L'ex-sergent noir

L'ordre règne encore dans la capitale, grâce aux trois cent cinquante parachutistes du général Joseph Mobutu. Ailleurs, disent les observateurs, « tout doit sauter le lendemain du départ des casques bleus ». L'armée congolaise, très probablement, se soulèvera comme en juillet 1960 et se transformera en bandes qui terroriseront les régions de ce pays grand comme quatre fois la France.

Mobutu se rend compte du danger et il a demandé aux Belges de lui envoyer des officiers pour réorganiser

Bruxelles pour des missions-suicides...

D'autre part, si Mobutu lui-même accueille les conseillers militaires belges en leur donnant l'accolade, il n'en est pas de même, loin s'en faut, dans les états-majors et les garnisons de province où l'officier belge est reçu en néo-colonialiste et en intrus. L'ex-sergent noir promu colonel après l'indépendance ne comprend pas pourquoi on lui impose aujourd'hui un lieutenant blanc.

Dans les provinces, des gouvernements ont été installés qui reconnaissent à peine l'autorité de Léopoldville. De toute manière, le pays est administrativement disloqué

Tshombistes sortant de leur maquis, ils seront encadrés par les mercenaires et les Katangais entraînés par les Portugais en Angola, et les détachements de l'armée Mobutu se mutineront ou désertent. Ce sera alors le retour triomphal de Tshombé.

Les nouveaux messieurs

Le retour de Tshombé sur la scène politique congolaise ne fait pas de doute. Rusé, il attend le moment propice, et le temps travaille pour lui — même dans les autres régions du Congo où le nom de Tshombé est devenu synonyme de



M. CYRILLE ADOULA A PARIS AVEC M. COUVE DE MURVILLE.
Le jour J est pour juin.

(Agip.)

— ce qui dispense les provinces de traiter en pratique avec le pouvoir central. Léopoldville ignore ce qui se passe dans les régions et — preuve de l'éloignement — quand on quitte Léopoldville à destination de Stanleyville, d'Elisabethville ou de Mtadi, la police de l'aéroport impose les formalités d'immigration et de douane.

A Barcelone

De toutes ces provinces, une seule est restée dynamique : le Katanga, où l'Union minière — malgré la disparition de M. Tshombé, actuellement réfugié à Barcelone — poursuit sa production comme s'il n'y avait eu ni indépendance ni guerre de sécession. Le Katanga est resté tshombiste et sa soumission à Léopoldville n'est que de pure forme.

prospérité, de cigarettes, de manioc.

Léopoldville comptait quatre cent mille habitants en 1960 ; il y en a plus de huit cent mille aujourd'hui avec infiniment moins de possibilités d'emplois. Sur huit cent mille habitants, il y a un demi-million de chômeurs. Tous sont contre le régime actuel, contre les nouveaux messieurs — et contre les Blancs qui (à tort ou à raison) sont considérés comme les suppôts des dirigeants noirs corrompus. C'est la raison pour laquelle on craint aussi, après le départ des Nations Unies, une Saint-Barthélemy des Européens.

D'ailleurs, au Kouilou, les rebelles du lumumbiste Pierre Mulele ont chaque fois, systématiquement, attaqué les Blancs en même temps que les représentants du pouvoir central. C'est un mot d'ordre du chef. Or, le mulélisme fait la loi à moins de cinq cents kilomètres de Léopold-

ville comme sont légendes les mitraillettes venues de Brazzaville.

L'opposition au gouvernement Adoula est désordonnée, anarchique, il y a autant de mouvements que d'opposants, mais après le départ de l'O.N.U., ils referont pendant un moment leur unité — sous le signe de Lumumba, avec l'aide de Tshombé — le temps de renverser les « nouveaux messieurs ». Ensuite, ils se rediviseront sans doute, et l'anarchie repartira de plus belle.

Un semblant de légalité

A plus ou moins bref délai, l'équipe actuelle est condamnée. Elle le sait et, pour sortir de l'impasse, elle cherche à restaurer un semblant de légalité. A Luluabourg, au Kasai, les « sages » du Congo sont réunis en conclave — avec interdiction de quitter la ville — pour réviser la Constitution. Le gouvernement veut soumettre cette nouvelle Constitution à un référendum et organiser en juin des élections générales, les premières depuis l'indépendance.

Mais une campagne électorale serait le signal de guerres tribales plus sanglantes que celles qu'on a connues jusqu'ici. Et pour organiser ces scrutins, il faudrait d'abord procéder à un recensement — ce qui est exclu à la suite de l'actuelle dislocation administrative. Il y avait six provinces sous le régime belge. Il y en a douze maintenant, et leurs limites ne sont pas fixées. Quand on additionne les chiffres de population des douze provinces, on obtient dix-huit millions d'âmes, alors que le dernier recensement belge en indiquait quatorze millions et qu'il y a eu, selon les estimations, un million de morts depuis 1960 à la suite des guerres et des famines.

La tournée que vient de faire en Europe M. Adoula lui a-t-elle valu des appuis suffisants pour éviter la catastrophe ?

PAUL DASVIN.



Le souverain style

RONSARD

TAILLEUR-CHEMISIER

PULLS ET POLOS



LA FIBRE SYNTHETIQUE NOBLE

146, CHAMPS-ELYSEES - ETOILE

TÉLÉVISION

Le bon bouton

Entre l'avant-garde et le Family-Palace.

Il est clair que la seconde chaîne a donné un brusque « coup d'air » à notre télévision. L'intérêt n'a pas doublé, mais décuplé. Peu de chose, au fond, pourtant : à peine trois heures d'images en plus chaque soir. Mais on se croit soudain très riche : on fouille les programmes, on choisit.

Cela dit, l'impression se confirme : l'aventure culturelle est morte. Et le divertissement sans surprise nous est désormais assuré : il n'y a plus qu'à tourner le bouton et à nous asseoir, avec un sac de bonbons, devant le déjà-vu du Family-Palace.

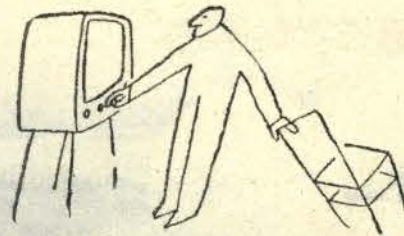
Encore une fois, la qualité n'est pas en cause. Le Family-Palace passe quelquefois de bons fil, alors que le Studio d'Avant-Garde nous offre, ce soir-là, un navet prétentieux. Mais l'originalité de la chaîne unique était de forcer les gens à changer de climat et maintenant, devant des millions de téléspectateurs qui ne seront plus jamais scandalisés ni dépayés, le petit écran va faire tranquillement fortune : je prévois d'heureuses paresseuses, des délices pantouflardes, la tentation béate du moindre effort.

La seconde chaîne a sur la première des attraits immédiats : l'un d'eux, et non le moindre, sa concision. On a enfin compris que deux émissions pouvaient s'enchaîner sans qu'une speakerine intervienne et nous raconte ce que nous avons vu, ce que nous allons voir.

Une présentatrice au début ; après quoi, des titres : il y a longtemps qu'il devrait en être ainsi. Mais cette chaîne coquette montre par trop le bout de l'oreille et se ren-

FOLON

Le téléspectateur



1



2



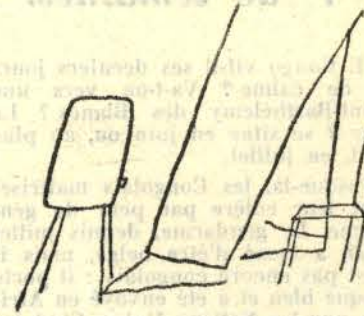
3



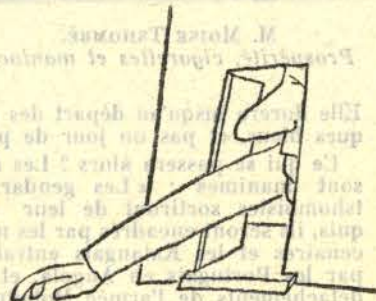
4



5



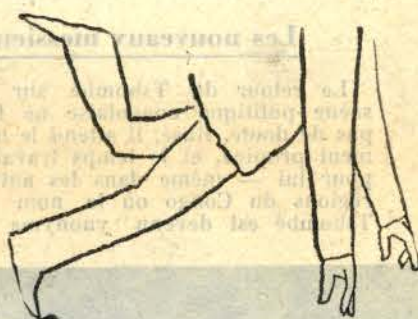
6



7



8



9



10

ce soir-là, un navet prétentieux. Mais l'originalité de la chaîne unique était de forcer les gens à changer de climat et mainte. a. a. t. devant des millions de téléspectateurs qui ne seront plus jamais scandalisés ni dépayés, le petit écran va faire tranquillement fortune : je prévois d'heureuses parrasses, des délices pantouflardes, la tentation béate du moindre effort.

La seconde chaîne a sur la première des attraits immédiats : l'un d'eux, et non le moindre, sa concision. On a enfin compris que deux émissions pouvaient s'enchaîner sans qu'une speakerine intervienne et nous raconte ce que nous avons vu, ce que nous allons voir.

Une présentatrice au début ; après quoi, des titres : il y a longtemps qu'il devrait en être ainsi. Mais cette chaîne co. plaisante montre par trop le bout de l'oreille et sa roublardise nous gêne tout de même un peu.

Le Boulevard

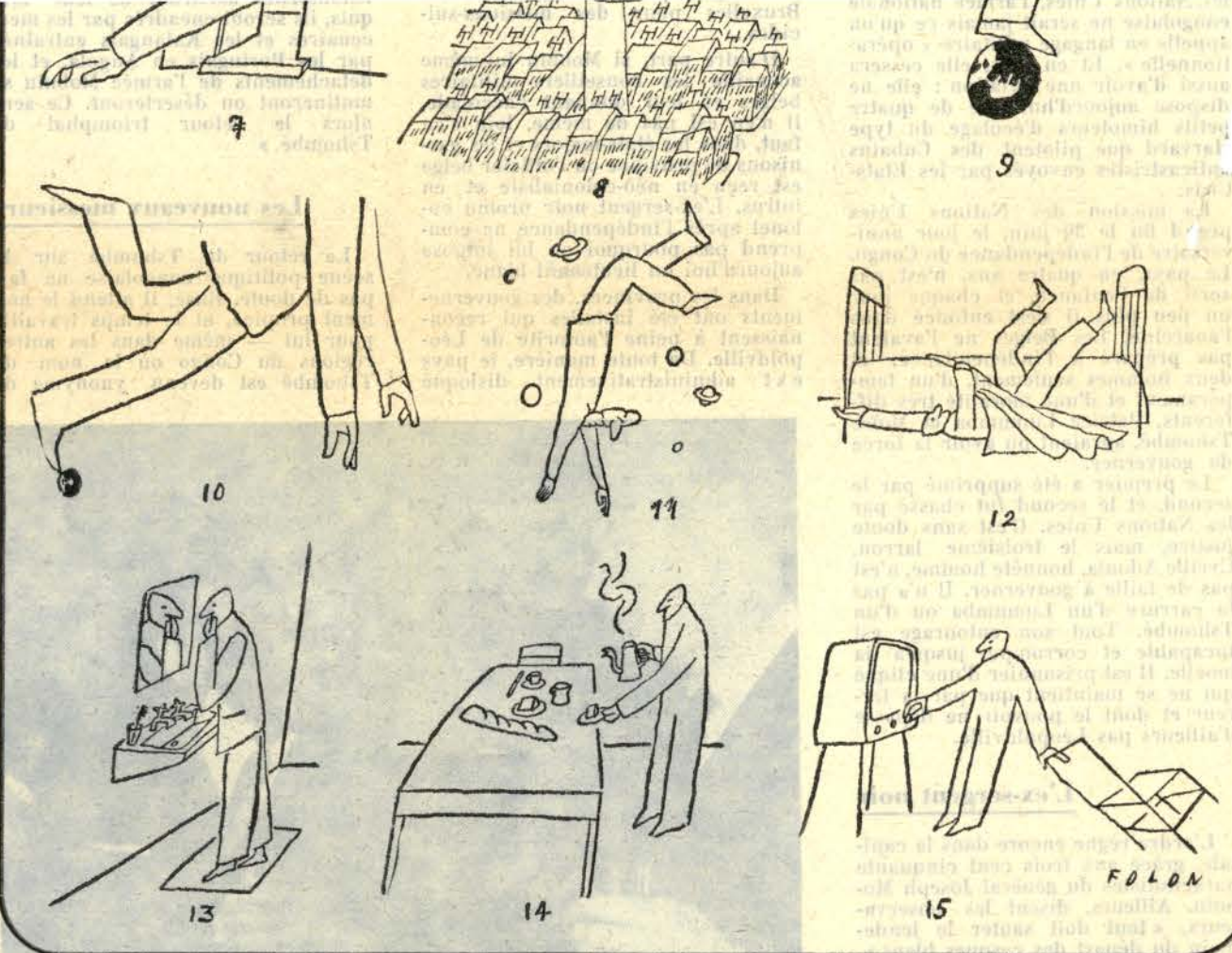
Le meilleur ? C'est sans doute qu'elle se contente de « reproduire », par exemple, des films comme « Les Contes de la lune vague », « Louisiana Story » ou, à la rigueur, « Un Américain bien tranquille ». Le pire ? Hélas ! on le trouve dans ce qu'elle prend pour un effort original : à ce titre, je ne crois pas que la première chaîne nous ait jamais donné une émission aussi consternante que « Il suffit de s'entendre ».

Quant aux dramatiques, M. F. Guenou — c'est un signe — semble bien avoir opté pour le Boulevard. Ce qui nous vaut « De Doux Dingues », une comédie écrasante de vulgarité où les acteurs jouent à qui en fera le plus : le plus gros, le plus lourd, le plus bête, sans la rapidité du vrai théâtre.

A l'étage au-dessus, « Carlota » se laissait voir sans ennui : ça souriait même à quelques jolies trouvailles et la distribution était remarquable (surtout Mlle Lucie Arnold, très grande comédienne, trop peu connue et employée).

Mais franchement, la télé a-t-elle été inventée pour diffuser un théâtre de digestion qui possède déjà son public bien précis et qui est aussi en retard sur son époque qu'un comique troupier sur Johnny Hallyday ?

Même le portrait filmé de Bunuel — intéressant, pourtant, mais quel documentaire ne le serait sur ce diable d'homme ? — manquait d'invention technique, d'acuité, de présence : on ne « cherchait » pas l'in-



terviewé, on le laissait parler seul, s'embrouiller et, sans doute, garder pour lui d. précieuses confidences.

Le singe, notre fils

En revanche, les feuilletons sont bons : l'un, documentaire (« Cinématomobile »), et l'autre sur-romanesque, « Rocambole » : voilà la bonne formule, celle qui ne cherche pas à « faire vrai », mais se veut incroyable, déchainée et retrouve, ingénument, une authentique poésie. Quant aux Actualités de la seconde chaîne, elles sont lamentables. Pas de ton, pas de style. Et, on s'en doute, aucune impartialité. Un « coin du feu » papillard, suivi de quelques images.

A la chaîne 1, « Visa pour l'avenir » : un travail de l'histoire des êtres vivants, du coelentéré à l'homme. Une fois de plus, le travail est bien fait, les images racontent, le commentaire n'est ni pédant ni su-

perficiel. En prime, une et. Le assa. surprenante : l'homme ne serait, sur le plan des espèces, qu'une larve évoluée mourant avant de trouver sa forme exacte : il vivait plusieurs siècles, il finirait peut-être gorille. Le singe, notre fils ?

Plus mystérieuse encore paraît aux savants l'existence de l'éponge. « Elle nous nargue », déclare l'un d'eux. Pourquoi la nature ne s'arrête-t-elle pas de produire des espèces dépassées ? Pourquoi se sont-elles fixées, au lieu d'accompagner leurs mutations ? Que répondre à cette énigme : la survie des animaux inférieurs ?

« Woyzeck », enfin. Il est à peu près sûr qu'un peu partout, on a pris, ce soir-là, la seconde chaîne. Et l'on ne saurait en vouloir au « grand public ». Ce fut pourtant une des meilleures réalisations — sinon la meilleure — de Marcel Bluwal. L'œuvre de Büchner exigeait un double parti pris : réalisme et expression-

nisme. Bluwal a dominé cette contradiction.

Il a littéralement écrasé nos regards avec un fait divers pleinement tragique, admiré, et visualisé, rauque et terrible comme un cri de rue. Certaines images demeurent inoubliables : les gros plans du capitaine, la. On le des enfants, le meurtre au bord du marécage, la caserne où Woyzeck se confie à Andres.

Toute la distribution serait à citer : Maurice Garrel, Cal. Rouvel, François Chaumette, Alain Hottet, Julien Guomar, etc. : rarement une troupe de comédiens fut à ce point soudée aux volontés de son metteur en scène. Mais pour une fois je citerai aussi le décorateur, Jacques Lys, et la costumière, Anne-Marie Marchand. Voilà une dramatique qui, je l'espère, franchira nos frontières. Ce n'est ni l'Avant-Garde ni le Family-Palace : c'est la Télévision.

MORVAN LEBESQUE.

M. PERRY Room 622

L'ETOILE DU CONGO

Première année No 252

QUOTIDIEN DU MATIN

Mercredi 8 avril 1964

Léo : 10 F.
Intérieur : 10 F.

Brazzaville
30 F. C.F.A.

Hors continent :
5 F. B.

Comptes :
B.B.A. Léo
C.C.P. 1450
N° 19.225

Banque Africaine
Internationale
Bruxelles
N° 2371

143, 10ème rue
Léo - Limete
B.P. 2022

Léopoldville I

Tél. : 7367 - 7781 - 7537

La Commission constitutionnelle adopte:

Les anciens présidents de la République, sénateurs à vie

Le 10 avril, fin des travaux

La Commission constitutionnelle s'est réunie en séance plénière le 31 mars, les 1, 2, 3 et 4 avril 1964, sous la présidence de M. Joseph Iléo, président de la Commission constitutionnelle.

Elle a examiné d'abord les articles qui avaient été renvoyés à un nouvel examen des sous-commissions.

Concernant le Parlement, elle a adopté les dispositions suivantes.

Les députés sont élus au suffrage universel direct à raison d'un député par 100.000 habitants.

Quant aux sénateurs, ils seront élus par les Assemblées provinciales, à raison de 6 sénateurs par

province. L'un des 6 sénateurs doit être un chef coutumier. En outre, 6 sénateurs seront élus au suffrage universel direct dans la ville de Léopoldville pour représenter celle-ci au Sénat.

Enfin, les anciens présidents de la République sont membres à vie du Sénat.

Le projet de Constitution prévoit également la participation

Toutefois, étant donné d'une part les grandes difficultés d'organisation matérielle des prochaines élections devant la situation actuelle du pays, et d'autre part, dans le souci de voir les premières élections après l'indépendance du Congo se dérouler dans les meilleures conditions la Commission constitutionnelle a jugé prudent de limiter le vote cette fois-ci aux hommes.

Les femmes participeront au vote la fois suivante, c'est-à-dire dans 5 ans.

Après l'adoption des articles qui avaient été renvoyés à un nouvel examen des sous-commissions, la

Elle a adopté les dispositions suivantes qui attribuent à la compétence exclusive de la République des matières dont l'énumération reprend notamment 32 points parmi lesquels :

1. — les affaires étrangères y compris les relations diplomatiques, le commerce extérieur, l'immigration, l'émigration, etc...
2. — la nationalité, la sûreté extérieure;
3. — la défense nationale;
4. — la monnaie, l'émission de la monnaie et le pouvoir libératoire de la monnaie;
5. — le contrôle des changes;
6. — les douanes, les droits d'exportation et d'importation;

10. — les voies de communication terrestres, fluviales, aériennes d'intérêt national ou qui relient plusieurs provinces;

11. — les universités et autres établissements d'enseignement scientifique, technique ou professionnel supérieur;

(Suite en page 2)

**Au banc des
accusés**

« L'Etoile » à la barre

Les députés sont élus au suffrage universel direct à raison d'un député par 10.000 habitants.

Quant aux sénateurs, ils seront élus par les Assemblées provinciales, à raison de 6 sénateurs par

La diplomatie soviétique en Afrique

Jusqu'à présent, le Kremlin n'était représenté à Zanzibar que par un chargé d'affaires, un certain M. Karlov. Un nouvel ambassadeur Tchouvachine, a pris la place du chargé d'affaires. En même temps, la diplomatie soviétique réussit à entrer en scène dans deux autres Etats africains. Le Cameroun se déclara prêt à établir des relations diplomatiques avec le Kremlin. Le ministre de l'Information du Congo-Brazzaville, M. Charles Ganao, annonça la même décision. Ganao vient d'effectuer un voyage de « bonne volonté » en Europe orientale.

Ces deux Etats, le Cameroun tout comme le Congo-Brazzaville, avaient jusqu'à présent tourné le dos à de telles relations, les qualifiant de non appropriées. Leurs relations commerciales avec le bloc oriental étaient très restreintes. Le Kremlin n'accordait des bourses aux jeunes citoyens des deux Républiques que derrière le dos du gouvernement et souvent à des éléments hostiles au régime de leur pays et qui luttaient clandestinement contre l'autorité des gouvernements.

Il semble qu'à Yaoundé, on veut s'assurer le « cessez-le-feu » avec l'Union soviétique. En effet, depuis deux ans, le Kremlin laisse refroidir ses relations avec le mouvement procommuniste, l'U PC dont on connaît les actions sanglantes lancées contre le régime de Yaoundé. Au fur et à mesure que le soulèvement armé dans le sud-ouest du Cameroun devenait désespéré, les communistes soviétiques laissèrent le champ d'action aux Chinois. Aujourd'hui, Mao Tsé-toung est le seul à fournir aux groupes de rebelles de l'argent et des armes.

A Brazzaville, les choses se présentent sous un autre angle. Le gouvernement qui avait renversé Fulbert Youlou est soutenu par les syndicats chrétiens, libres et communistes. Ils sont représentés dans le cabinet Pascal Lissouba dont la biographie officielle

(Suite en page 2)

suffrage universel direct dans la ville de Léopoldville pour représenter celle-ci au Sénat.

Enfin, les anciens présidents de la République sont membres à vie du Sénat.

Le projet de Constitution prévoit également la participation des femmes aux élections. Elles doivent remplir les conditions qui sont prévues par la Constitution et la loi électorale, notamment être congolaise, avoir 21 ans révolus pour être éligible et 18 ans révolus pour être électrice, etc...

Les femmes participeront au vote la fois suivante, c'est-à-dire dans 5 ans.

Après l'adoption des articles qui avaient été renvoyés à un nouvel examen des sous-commissions, la Commission constitutionnelle a poursuivi ses travaux par l'examen du Titre III relatif à la répartition des compétences législatives entre la République et les provinces.

La conférence mondiale sur le commerce

Discussion générale sur « l'acte final »

GENEVE. — La nature de « l'acte final » qui doit concrétiser les résultats des travaux de la conférence mondiale du commerce a fait l'objet d'une discussion serrée au cours d'une réunion du bureau de la conférence composé de 35 membres (prési-

dent, secrétaire et rapporteurs généraux, 27 vice-présidents, 5 présidents de commissions).

Deux thèses sont en présence : les uns désirant un « acte final » sous la forme d'une convention soumise à la ratification des 123 gouvernements participants, les

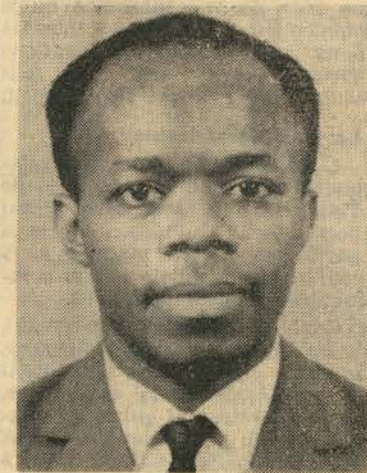
autres un « acte final » qui serait la somme des recommandations à soumettre à l'Assemblée générale de l'ONU.

Le précédent de la première conférence du commerce en 1948 à la Havane n'est pas encourageant.

(Suite en page 2)

Le carnet de l'Etoile

M. Mabita, consul général du Congo à Lusaka.



■ La Croix-Rouge nationale reçoit

Hier soir à l'hôtel Jocol, le comité national de la Croix-Rouge du Congo a tenu à organiser une

brillante réception en l'honneur de quatre officiers médecins suisses qui sont depuis deux jours, dans nos murs, parmi eux le secrétaire général de la Croix-Rouge suisse.

La réception a été rehaussée de la présence du ministre A. Mahamba de la Santé publique, des membres du comité national de la Croix-Rouge notamment M. A. Koka, président général, de M. Stouffe, délégué général.

■ Le Congo et la convention de Yaoundé

M. Ernest Kashemwa, chargé d'affaires à l'ambassade de notre pays en Belgique, vient de déposer au secrétariat général du conseil de la convention de Yaoundé, des instruments de ratification relatifs à cette convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté.

La signature de ces textes avait eu lieu à Yaoundé le 20 juillet 1963.

Notre page spéciale sur le Sénégal en p. 4

Au banc des accusés

« L'Etoile » à la barre

Nous vivons un Congo de surprise, un Congo où tout est permis de tout faire surtout au moment où l'anarchie fait la loi.

Les historiens feront du Congo ce qu'on a fait du vieux monde (l'Europe), c'est-à-dire un pays dont le passé sera un monument exposé au musée pour en tirer, à l'occasion, des enseignements utiles. Au cours de l'histoire évolutive qu'a connue le Congo, la presse, cette bête noire, a vécu et continue à vivre des moments difficiles pour l'accomplissement de sa tâche : celle d'informer et de former. Ceux qui suivent tous les événements du Congo indépendant partageront notre point de vue sur ce que nous venons d'avancer.

(Suite en page 2)

La grève du corps médical en Belgique:

Les médecins de Bruges au chevet des malades

BRUXELLES. — Les médecins de Bruges pourront désormais se rendre au chevet de leurs malades, telle est la décision prise mardi par la Chambre syndicale des médecins de la région bruxelloise.

Actuellement, les préposés aux services de garde demandent aux patients le nom et l'adresse du médecin traitant et avisent immédiatement celui-ci.

Ce « nouveau système » n'entre encore en vigueur qu'à Bruges.

D'autre part, les bourgmestres de l'agglomération bruxelloise ont lancé, hier un pressant appel en faveur d'une reprise rapide du dialogue entre les médecins et le Gouvernement belge pour mettre fin à la grève du corps médical qui a éclaté mercredi dernier.

Les deux médecins détenus placés sous mandat d'arrêt

Les deux médecins belges mis en détention préventive lundi à la suite du décès d'un bébé de quinze mois, ont été placés hier matin sous mandat d'arrêt par le parquet de Turnhout, sous l'in-

culpation de non-assistance à personne en danger.

D'autre part, la grève aurait fait une nouvelle victime. Un nouveau décès apparemment provoqué par le retard apporté à secourir un malade, fait l'objet d'une enquête judiciaire. Samedi matin en effet, un instituteur de Bray, près de Mons, M. Raymond Donnen, 42 ans, a succombé à une crise cardiaque. Pendant près d'une heure son épouse a vainement tenté d'appeler un médecin.

Il a fallu une réquisition du bourgmestre de Bray pour qu'un médecin légiste vienne cinq heures plus tard constater le décès, et c'est le bourgmestre qui a déposé une plainte au parquet de Mons.

M. Paul-Henri Spaak opéré d'urgence

M. Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, actuellement en vacances, a subi une intervention chirurgicale dans la nuit de samedi à dimanche, apprend-on à Bruxelles.

L'existence de l'ONU remise en question ?

NEW YORK (TP). — L'organisation des Nations-Unies fut créée en 1945 pour être un élément stabilisateur de la paix mondiale. A cette époque, l'humanité venait de connaître la guerre la plus sanglante de l'histoire et elle voulait en premier lieu que la paix lui soit garantie. On créa donc l'ONU composée « d'hommes de bonne volonté » dont l'idéal doit être le maintien de la paix et le développement des peuples. Cet idéal est merveilleux pour tous les peuples du globe mais il ne peut être appliqué en pratique que si tous les Etats membres tiennent leurs engagements dans le domaine financier. Malheureusement ces engagements ne furent pas toujours tenus et l'Union soviétique, qui dans sa propagande parle pourtant tellement de paix mondiale et de coexistence pacifique des peuples, a un retard énorme dans les paiements à l'ONU, retard qui met même l'existence des Nations Unies en péril.

Dès le début de la création de l'organisation mondiale, les grandes puissances, dont elle dépendait pratiquement, posèrent leurs conditions. Les cinq grandes nations victorieuses de la dernière guerre mondiale, notamment les USA, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la France et la Chine (encore entièrement nationaliste à l'époque) s'octroyèrent le droit de veto. On sait combien de fois, certains pays ont fait usage de ce droit et il est certain que sans lui, l'URSS se serait déjà retiré de l'ONU. De ce fait, elle pouvait toujours se réfugier derrière le veto, qui rendit d'ailleurs légendaire le fameux « Nyet » du Kremlin. Sur ce forum mondial, où toutes les nations doivent pouvoir élaborer leurs problèmes sur un pied d'égalité, les petits Etats se trouvaient donc souvent sans défense devant les vetos des grandes puissances. Toutefois, le grand pavillon de l'ONU à New York, a souvent été la dernière chance d'un pays pour sauver sa situation et pour exposer aux yeux du monde les aspirations de son peuple. Si l'ONU devait disparaître, les grandes puissances ne seraient pas beaucoup touchées mais ce coup serait terrible pour les petites nations qui n'ont ni force militaire, ni puissance économique mais dont la voix doit tout de même être entendue.

pays membres ayant plus de deux années de cotisations arriérées.

Donc un important élément stabilisateur de la politique internationale est menacé de l'écroulement total. Evidemment on eut parfois de bonnes raisons d'élever des critiques contre l'organisation mondiale, mais elle réussit souvent à calmer les esprits, à rétablir la paix dans une partie quelconque de notre globe tourmenté. Mais pour rester forte, l'ONU doit avoir des moyens financiers à sa disposition. Seulement de cette façon elle pourra à tout moment intervenir dans des conflits, bref elle pourra toujours tenir son vrai rôle sur la scène politique.

Après que le Gouvernement soviétique ait déclaré récemment qu'il se verrait contraint de reconsidérer son attitude vis-à-vis de l'ONU dans le cas où celle-ci voudrait exercer une pression sur elle pour la contraindre à verser ses cotisations en retard, de nombreux observateurs, affirmèrent que cette prise de position du Kremlin démontre que depuis plusieurs années les dirigeants de Moscou veulent neutraliser les Nations Unies. Le Kremlin sera toujours soutenu par les satellites du bloc oriental ce qui peut provoquer la ruine de l'ONU car si les membres actifs de l'organisation n'étaient que des pays du

monde libre, les Nations Unies n'auraient plus de raison d'être.

Un autre problème grave pour l'ONU est l'entrée de la Chine populaire.

On sait qu'au cours des deux dernières années, les polémiques entre Soviétiques et Chinois, allaient s'amplifiant à toutes les conférences internationales. La dernière querelle en date s'est déroulée à Alger à la conférence afro-asiatique. La déléguée chinoise a violemment attaqué l'URSS la classant dans le clan des impérialistes et défendant la thèse chinoise connue de la « lutte armée ». La riposte des Soviétiques ne fut pas moins violente.

Tous les délégués des peuples afro-asiatiques durent donc être témoins de cette querelle alors qu'ils étaient venus pour parler essentiellement de progrès et de paix. Si la Chine entrait à l'ONU, ces polémiques seraient certainement sans cesse renouvelées et le représentant d'un jeune pays, qui en revenant de New York aimerait rendre compte à ses dirigeants et à son peuple de la discussion saine, c'est-à-dire pour la paix et le développement, qu'il a vécue, pourrait seulement faire le récit d'une querelle ayant opposé les deux leaders du monde communiste.

M.B.

La diplomatie soviétique en Afrique

(Suite de la 1ère page)

cielle passe sous silence son ancienne appartenance au PC de France. Brazzaville s'était hâté d'imiter la France quant à la reconnaissance officielle du régime de Pékin et on devine à l'époque que le Gouvernement congolais pensait à la prochaine ouverture d'une ambassade soviétique à Brazzaville. Une tension intense s'est créée entre les deux Congos. Autrefois, l'ambassade soviétique de Léopoldville se chargeait également des affaires concernant le Congo ex-français. Ce fait était vexant pour les dirigeants de Brazzaville fiers de leur révolution. Pour l'URSS, Brazzaville est particulièrement intéressant. Dans cette capitale, on trouve le poste émetteur le plus puissant de toute l'Afrique.

ployés de la sécurité de l'Ethiopie trouverent chez l'homme qu'il visitait à Asmara, grand nombre de tracts qui exhortaient la population à se soulever contre Haïlé Sélassié. Ces tracts n'avaient pas été imprimés dans une imprimerie éthiopienne. Donc, on soupçonna qu'ils provenaient de l'ambassade soviétique. Les deux « diplomates » disparurent subitement d'Addis-Abéba. Les employés de sécurité se demandent aujourd'hui quel est parmi les 40 anciens collègues de Styckov, celui que a pris la relève.

Les anciens présidents de la République...

(Suite de la 1ère page)

12. — l'établissement de normes d'enseignement uniformes dans toute la République;
13. — le code pénal, la procédu-

Le sosie de B. B.



LONDRES. — Non ! vous vous trompez, ce n'est pas notre Brigitte Bardot (elle est au Brésil, ainsi qu'une petite révolution). Il s'agit d'une ravissante autrichienne, Miss Chinchilla, de Linz ; c'est la sosie de Bardot. Elle est venue à Londres montrer une pièce de Shakespeare, où dans un cabaret, le « Casino de Paris », elle exécutera un strip-tease, qui étonnerait certainement le grand dramaturge. (UPI)

Sont réservées à la compétence commune de la République et des provinces des matières dont l'énumération reprend notamment 10 points parmi lesquels :

notamment 21 points parmi lesquels :

1. — les institutions politiques et administratives provinciales;

ces ne seraient pas beaucoup touchées mais ce coup serait terrible pour les petites nations qui n'ont ni force militaire, ni puissance économique mais dont la voix doit tout de même être entendue.

Actuellement l'ONU est en conflit avec Moscou et essaie de contraindre l'URSS à payer ses cotisations en retard. Dans une note adressée à M. Thant, le Kremlin riposte vivement, affirmant que le secrétaire général des Nations Unies veut le mettre sous pression. En réalité U Thant ne veut pas retirer le droit de vote à l'URSS, mais il lutte pour l'existence de son organisation mondiale. En principe, ce droit de vote pourrait être retiré à Moscou dès la prochaine convocation de l'Assemblée générale, si entre temps l'Union soviétique n'a pas remboursé ses dettes. En effet, l'article 19 de la charte prévoit la suspension du droit de vote des

Ce fait est vexant pour les dirigeants de Brazzaville fiers de leur révolution. Pour l'URSS, Brazzaville est particulièrement intéressant. Dans cette capitale, on trouve le poste émetteur le plus puissant de toute l'Afrique. Pour l'instant il est encore administré par les Français qui sont également représentés à Brazza par un petit détachement de l'armée. Cette ville est aussi le centre des mouvements anti-Adoula et souvent les troubles qui se produisent dans notre pays, ont leur origine à Brazzaville. Bien-tôt, un ambassadeur chinois résidera aussi dans cette capitale africaine. Par sa propre ambassade, le Kremlin sera mieux renseigné sur le développement de la subversion communiste que par les « hommes de confiance » qui travaillaient jusqu'à présent à sa solde. En outre, la situation à Brazzaville est particulièrement favorable pour une préparation d'un putsch du modèle de Prague.

Ces succès de la politique africaine de Moscou ne peuvent pas être attribués à un changement de conception politique des Africains, mais à leur désir d'ailleurs fort compréhensible, de manifester leur neutralité dans le conflit Est-Ouest en ayant des relations amicales avec les deux blocs. Le Kremlin ne tient évidemment pas tellement à des relations amicales et notre pays en a fait l'expérience en automne dernier. L'expulsion des diplomates qui opéraient au pavillon « Bel Air » avait fait éclater aux yeux du monde l'activité subversive des communistes soviétiques en Afrique.

Un incident semblable s'est déroulé récemment à Addis-Abéba. Le scandale fut évité car seulement deux employés de l'ambassade étaient compromis dans l'affaire. Il s'agit du deuxième secrétaire d'ambassade, Vladimir Styehkov et l'attaché Safar Abdilov. D'autre part, ni le Gouvernement soviétique, ni celui de l'Ethiopie, n'étaient intéressés à la propagation de cette nouvelle. Styehkov avait attiré l'attention des autorités éthiopiennes par ses nombreux déplacements à Asmara, la capitale de l'Erythrée. Dans cette ville, il séjourna chaque fois sous un autre nom, mais rencontra toujours le même homme. A l'aller, sa valise était pleine, au retour elle était vide. Les em-

(Suite de la 1ère page)

12. — l'établissement de normes d'enseignement uniformes dans toute la République;
13. — le code pénal, la procédure pénale et le régime pénitentiaire;
14. — les professeurs juridiques et médicales;
15. — la législation du travail, y compris les lois régissant les relations entre employeurs et travailleurs, la sécurité des travailleurs, les règles relatives à la sécurité sociale, etc. . .
16. — la législation économique;
17. — la législation médicale, l'art de guérir, la médecine préventive, etc. . .
18. — l'élaboration des programmes agricoles et forestiers d'intérêt national et la coordination de programmes d'intérêt provincial. La législation générale sur les régimes agricoles et forestiers, sur la chasse et la pêche, etc. . .
19. — les patrimoines historiques, etc. . .
20. — les services de la météorologie et la coordination technique des services de la géodésie, de cartographie et de l'hydrographie; Etc. . . etc. . .

A l'Académie diplomatique internationale

L'Académie diplomatique internationale vient de décerner pour la première fois son prix annuel (prix Albéric-Néton), destiné à récompenser une œuvre ayant contribué à promouvoir les relations internationales. Le jury a distingué le journal mensuel « Le monde diplomatique » publié par « Le Monde » à l'occasion du dixième anniversaire de sa fondation en reconnaissance des services rendus à la diffusion des principes de la diplomatie moderne, à la coopération internationale et au français, en tant que langue diplomatique, cette langue étant la seule langue officielle de l'académie.

Sont réservées à la compétence commune de la République et des provinces des matières dont l'énumération reprend notamment 10 points parmi lesquels :

1. — la sûreté intérieure;
2. — l'établissement des impôts;
3. — la recherche scientifique;
4. — le droit civil, le droit coutumier et la procédure civile;
5. — la vie culturelle;

Etc. . . etc. . .

Sont réservées à la compétence exclusive des provinces des matières dont l'énumération reprend

notamment 21 points parmi lesquels :

1. — les institutions politiques et administratives provinciales;
 2. — la police provinciale;
 3. — les communications intérieures des provinces;
 4. — les finances publiques provinciales;
 5. — l'enseignement primaire et secondaire;
- Etc. . . etc. . .

(Suite en page 3)

Au banc des accusés

(Suite de la 1ère page)

En effet, on se rappellera qu'en date du 10 décembre de l'année dernière, par souci d'objectivité, nous avons fait état d'une rumeur au sujet de l'arrestation du premier maire. L'information qui été rédigée avec toutes les normes journalistiques a amené le premier bourgmestre à traduire en justice notre journal. C'est aujourd'hui matin 8 avril que votre compagnon de déjeuner comparaitra devant ses juges.

Protestation du vice-consul de Grande-Bretagne à Elisabethville

M. Ernest Lewis, vice-consul de Grande-Bretagne à Elisabethville auprès des autorités congolaises a protesté contre l'arrestation à Sakania par la Sûreté congolaise de deux personnes venues de Rhodésie du Nord qui sont accusés d'être « espions à la solde des mercenaires de M. Tshombe » et sont maintenues en détention.

Discussion générale sur « l'acte final »

(Suite de la 1ère page)

geant. A la conférence de la Havane le Gatt (accord général sur les tarifs et le commerce), n'a été qu'un substitut partiel à cette convention beaucoup plus large et qui portait, outre le commerce, sur le développement.

Il faut signaler que les mots « acte final » effraient certaines délégations africaines qui y voient une finalité quant au travail et au rôle de la conférence qu'ils voudraient périodique — tous les deux ans. Certaines délégations occidentales estiment qu'il faut tenir compte de cet état d'esprit.

La matinée africaine

C'est dans une salle aux trois-quarts vide que M. Armando de Paula Coelho, secrétaire d'Etat portugais au commerce, a pris la parole en fin de matinée à la conférence mondiale sur le commerce et le développement.

Quelques minutes auparavant, le Dr Abdel Monell El Kaissouny, ministre des Finances de la RAU et président de la conférence, avait discrètement quitté la grande salle du palais des nations. A peine M. Paula a-t-il été invité à prendre la parole par l'un des vice-présidents, qui toutes les délégations africaines et socialistes se sont levées et ont quitté la salle dans un silence impressionnant.

M. Paula, visiblement contrarié, n'en a pas moins entamé aussitôt son discours, apparemment sans tenir compte des remous qui l'entouraient.

De nombreux pays afro-asiatiques ainsi que la Yougoslavie, la

Trinité, Jamaïque et Israël, se sont solidarisés avec leurs collègues africains pour exprimer leur hostilité à « la politique coloniale » de Lisbonne.

L'incident, le plus spectaculaire que la conférence ait enregistré à ce jour, ne devait toutefois pas aller plus loin.

Auparavant, les interventions de délégués de la Guinée et du Congo-Brazzaville ont été caractérisées par un très violent réquisitoire contre « le colonialisme et l'impérialisme » auxquels les orateurs ont reproché d'avoir systématiquement exploité les autres, par conséquent, responsables de leur état arriéré.

Le représentant de la Guinée devait ensuite se faire le défenseur d'un certain nombre de thèses assez proches de celles développées jusqu'ici par les pays de l'Union africaine et malgache de coopération économique (UAM CE), notamment en ce qui a trait à la « stabilisation des cours des matières premières à des niveaux suffisamment rémunérateurs ».

Il a pris également à son compte la thèse précédemment émise par le Ghana, l'Ouganda, la Mauritanie et le Mali en faveur de la « réforme des structures sociales et économiques » des pays en voie de développement. De surcroît, il a invité les pays africains à « éliminer les dépenses ostentatoires » et s'est prononcé en faveur de la création d'un fond international de développement alimenté notamment par la réduction des dépenses militaires.

NOUVELLES CONGOLAISES

Le Sud-Kasaï et ses problèmes (II)

Les trafiquants gardés à vue

Les Sénégalais sont-ils expulsés du Sud-Kasaï ? C'est la question que les amis vous posent après votre retour de la province du diamant.

Ici nous nous permettons de faire une digression pour attirer l'attention de nos compatriotes sur le fait que tous les Africains noirs qui se livrent au trafic dans notre pays ne sont pas nécessairement des Sénégalais. S'il est vrai que nos frères sénégalais ont été les premiers des Africains des régions du Mali, Nigéria, Guinée etc... à fouler le sol congolais, cela ne suffit pas pour « coller » à ces derniers la nationalité sénégalaise. Ni les Sénégalais, ni les Maliens, Nigériens et Guinéens n'en seront d'ailleurs pas contents.

Enfin... passons.

Effectivement, les dernières mesures du ministre provincial de l'Intérieur du Sud-Kasaï d'expulser de cette province tout commerçant africain n'ayant pas un fond de 10.000.000 frs en marchandises ou en immeuble ; ont été efficaces. C'est ainsi que sur deux milles qu'ils étaient en 1963, le nombre de ces « commerçants » est descendu à 170. Mais les autorités du Sud-Kasaï, se rebute-t-elles à un retour massif de ces indésirables dans leur province. Retour favorisé par certaines autorités de Léopoldville qui délivrent à ces trafiquants des documents réguliers d'immigration signés en bonne et due forme. Elles vont parfois à leur délivrer des attestations spéciales les mettant à l'abri de toute feuille. Faut-il dès lors accuser à chaque instant les autorités du Sud-

La police, cette complice

Avec ce retour massif des aventuriers au Sud-Kasaï favorisé par le haut lieu, s'ajoute une police de mines très têtue qui refuse toute collaboration au Gouvernement provincial pour que ce dernier mène à bien la lutte déjà entamée. Cette police complice dans le trafic, fait fi à tous les ordres du Gouvernement provincial, parce qu'elle dépend de Léopoldville. Et que dire des pierres ramassées après les fouilles ? Sont-elles toutes expédiées à Léopoldville ? Mystère.

Et ces techniciens

On parle de trafiquants africains, on leur attribue toutes sortes d'épithètes mais on oublie parfois qu'il existe au Sud-Kasaï des techniciens trafiquants. Ne parlons pas des mineurs de la Miba (miniére de Bakwanga) qui à chaque congé, se payent des immeubles et villas que la plupart des grands hommes d'Europe, n'arrivent pas à se procurer. Faut-il souligner ici que tous ces agents rentrent chez eux sans qu'une moindre fouille ne soit faite dans leurs valises et bagages ?

P. BONDO

(A suivre)

Le patronat du Katanga prêt à collaborer avec le Gouvernement central

M. A. Nguvulu, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, est rentré, ce vendredi 27 mars, d'un voyage de huit jours qui l'a successivement conduit à Elisabethville, Kipushi, Jadotville et Kolwezi.

Au cours de tous ces déplacements, M. Nguvulu a visité les installations industrielles et minières, sous la conduite des dirigeants de celles-ci, en compagnie de ses collaborateurs et de MM. Kalunga et Sambinji, respectivement membre du Gouvernement provincial du Katanga Oriental et du Lualaba, chargés du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le ministre a mis l'accent sur le fait que l'expansion économique, base de la promotion sociale des populations, ne peut se réaliser dans un pays jeune comme le Congo que grâce à la collaboration active, franche et loyale entre ceux qui investissent, les travailleurs, les pouvoirs publics et les masses rurales. Pour

tituent la majorité de la population dans le pays on ne peut concevoir le progrès de celui-ci sans les y associer.

Il a ajouté que le gouvernement est conscient du fait que le problème qui préoccupe, en ce moment, les travailleurs est celui relatif à la hausse du coût de la vie donc du pouvoir d'achat de leur salaire.

Le gouvernement étudie, en ce moment, une formule qui permettrait d'améliorer sensiblement ce pouvoir d'achat.

S'adressant, enfin, aux techniciens étrangers, M. Nguvulu les a assurés de la sollicitude du gouvernement à leur égard car, dit le ministre, pendant longtemps encore nous serons tributaires de l'étranger en matière de personnel technique nécessaire au développement de ce pays dans différents domaines, que ce soit pour le secteur privé comme pour le secteur public.

tenir avec, d'une part, l'Etat et, d'autre part, les employeurs.

Dans le courant de l'après-midi, à 16 heures, M. le ministre Nguvulu a pris contact avec l'Askat, filiale de la Fédération des entreprises congolaises.

Prenant la parole au nom de tous les employeurs du Katanga, M. Sohier, président de cette organisation et secrétaire général de l'Union minière du Haut Katanga, a remercié le ministre Nguvulu d'avoir songé à prendre contact avec les employeurs du Katanga et des paroles d'encouragement qu'il leur a adressées au cours de ses visites dans les entreprises installées dans le Katanga. M. Sohier a assuré le gouvernement, à travers le ministre du Travail, de l'esprit de franche et loyale collaboration qui anime tous les employeurs de cette région du Congo. Ils ont toujours apporté, ils apporteront et continueront à apporter tout

Les anciens présidents de la République membres du Sénat

(Suite de la page 1)

Après le titre III, la Commission constitutionnelle a examiné le titre X concernant les incompatibilités.

Elle a adopté les dispositions suivantes.

La fonction de chef de l'Etat est incompatible avec toute autre fonction, exception faite des fonctions éventuelles à exercer dans le cadre des organisations et des institutions internationales.

Les fonctions de ministre et de secrétaire d'Etat sont incompatibles avec le mandat de député ou de sénateur. De même, les fonctions de membre du gouvernement provincial sont incompatibles avec le mandat de conseiller provincial.

En d'autres termes, un député, un sénateur ou un conseiller provincial qui accepte de faire partie du Gouvernement central ou d'un gouvernement provincial, perd son mandat d'élu.

Aucun membre du Parlement ou d'une Assemblée provinciale

ne peut être agent de l'administration publique ou d'un organisme d'intérêt public. De même, aucun magistrat ne peut être membre du Parlement ou d'une Assemblée provinciale.

Enfin, le projet de Constitution stipule qu'une loi peut prévoir d'autres cas d'incompatibilités.

La Commission constitutionnelle a abordé ensuite l'examen des titres XI et XII, relatifs aux forces de l'ordre.

Concernant la police, celle-ci dépend de la province, tandis que la police de la ville de Léopoldville dépend du Gouvernement central.

Les effectifs, l'équipement et l'organisation générale de la police, sont déterminés par une loi nationale.

En effet, le souci de la Commission constitutionnelle a été d'assurer l'uniformité de la police dans tout le territoire de la République.

Quant à l'armée, le projet de constitution prévoit l'existence d'une seule Armée nationale, comprenant les forces de terre, de mer et de l'air. En outre, la gendarmerie fait partie intégrante de l'Armée nationale qui dépend du pouvoir central.

Le gouverneur de province ou ses délégués ont le droit de réquisitionner la gendarmerie conformément à la loi.

Par ailleurs, une loi fixe le contingent annuel, le mode de recrutement, l'organisation de l'armée, les règles de discipline, les conditions de service, etc...

Le service militaire est obligatoire ; son organisation et son application sont fixées par la loi.

L'armée est au service de la nation. En dehors de l'Armée nationale, toute formation militaire, paramilitaire, toute milice privée, toute jeunesse armée ou subversive sont interdites.

Il sera institué dans la République, un Conseil de la défense dont l'organisation, la composition et le fonctionnement sont déterminés par la loi.

L'établissement de bases étrangères est interdit sur le territoire de la République.

Aucune troupe étrangère ne peut occuper ou traverser le territoire de la République qu'en vertu d'une loi.

signes en bonne et due forme. Elles vont parfois à leur délivrer des attestations spéciales les mettent à l'abri de toute feuille. Faut-il dès lors accuser à chaque instant les autorités du Sud-Kasaï de favoriser le trafic de nos pierres précieuses ?

Premier anniversaire de la Mutuelle d'Alberta

Les 28 et 29 mars 1964, ont eu lieu, sous une assistance nombreuse, les manifestations marquant le premier anniversaire de la Mutuelle d'Alberta.

Le début des festivités fut marqué par la présentation d'une pièce de théâtre intitulé « Soko Nzambe akobianga » (1ère partie), par un groupe d'anciens élèves. Cette manifestation théâtrale au cours de laquelle tous les acteurs se sont fait techniquement admirer par leur « savoir faire », fut couronnée d'un franc succès.

Les manifestations de cette soirée (28 mars) ont été rehaussées par la présence de 2 représentants des P.L.C. et de nos anciens maîtres MM. Botya Valentin et Motshika André venus respectivement d'Alberta et Bumba sur notre invitation.

Le 29 mars dimanche de Pâques, les manifestations ont commencé par l'action de grâce (Te Deum) en l'Eglise St. Joseph au Quartier Renkin et dont le choral fut mélodieusement exécuté par les membres eux-mêmes qui y assistaient nombreux. Un Représentant des P.L.C. a également assisté à cette manifestation religieuse.

Le cortège se dirigea ensuite vers « Aruwimi-Bar » où les festivités devaient se dérouler. A 12 heures, le président général, M. M'Pande, ouvrit la séance et prononça une allocution de circonstance dans laquelle il souhaita la bienvenue aux invités et traça successivement le programme mudalien pour l'année 1964. MM. Botya et Motshika prirent successivement la parole. Le premier cité se borna plus particulièrement à retracer aux membres l'histoire du Groupe scolaire d'Alberta, tandis que le second exhorta les membres à apporter une franche collaboration au Comité pour que la Mudal qui, déjà, aspire un avenir prometteur, progresse rapide-

ment. Les déclarations de ces derniers ont été frénétiquement applaudies.

En dernier lieu, la vice-présidente générale Mme Alphonsine Engwanda, prononça un discours à l'intention de ses collègues Mudaliennes. Etant donné que dans le programme de la Mudal figure le point « Emancipation des membres », a déclaré la vice-présidente générale, celle-ci émit le souhait que toutes Mudaliennes désireuses de parfaire leurs connaissances, linguistiques plus particulièrement, en fassent part au comité.

Ce discours clôtura la séance et le président général procéda à l'ouverture du bal populaire sous une assistance très dense, toute joyeuse, sympathique et très calme. Ce bal s'est prolongé jusqu'aux petites heures pour les amateurs de la musique.

La Mudal pria les Révérends pères de la paroisse St. Pierre et M. Jules Andondo qui avaient bien voulu mettre à notre disposition leur local de trouver ici l'expression de notre gratitude.

Kivu Central

Pose de la première pierre

Le jeudi 9 avril, aura lieu à Bukavu la pose de la première pierre pour le complexe de l'Institut national des mines.

Plusieurs personnalités de Léopoldville assisteront à cette cérémonie officielle qui sera rehaussée par la présence de M. Cyrille Adoula, premier ministre congolais.

Le départ de tous les invités est fixé à mercredi 8 avril à 7 h. 30 et le retour à la capitale congolaise est prévu pour le samedi 11 avril 1964.

de des populations, ne peut se réaliser dans un pays jeune comme le Congo que grâce à la collaboration active, franche et loyale entre ceux qui investissent, les travailleurs, les pouvoirs publics et les masses rurales. Pour ces dernières, le ministre a souligné qu'étant donné qu'elles cons-

tempers encore nous serons tributaires de l'étranger en matière de personnel technique nécessaire au développement de ce pays dans différents domaines, que ce soit pour le secteur privé comme pour le secteur public.

Après avoir écouté les doléances formulées par les dirigeants syndicalistes, le ministre a rappelé que le syndicalisme a un grand rôle à jouer dans l'œuvre de l'édification nationale et que le gouvernement fera tout en son pouvoir que cet objectif soit atteint ; M. Nguvulu a toutefois attiré l'attention de ses interlocuteurs sur le fait que l'optique de la lutte syndicale ne peut pas être la même dans un pays sous-développé comme le Congo où tous les efforts doivent concourir à l'édification nationale et ce au profit de tout le monde que dans un pays industrialisé car dans nos pays chaque citoyen doit s'imposer une certaine discipline dans l'intérêt du pays. Pour lever toute équivoque à ce sujet, M. le ministre Nguvulu a promis qu'une « Table Ronde », groupant les représentants des pouvoirs publics, des travailleurs et des employeurs, sera réunie, sous l'égide du Ministère du travail après les travaux de la Commission constitutionnelle, afin de déterminer, d'une façon claire et précise, la place que doivent occuper les organisations syndicales dans le contexte socio-économique du pays et la nature des relations qu'elles doivent entre-

tenir, à travers le Ministère du Travail, de l'esprit de franche et loyale collaboration qui anime tous les employeurs de cette région du Congo. Ils ont toujours apporté, ils apportent et continueront à apporter tout leur concours dans l'œuvre de l'édification de ce pays. Ce qui importe pour les investisseurs, a ajouté le président de l'Askat, ce que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour leur permettre de travailler dans des conditions idéales. Nous aimons ce pays, nous y avons investi de gros capitaux qui ont contribué à son développement et à la promotion sociale de ces populations. Nous sommes prêts à faire davantage, si le gouvernement nous offre toute l'aide voulue, a terminé M. Sohler.

Répondant à ce dernier, M. le ministre Nguvulu a regretté que sa visite au Katanga soit de courte durée. — Ce qu'il a vu, a-t-il ajouté, l'a fort impressionné. Dans cette région du pays, se trouvent implantées des industries qui peuvent se classer parmi les plus importantes du monde. C'est grâce à elles, entre autre, que le Congo se trouve à l'avant-plan du progrès économique et social en Afrique. M. Nguvulu a, ensuite, rappelé les raisons qui, d'après lui, doivent inciter tous les habitants de ce pays à l'esprit de collaboration. Obligé d'orchestrer la vie d'une nation manquant de capitaux et

(Suite en page 5)

Un bureau Air Congo à Lovanium

Dans le cadre des festivités du 10ème anniversaire de l'Université Lovanium, un bureau de ventes Air Congo a été installé à Lovanium du 20 janvier au 11 février 1964 afin de permettre aux invités d'obtenir sur place des renseignements nécessaires pour leurs voyages à l'intérieur et à l'extérieur de la République.

Ce bureau est resté ouvert tous les jours ouvrables et M. V. Cornelis en a assuré le fonctionnement.

152 billets ont été émis : 2 charters Léo-Goma-Léo composés l'un de 44 personnes et l'autre de 55.

Ces passagers ont effectué un circuit touristique au Kivu.

2 charters petit porteur Léo-Inga-Léo composés de 2 groupes de 6 personnes.

1 billet international Léo-Bruxelles-Léo.

Les invités se sont particulièrement intéressés à être renseignés sur les activités de nos réseaux intérieurs et internationaux.

Aussi, une aide efficiente leur fut apportée à chaque départ vers l'intérieur de la République, ainsi que lors de leur retour sur Bruxelles.

D'excellents contacts furent pris avec de nombreuses personnalités au cours desquels M. V. Cornelis (Ac. V. Pa. Inter) D. Louzage (Ac. V. PV.) José Jacques (Ac. R. P.) ont pu interviewer certaines parmi elles en vue de connaître leur point de vue sur le service qui leur a été rendu par notre compagnie.

L'établissement de bases étrangères est interdit sur le territoire de la République.

Aucune troupe étrangère ne peut occuper ou traverser le territoire de la République qu'en vertu d'une loi.

L'Armée nationale ne peut être appelée à opérer à l'extérieur du pays que dans les conditions fixées par la loi.

Elle ne peut intervenir dans les affaires intérieures d'une province et suppléer aux forces de police, que dans les cas fixés par la loi.

Le chef de l'Etat confère les grades dans l'Armée nationale et dans la gendarmerie.

Nul ne peut être promu au grade supérieur ni être privé de ses grades, honneur et pensions que dans les conditions fixées par la loi.

Seuls les Congolais sont admis au service militaire.

Le Commission constitutionnel termine en ce moment l'examen du dernier titre concernant les mesures transitoires.

L'examen du projet de Constitution étant terminé, la Commission constitutionnelle s'occupera de 3 projets de lois, à savoir la loi électorale, la loi sur la nationalité et la loi relative à la Cour des comptes.

La fin des travaux de la Commission constitutionnelle est prévue pour le 10 avril 1964.

Kongo Central

Ordination sacerdotale de M. l'Abbé Simon Manianga

KISANTU (DIA). — M. l'abbé Simon Manianga du diocèse de Kisantu sera ordonné prêtre par S.E. Mgr Pierre Kimbondo le 14 juin prochain dans la cathédrale de Kisantu.

Le lendemain, 15 juin, le nouveau prêtre dira sa première messe solennelle à Ngidinga, paroisse d'origine.

Deux messes chantées seront ensuite célébrées. L'une le 21 juin à Kilwangu et l'autre le 28 juin à Kimundu, village de sa famille.

« L'Étoile du Congo »

Quotidien du matin

Société d'édition

« L'Étoile du Congo »

Editeur responsable :

P. KAPILLA

Découvrons le Sénégal

Si l'histoire proprement dite du Sénégal ne commence qu'avec les chroniqueurs arabes des IX^e et X^e siècles, la préhistoire atteste l'ancienneté de l'occupation humaine. C'est surtout dans le Sud du pays qu'un certain nombre de monuments mégalithiques — notamment des stèles massives — témoignent de la présence de l'homme dans les millénaires avant notre ère. Quelle connaissance les peuples méditerranéens ont-ils eu du Sénégal? C'est là une question controversée. On sait cependant que des peuples ayant domestiqué le cheval ont apporté dès 1.500 avant J.C. environ la route jusque sur les bords du Sénégal comme l'attestent des gravures et peintures rupestres. Mais la roue n'a pas pu s'implanter définitivement. Les Carthaginois, ont-ils pénétré à leur tour par mer jusqu'au Sénégal? C'est ce qui est contesté depuis plusieurs années après la vogue du célèbre «périple de Hannon» qui aurait visité l'embouchure du Sénégal au Ve siècle avant Jésus-Christ.

Revenons à l'histoire écrite. Les premiers documents sont ceux des musulmans venus d'Afrique du Nord.

Ibn Haoukal visite l'empire de Ghana au Xe siècle dont dépend le royaume de Tekrour, situé sur le Bas-Sénégal : la ville de Ségou, à l'embouchure du fleuve,

lui a même donné son nom. On y distinguait déjà des Ouolofs et des Sérères, alors installés plus au Nord qu'aujourd'hui, des Mandingues, des Sarakolés et des Peuls.

En 1445, Ca'Da Mosto, Italien au service des Portugais découvre le Cap-Vert. Il y a apprécié l'hospitalité du Damel du Cayor. Les Portugais s'installent à Gorée, dont s'emparent successivement, les Hollandais, les Anglais, puis les Français (1677). Déjà ceux-ci s'étaient intéressés au Sénégal à l'époque de Richelieu et, en 1659, Saint-Louis avait été fondé dans l'île de N'Dar.

En 1850, le Sénégal est un pays morcelé, où ni les Maures qui dominent la basse vallée du Sénégal, ni les damels du Cayor, installés à l'Ouest, ni les Toukoulours sur le fleuve, ni les Sérères du Sine-Saloum ou les Mandingues du Badibou, encore moins les Français cantonnés à Dakar et à Saint-Louis, ne semblent capables d'unifier le pays. Mais Faidherbe (1854-1865) obtient moyens d'une politique énergique. Il réalise la liaison Dakar — (créée en 1857) — Saint-Louis. En 1865, a été fondée une colonie et créée une tradition, autoritaire et paternaliste. Cependant, l'arachide, introduite vers 1840, se développe : la production est de 9.000 tonnes en 1870.

Solides institutions politiques

Malgré des moyens limités, la résistance des hommes et des Etats se poursuivent jusque vers 1890, donnant déjà aux Sénégalais une conscience commune. Le Sénégal est la seule colonie d'Afrique occidentale qui possède tôt des institutions politiques et administratives qui créent une tradition de combat contre la toute-puissance des gouvernements.

Dans le combat de Dekhele en 1895 le dernier Damel, Lat-Dior, tombe et c'est la fin de la résistance organisée contre la puissance coloniale pour cinquante ans. Entre-temps les 4 communes : Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque ont déjà trouvé des institutions représentatives qui

gouverneur général de l'AOF et les épidémies de fièvre jaune, dont la dernière et la plus terrible, en 1926 amène par contre-coup la mise au point d'un vaccin antiamarile élaboré à l'Institut Pasteur. Economiquement la période est celle du développement de la monoculture de l'arachide, sans que soit abandonné le système commercial de la traite ou que des efforts soient tentés en vue d'une industrialisation rationnelle.

De la guerre 39-45 seul Dakar connaît un bref chapitre sanglant : l'engagement de Dakar où un corps expéditionnaire gaulliste, appuyé par une escadre britannique se retire après deux jours d'un échange de coups de

demande l'indépendance nationale immédiate, une communauté africaine et progressiste de la négociation avec la France et une confédération multinationale de peuples libres et égaux. Comme le projet de constitution contient des articles permettant à un Etat membre de la communauté proposée, de la quitter à tout moment, l'UPS (Union progressiste sénégalaise), née de la fusion du BPS et du PSAS, fait campagne pour le «oui» lors du référendum du 28 septembre 1958 et l'emporte très largement.

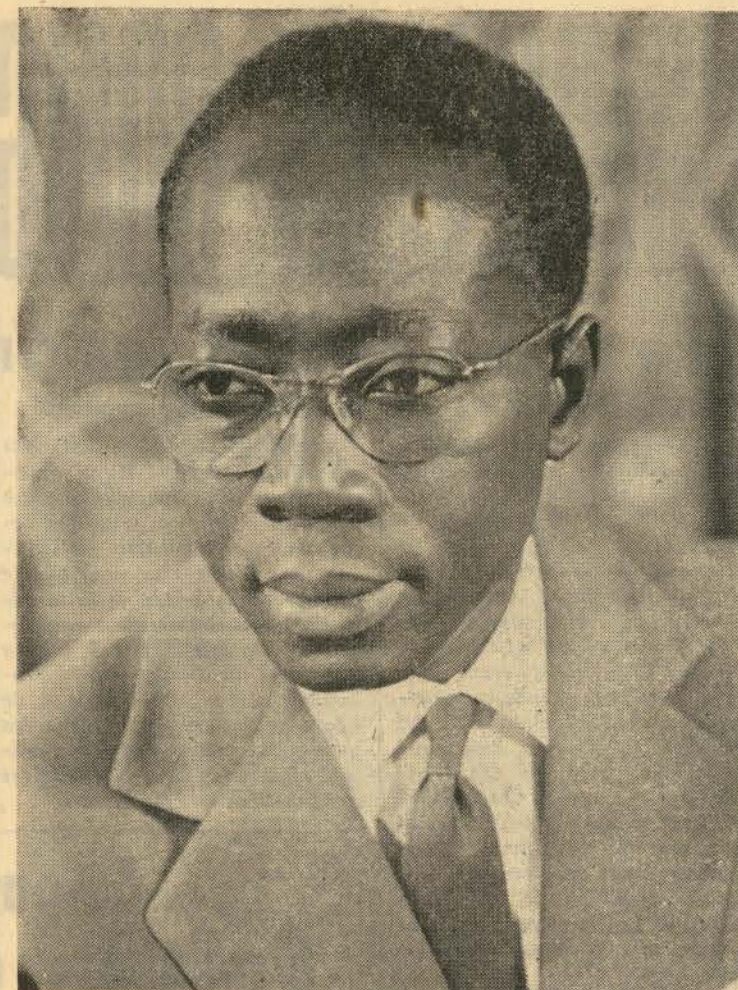
Dès le 20 octobre, le Sénégal, installe quatre comités, pour l'étude «des problèmes constitutionnels, de problèmes sociaux, des problèmes économiques» et «de la réforme administrative», l'action de ces comités sera ultérieurement poursuivie par une étude exhaustive des possibilités du pays, confiées aux Cinam et à la Seresa. De l'énorme documentation alors réunie, sortent au début de 1961 les plans de développement du Sénégal, plans établis en fonction de réalités bien connues et d'arbitrages conscients. Il n'aura pas fallu attendre aussi longtemps pour voir promulguer la nouvelle constitution et installer la nouvelle structure administrative (mai 1960).

La Fédération du Mali

Cependant, le Sénégal entend œuvrer pour l'unité. De la conférence de Bamako en décembre 1958, sort une fédération de 4 Etats, bientôt réduite à deux : la fédération du Mali et proclamée le 17 janvier 1959 à Dakar. Après avoir appelé Léopold Senghor à la présidence, l'Assemblée fédérale, réunie en avril 1959, investit le gouvernement Modibo Keita dans lequel Mamadou Dia est vice-président.

A la fin de l'année, le VI^e Conseil exécutif de la communauté se tient à Saint-Louis.

Il marque le point de départ des négociations pour le transfert des compétences encore détenues par la communauté. L'accord signé à Paris le 4 avril 1960 remet celle-ci au Gouvernement du Sénégal. C'est alors que se révèlent



Le président de la République du Sénégal, S.E. Léopold Sedar Senghor

aux conférences de Brazzaville et de Dakar, de Monrovia et de Lagos, surtout, l'effort quotidien du gouvernement tend à installer patiemment les organismes publics ou coopératifs qui doivent mettre l'économie au service de la société.

Le 4 avril 1961, jour anniversaire du transfert des compétences à la République sénégalaise,

le Sénégal a fêté solennellement son indépendance et mis en œuvre un plan quadriennal de développement, première étape d'un plan à long terme de 25 ans.

Aujourd'hui, le peuple sénégalais tout entier attelé à l'œuvre de construction nationale et de réalisation du plan de développement marque chaque jour davantage l'entrée du Sénégal dans la voie africaine du socialisme.

Sénégal en marche

Par S.E. Alioune Sene, ambassadeur

Le 4 avril 1960, le Sénégal accédait à l'indépendance. Cette date marque un événement. Elle est le terme d'une longue lutte sur le chemin de la révolution d'une nation en devenir. Aussi, samedi dernier, nous avons fêté l'événement.

l'absence organisée contre la puissance coloniale pour cinquante ans. Entre-temps les 4 communes : Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque ont déjà trouvé des institutions représentatives qui tendent à limiter la toute-puissance des gouverneurs.

L'entre-deux-guerres est une période sans histoire. Les événements principaux sont la croissance rapide de Dakar, siège du

connaît un bref chapitre sanglant : l'engagement de Dakar où un corps expéditionnaire gaulliste, appuyé par une escadre britannique se retire après deux jours d'un échange de coups de feu, qui coule ou endommage plusieurs navires. En 1942, le Département allié en Afrique du Nord, rallié du même coup le Sénégal à la cause de la France libre.

Des hommes de lettres influents

Dès 1945, le Sénégal, par ses représentants, joue un rôle important dans la reconstruction des institutions républicaines : l'actuel président Senghor est étroitement associé à la rédaction de la nouvelle constitution, la loi Lamine Guèye supprime l'indigénat. Mais les premières réformes s'essouffent rapidement devant l'impossibilité de reviser l'Union française qui contient toujours le principe rigide de la République une et indivisible. Les efforts politiques doublés d'une renaissance culturelle où se distinguent une fois de plus les noms de deux Sénégalais : Léopold Sédar Senghor et Alioune Diop, animateur de « Présence Africaine », amènent l'année décisive de 1956 : le Parlement français vote la loi-cadre sur la réorganisation des territoires d'Outre-Mer. Si le Sénégal a applaudi à l'émancipation, il a cependant dès le début critiqué la « balkanisation » qui doit suivre la loi Defferre. C'est la raison du refus de Senghor d'approuver cette loi.

Malgré ses imperfections, elle a donné le signal de l'accélération du processus de décolonisation. Au mois de mars 1957, des élections se déroulent dans toute

l'Union Française. Au Sénégal une majorité de 47 membres du « Bloc progressiste sénégalais » (BPS) est portée au pouvoir, tandis que le « Parti sénégalais d'action sociale » (PSAS) forme une minorité de 13 membres. Mamadou Dia devient, à côté du gouverneur qui reste chef du gouvernement en titre, vice-président du Conseil de gouvernement. Mais les événements d'Algérie et la chute de la IVe République ont leurs répercussions au Sénégal. Le 25 juillet 1958, le congrès du parti du Regroupement africain (PRA) auquel a adhéré le bloc progressiste sénégalais se réunit à Cotonou. Il

Il marque le point de départ des négociations pour le transfert des compétences encore détenues par la communauté. L'accord signé à Paris le 4 avril 1960 remet celle-ci au Gouvernement du Sénégal. C'est alors que se révèlent les divergences sur la conception de la fédération les deux Etats qui la composent, au moment où se pose le problème « des réformes politiques au niveau du Mali, consécutives à l'indépendance ». On sait qu'elles devaient aboutir à une tentative manquée de coup d'Etat, dans la nuit du 19 au 20 août 1960 et à la proclamation de l'indépendance de la République du Mali. La fédération du Mali a donc vécu du 17 janvier 1959 au 19 août 1960.

Le Sénégal a révisé sa constitution, pour assumer les responsabilités nées du transfert des compétences communes par la France.

Il a complété ses institutions, en particulier par l'installation d'une Cour suprême. Il a élaboré une politique extérieure originale, comme le montre son active participation aux séances de l'ONU,

Fête nationale sénégalaise



Le samedi 4 avril dernier l'Ambassade du Sénégal a organisé une réception à l'occasion de la Fête nationale sénégalaise. Ci-dessus le président du Conseil congolais, M. Cyrille Adoula accueilli à son arrivée par S.E. Alioune Sene et sa gracieuse épouse.

Par S.E. Alioune Sene, ambassadeur

Le 4 avril 1960, le Sénégal accédait à l'indépendance. Cette date marque un événement. Elle est le terme d'une longue lutte sur le chemin de la révolution d'une nation en devenir. Aussi, samedi dernier, nous avons fêté l'événement.

Pays de l'accord conciliant

Le peuple sénégalais est profondément religieux. Il y a 80% de musulmans, 15% de catholiques et 5% d'animistes et sa constitution est laïque. Mais là-bas plus qu'ailleurs, la chrétienté et l'islam cohabitent fraternellement et assument notre révolution en donnant à notre socialisme une dimension plus humaine.

Le peuple sénégalais est un peuple pacifique mais les hauts faits de ses soldats à travers le monde, servent d'exemple de courage de l'homme noir.

Le peuple sénégalais a une grande ouverture sur le monde. C'est ainsi que depuis près d'un demi siècle, des Sénégalais sont venus s'installer au Congo et ont jeté ainsi les bases solides d'une amitié entre les deux pays.

Le peuple sénégalais a une vue prospective de la civilisation de l'avenir. Une civilisation qui est plus qu'harmonie et complémentarité, mais plutôt symbiose de toutes les valeurs de tous les pays, races et continents : de toutes les civilisations particulières.

Pays du dialogue

Notre tradition de culture, notre humanisme, nous a enseignés que notre peuple pour devenir nation, devait choisir la voie pacifique : celle de la négociation, du dialogue avec la France. Le dialogue, la palabre, est une méthode efficace de la politique africaine pour résoudre les problèmes. Aussi, avons-nous choisi cette démarche à laquelle la France a répondu avec une égale compréhension ; ce qui nous a permis de renforcer notre amitié avec elle dans l'étape que nous avons à franchir le 4 avril 1960.

Le sens du choix

Bien sûr, l'indépendance n'est pas pour nous une fin en soi. Elle est une conquête de tous les jours. Elle est un moyen d'améliorer notre condition pour le plus être indispensable de notre peuple. C'est pourquoi nous voulons continuer à poursuivre la décolonisation en éliminant chez nous toutes les séquelles du colonialisme et en aidant au dehors les peuples dépendants à accéder à l'indépendance nationale. Lutter pour la décolonisation c'est aussi empêcher un certain néo-colonialisme de s'instaurer à la place du premier en se donnant le visage de la libération.

La décolonisation exige de chacun de nous travail, austérité, lucidité et foi. C'est ainsi que nous avons, au prix d'un grand effort, pas à pas, année après année, élaboré notre méthode de planification démocratique s'inspirant de la voie africaine du socialisme.

Il s'agit d'un socialisme humaniste s'inspirant de nos valeurs communautaires et rejetant la stérilisante théologie de l'athéisme.

Certes, nous accueillons aussi les apports européens et arabo-berbères, mais nous les greffons sur notre négritude qui est humanisme socialiste.

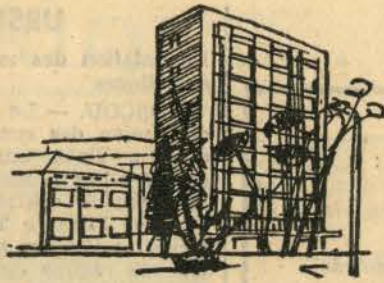
Nous savons que notre destin ne peut se séparer de celui de l'Afrique, pas plus que celui de l'Afrique ne peut se séparer de celui des autres continents.

C'est pourquoi le Sénégal, dès après son indépendance, a opté pour le dialogue libre, pour la coopération ouverte avec tous les peuples, avec toutes les nations d'Afrique et du monde.

Alioune SENE.

Page
spéciale

LEO LA CAPITALE



Le Congo a célébré la journée mondiale de la santé

Le 7 avril, journée mondiale de la santé, une journée célébrée dans le monde avec grande pompe non parce qu'elle est comme les autres, mais justement par son caractère, elle est un moteur, de qui dépend la vie de toute la population sur la terre.

En célébrant cette journée, on ne pense pas seulement aux malades, mais aussi et surtout aux réalisations, aux découvertes de dernières heures, à l'effort inlassable des chercheurs qui, par leur action ne cessent jour après jour de nous rendre de grands services.

Ceci dit, en passant, notre attention est portée vers les grandes figures de notre époque, il s'agit bien de l'Allemand Robert Koch pour son invention le (bacille de Koch) et de deux Français: MM. Albert Calmette et Camille Guérin pour avoir donné au monde « d'après guerre » l'une des grandes armes contre la tuberculose. Cette arme qu'est le BCG (bacille Calmette Guérin) ne cesse de faire parler d'elle depuis la deuxième guerre mondiale.

Cette journée qui est aussi une journée scientifique en quelque sorte a été dans notre pays comme dans les autres, une journée d'agitation et d'espoir.

A cette occasion, S.E. Alexandre Mahamba, ministre de la Santé a tenu dans son cabinet une conférence de presse à laquelle assistaient plusieurs journalistes de la presse locale et étrangère, des docteurs congolais dont MM. Bofunda, Lufuma, Falaki, Luyindula, Tshibuabua et Mandiangu, ainsi que quelques fonctionnaires du département.

Après avoir remercié les journalistes d'avoir répondu nombreux à cette invitation M. Ma-

nombre de ces médecins abdi quant dans une certaine mesure à leur sacerdoce, quittent la plupart, le territoire de la République. Si bien qu'en quelques jours, le Congo ne comptait plus qu'environ 100 médecins pour 14 millions de Congolais.

Devant une telle situation, et pour éviter à la population congolaise une mort certaine, le gouvernement par le truchement du secrétaire général des Nations Unies, fit appel à la Croix-Rouge internationale et à l'Organisation mondiale de la santé.

En dépit des efforts déployés par mon Département des années écoulées, les problèmes que suscite la santé publique pour l'avenir de ce pays restent très nombreux.

Continuant son exposé, l'orateur dit que la formation des cadres et très importante, elle constitue un des problèmes les plus importants qui méritent une solution urgente pour la mise en place des cadres techniques efficaces et permanents.

Précisant les grandes lignes de la politique du gouvernement, M. Mahamba ajoute que notre pays accepte tout le monde, qu'il vienne chez-nous travailler mais à condition qu'il ne mette pas la main dans nos affaires.

A la question de Mlle Rachel Zackai, correspondante de World-Union Press de savoir les difficultés de la santé au Congo, l'orateur répond qu'elle: naissent de plusieurs facteurs sociaux: le manque du matériel, le côté personnel et le côté gouvernemental.

Nous avons créé 23 provinces alors que nous n'avions pas du matériel, pas un personnel qualifié.

enfin ces politiciens qui s'occupent de tout, sauf de bien faire, voilà comment nous-mêmes avons participé à démolir le pays.

Plusieurs questions lui sont posées également auxquelles, il a répondu sans réserves.

Pour finir S.E. prie les membres de la presse de transmettre au secrétaire général U Thant ses sincères remerciements au nom du gouvernement et lui promet un sincère attachement.

F.B. MUKIADI

ACTUALITÉS SOCIALES

L'UCTC et des difficultés d'ordre social

Le secrétariat national de l'UCTC « Union congolaise des travailleurs des confections » informe le public que répondant aux invitations de plusieurs industries des confections installées dans la capitale, M. Mbenghani-Kal Simon, président général de l'UCTC entreprend actuellement une série de visites de courtoisie dans les dites industries des confections. C'est ainsi qu'en date du 2 avril 1964 accompagné de M. Matondo Daniel-Daudet vice-président f.f. de l'UCTC, il a rendu visite à MM. Manuel Vidal et M.B. Santos père et fils respectivement directeurs propriétaires des ateliers des confections « Au Beau Choix » et « AGUIA ».

Au cours de leurs entretiens, les deux parties se sont échangées des idées sur la situation actuelle des ateliers des confections face à l'économie nationale du pays, la résorption du chômage, la relance du métier de la coutu-

re et la défense des intérêts des travailleurs et patrons.

M. Mbenghani-Kal a expliqué aux directeurs les mobiles qui ont poussé les tailleurs et couturiers de se constituer en une centrale syndicale homogène pour la relance du métier, la défense des intérêts des travailleurs et la lutte contre les injustices sociales que les confections sont l'objet vis-à-vis du pouvoir public pour l'obtention des quotas d'importation des objets de première nécessité pour la confection en vue de leur permettre d'équilibrer la stabilité de la main d'œuvre.

Les délégations de deux confections s'étonnent de constater qu'ils ont des multiples difficultés de se procurer des tissus et autres objets de fabrication locale, alors que des firmes ou confectionneurs les achètent sans une moindre difficulté.

Enfin ils ont demandé au président général de l'UCTC de lutter inlassablement auprès des autorités compétentes contre cette injustice flagrante.

Informations en trois lignes

Augmentation des tarifs postaux

Le service des télécommunications s'est vu dans l'obligation de procéder à la majoration des tarifs télégraphique, téléphoniques et du service télex, internes et internationaux.

Cette mesure entre en application à la date du 1er avril 1964.

Elle est motivée par la dévaluation de la monnaie congolaise d'une part et par l'augmentation des frais d'exploitation d'autre part. C'est la première fois que ces tarifs sont augmentés depuis 1959.

A l'UGEK

La section de l'Union générale d'entente kasaienne de la commune de Léopoldville vient de constituer son comité provisoire. Celui-ci se compose comme suit:

Président: Kelkolongo; 1er vice-président: Charles Atapol; 2me vice-président: Jean Mwe-

toutes les sections, membres et sympathisants que cette convocation est reportée à une date ultérieure, l'Abako ne s'étant pas prononcée officiellement et la majorité de section non plus, en conséquence, le bureau directeur attend les avis et considérations des organes précités, avant de prendre toute décision.

Aux candidats élèves tailleurs

La direction de l'école syndicale de couture de l'UCTC invite tous les candidats élèves tailleurs déjà inscrits de se présenter immédiatement à la direction générale de l'école en vue de remplir les formalités.

Par ailleurs la direction invite toutes personnes désireuses d'apprendre le métier de couture de venir se faire inscrire au siège de l'organisation sis, av. Niangara n° 88 dans la commune de Ngiri-Ngiri.

Avis à Messieurs les employeurs

la rémunération prise en considération. La cotisation maximum à prélever lors du paiement des salaires ne peut donc excéder 375 francs par mois pour une rémunération mensuelle égale ou supérieure à 12.500 francs.

L'Institut national de sécurité sociale enverra prochainement à tous les employeurs une note rectifiant les instructions antérieures et comportant notamment le nouveau barème des cotisations personnelles.

Les employeurs de personnel domestique pourront ultérieurement se procurer dans les bureaux de poste les nouvelles instructions concernant le versement des cotisations dues à la Sécurité sociale.

Les RR. PP. dominicains prévoient la fondation d'un nouveau couvent à Léopoldville

A côté du Carmel, fondé en 1962, du couvent des RR.PP.

étrangers, des docteurs congolais dont MM. Bofunda, Lufuma, Falaki, Luyindula, Tshibuabua et Mandiangu, ainsi que quelques fonctionnaires du département.

Après avoir remercié les journalistes d'avoir répondu nombreux à cette invitation, M. Mahamba déclare : « L'amélioration de la santé publique en effet doit être le souci majeur de tout gouvernement. Tant il est vrai que la santé n'est pas uniquement l'absence de maladie mais un état de complet bien être physique, mental et social. Elle constitue donc pour les individus le fondement sur lequel repose leur bonheur et pour la nation la condition essentielle d'un développement social harmonieux, base incontestable de la prospérité économique.

En effet poursuit le ministre les diverses endémies qui sévissaient dans ce pays ont amené l'administration coloniale à doter le Congo d'une infracture médicale que l'on ne peut sous-estimer... !!

Voulant mettre l'accent sur les événements d'après l'indépendance, l'orateur déclare :

« Lorsque le 5 juillet 1960 les troubles éclatent, le plus grand

plusieurs médecins sociaux : le manque du matériel, le côté personnel et le côté gouvernemental.

Nous avons créé 23 provinces alors que nous n'avions pas du matériel, pas un personnel qualifié.

Nous n'avons pas pu créer une discipline dans le travail à cause de la précipitation des affaires. — Nous avons remplacé précipitamment les coloniaux par des gens sans aucune expérience et

Propreté des parcelles

Le bourgmestre de la commune de Kintambo informe ses administrés qu'il a été constaté que plusieurs parcelles dont les propriétaires habitent d'autres communes sont quasi abandonnées à elles-mêmes et que plus personne ne veille à leur propreté.

Pour cette raison, un contrôle sérieux sera fait par les agents communaux sur toute l'étendue de la commune.

Si, dans un délai de 15 jours, aucune disposition n'est prise par les intéressés pour leur aménagement, des amendes prévues à cette fin seront rigoureusement appliquées.

munie de Léopoldville vient de constituer son comité provisoire. Celui-ci se compose comme suit :

Président : Keikolongo; 1er vice-président : Charles Atapol; 2me vice-président : Jean Mwe-mbo; 1er secrétaire : Jean Mjumba; 2me secrétaire : Jean Mukuba; 1er trésorier : Vincent Mukuba; 2me trésorier : Justin Kani-nda.

Destitution du sous-complice J. Kele

Le premier bourgmestre de la ville de Léopoldville porte à la connaissance du public que le sous-commissaire de police Kele Jacques ne fait plus partie de la police urbaine de Léopoldville à partir de ce jour.

Le congrès de la Jabako reporté

Conformément à la décision de l'Assemblée générale du mouvement en date du 23 février 1964, recommandant la convocation du Congrès de la Jabako en session ordinaire à Matadi, le 5 avril 1964, le bureau directeur informe

Avis à Messieurs les employeurs

Il est rappelé à Messieurs les employeurs que depuis le 1er avril 1964, les cotisations dues à la Sécurité sociale doivent être calculées sur l'ensemble des rémunérations qui ne dépassent pas 12.500 francs par mois et par travailleur.

Les cotisations globales restent fixées à 7,5% des rémunérations prises en considération (inférieures au plafond mensuel de 12.500 francs).

Les cotisations personnelles restent également fixées à 3% de

Les RR.PP. dominicains prévoient la fondation d'un nouveau couvent à Léopoldville

A côté du Carmel, fondé en 1962, du couvent des RR.PP. Passionistes qui est en préparation, de l'érection d'une nouvelle abbaye de Prémontrés, fondation émanant de l'abbaye de Postel, on s'attend à la construction prochaine d'un couvent des RR.PP. Dominicains à Léopoldville.

Les RR.PP. Dominicains ont créé une nouvelle communauté à Limete, 1me rue; elle groupe la plupart des pères de St-Dominique. Cette maison, dont le supérieur est le P. Lenz, est l'embryon du nouveau couvent que les pères ont l'intention de construire à Limete dans un proche avenir.

Le patronat du Katanga prêt à collaborer avec le Gouvernement central

(Suite de la page 3)

des cadres, le gouvernement est amené, par la force des choses, à rechercher une collaboration active avec les détenteurs des intérêts économiques se trouvant dans ce pays, ces intérêts économiques qui ont permis de retirer de l'économie de subsistance, dès les premières heures de la colonisation, une partie de la population pour l'intégrer dans le circuit de l'économie de marché ce qui lui a permis d'acquiescer un mieux-être auquel elle reste profondément attachée. — Pour améliorer ce mieux-être, pour arracher les masses rurales formant la majorité de la population, à leur sommeil séculaire — car les obligations des gouvernants ne peuvent pas se limiter à décréter périodiquement des augmentations de salaires au profit des seules masses laborieuses des centres urbains — ce qui contribue à élargir le fossé les séparant des masses rurales mais ces obligations s'étendent à l'ensemble de la population — la collaboration avec les investisseurs est indispensable. C'est pourquoi, le gouvernement a décidé de jeter les bases de cette collaboration qui permettra aux quatre groupes formant l'élément moteur du développement de tout pays jeune à savoir : les investisseurs, les travailleurs, les masses rurales et les pouvoirs publics,

de travailler la main dans la main dans l'intérêt de tous.

Après un échange de vues sur les différents problèmes d'ordre social qui se posent, en ce moment, dans le pays, le ministre Nguvulu s'est rendu au « Club de la Presse » où il a donné une conférence de presse pour livrer les impressions qu'il a recueillies au cours de sa visite au Katanga.

Au cours de cette conférence de presse, M. Nguvulu a, entre autre, soutenu la thèse selon laquelle pour créer une conscience nationale donc politique du côté des masses tant urbaines que rurales dans un pays jeune comme le Congo, la démocratie économique et sociale doit précéder la démocratie politique.

Interrogé par un journaliste qui désirait obtenir des précisions à ce sujet, le ministre Nguvulu a répondu que la collaboration entre les investisseurs, les travailleurs, les masses rurales et les pouvoirs publics permettra, entre autre, de fixer de commun accord, dans un plan, des objectifs à réaliser ensemble dans l'intérêt de tout le monde. Associées à l'élaboration de ce plan et dans la réalisation de ses objectifs, les masses comprendront, en ce moment, la nécessité d'apporter contribution à l'œuvre de redressement et de l'édification nationale et accepteraient, sans difficulté aucune, d'accomplir leurs devoirs civiques.



LEOPOLDVILLE. — Un accident s'est produit dans la nuit de vendredi dernier sur l'avenue « Chaussée de Kimwenza », à Yolo, entre une voiture « Opel », plaque minéralogique N° 1628 et une jeep officielle immatriculée A.77369. Pas de victimes à déplorer, dégâts matériels importants.

CINEMAS

CINÉ	Mercredi 8 avril 1964
Palace	Démon au visage d'ange
en soirée	avec José Ferrer et June Allyson
à 20 h. 30	Parlé français — Enfants non admis
CINÉ	Mercredi 8 avril 1964
Albertum	Jean Gabin, dans
en soirée	Le cave se rebiffe
à 20 h. 30	Du suspense et des éclats de rires Enfants non admis
CINÉ	Mercredi 8 avril 1964
RAC	Tous peuvent me tuer
en soirée	avec François Perier, Anouk Aimée, Peter Van Eyck
à 20 h. 30	Une intrigue passionnante. L'angoisse devant la mort. Des scènes dramatiques derrière les barreaux d'une prison. Cinémascopie Film français — Enfants non admis
CINÉ	Mercredi 8 avril 1964
Petit-Pont	Si j'épousais ma femme
en soirée	avec Bob Hope et Eva Marie-Saint
à 20 h. 30	Parlé anglais, sous-titres français Enfants non admis
CINÉ	Mercredi 8 avril 1964
Cambrinus	La maison des otages
en soirée	avec Humphrey Bogart et Frédéric March
à 20 h. 30	Parlé français — Enfants non admis

CINÉ	Mercredi 8 avril 1964
Frami	Gene Kelly et Barbara Laage, dans :
en soirée	La route joyeuse
à 20 h. 30	Prenez, vous aussi, la route de la rigolade... Parlé français — Enfants non admis

Arrivée du président togolais en Israël

TEL-AVIV. — M. Nicolas Grunitzky, président de la République du Togo, accompagné de sa fille Nicole et des ministres des Affaires étrangères, de la Fonction publique, de l'Economie rurale et de l'Information, est arrivé dimanche après-midi à l'aérodrome de Lud où il a été accueilli par le président de l'Etat d'Israël, M. Zalman Chazar, tous les membres du gouvernement et les représentants du corps diplomatique.

Au cours des allocutions qu'ils ont prononcées à l'aérodrome les deux chefs d'Etat ont exprimé la conviction que la visite du président Grunitzky renforcera encore

l'amitié entre les deux pays. M. Grunitzky a exprimé en particulier sa reconnaissance pour l'aide des experts israéliens. M. Grunitzky a exprimé en particulier partis pour Jérusalem où ils ont été accueillis par le maire de la ville, M. Icch Chalom.

Puis ils se sont rendus sous les applaudissements de la foule à travers les rues décorées de drapeaux togolais à l'hôtel du roi David. Lundi le président de la République togolaise a eu des entretiens avec le président du conseil israélien, M. Levi Eshkol et le ministre des Affaires étrangères, Mme Golda Meir.

URSS

Protestation des syndicats soviétiques

MOSCOU. — Le comité central de l'Union des syndicats soviétiques a élevé une protestation contre « Les crimes commis par les autorités d'Afrique du Sud », annonce l'agence Tass. Les syndicats soviétiques protestent contre « le régime de répression et d'illégalité et de racisme déchaîné » de l'Afrique du Sud qui « bafoue les droits élémentaires des individus dans la vie politique et sociale ».

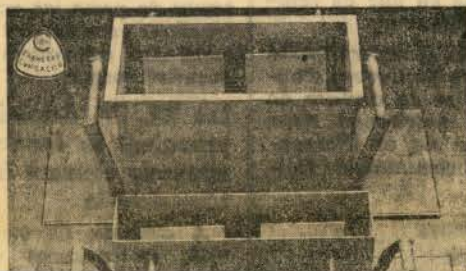
Congo-Brazzaville

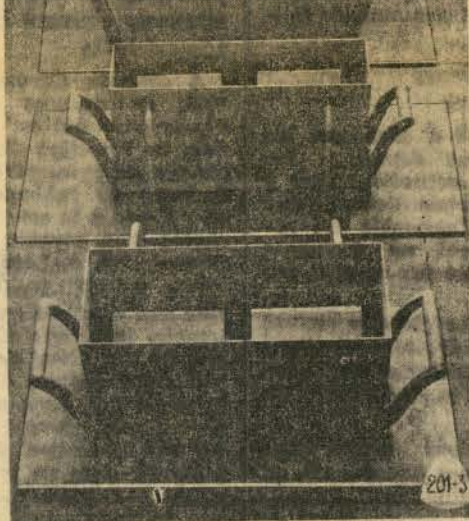
Réunion de la commission de recherches

BRAZZAVILLE. — La commission des recherches sur le sous-sol et les eaux du Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique du Congo-Brazzaville siège actuellement sous la présidence de M. Pascal Lissouba, premier ministre congolais. A l'ordre du jour de la réunion figurent notamment l'exposé des buts de la décennie hydrologique, la situation des études hydrologiques au Congo et la création d'un comité national d'hydrologie chargé de coordonner les activités en rapport avec la décennie.

Cours de la Bourse de Bruxelles

B.C.		
Pour la journée du 6 avril 1964		
Marché au comptant		
1.— p. soc. Agrifor,	340.—	
1.— A) act., Banque Belgo-Congolaise,	3280.—	
2.— act. Banque du Congo,	266.—	
3.— act., Banque de la Société Générale de Belgique	4155.—	
4.— p. soc., Bralima,	496.—	
5.— act., Busira Lomami,	302.—	
6.— act., Cegeac,	257.—	
7.— act., Ciments du Congo	356.—	
8.— act., Ciments du Katanga	201.—	
9.— p. soc. Coloniale d'Electricité	166.—	
16.— p. soc., Interfina	674.—	
17.— p. soc., Petrocongo	311.—	
18.— act., Robeco	3190.—	
19.— act., Sofibra (anc. Brasseries du Katanga),	453.—	
20.— act., Sogefor,	648.—	
21.— Sogelec,	187.—	
22.— p. soc. Sucrière Congolaise	205.—	
23.— cap., Texaf	1160.—	
24.— cap., Traction & Electricité,	4250.—	
25.— p. soc., Unibra	434.—	
26.— p. soc., Valeurop	974.—	
27.— p. soc., Sibeka (Ventes publiques supplémentaires : lundis, mercredis, vendredis),	2535.—	
28.— p. soc., Sucraf Sie B. (Ventes publ. suppl. : lundis, mercredis, vendredis),	81.—	
29.— priv., Sogemines		
Marché à terme (clôture)		
32.— p. soc., A.C.E.C.	1172.—	
33.— act., Charb. André Dumont	718.—	
34.— p. soc., Arbed	29450.—	
35.— ord. Brazilian Traction,	137.—	
36.— act. priv. part., Canadian Petrofina	564.—	
37.— p. soc. C.B.R. (Cimenteries et Briqueteries Réunies),	3225.—	
38.— p. soc., Cockerill - Ougrée	2296.—	
39.— atc., Deferred de Beers	2018.—	
40.— cap., Electrobél	5570.—	
41.— p. soc., Energie Bassin de l'Escaut,	2448.—	
42.— act. F.N. d'Armes de Guerre	5330.—	
43.— Cap., Geomines	288.—	
44.— cap., Gevaert	2725.—	





MOULES EN ACIER POUR FABRICATION DES
BRIQUES EN CIMENT

CHAMETAL & CONGACIER

UN DEPARTEMENT CHANIMETAL

17me rue — LIMETE — B.P. 707

Tél. 7214 - 7215 - 7247

Emission abonnements scolaires

La direction de la Société des transports en commun de Léopoldville T.C.L. attire l'attention du public sur les dispositions qu'elle a prises pour la vente des abonnements scolaires du troisième trimestre 1963-1964.

a) Les élèves ayant introduit une demande d'abonnement auprès de la direction de leur école achèteront leur abonnement à l'école. La date leur sera communiquée par la direction de leur école.

b) Ceux n'ayant pas introduit une demande d'abonnement auprès de la direction de leur école peuvent se présenter aux guichets du bureau des abonnements, avenue de Kabinda, à partir du **20 avril 1964**.

Les guichets seront ouverts du lundi au vendredi :

De 8 heures à 14 heures

Le samedi de 8 heures à 12 heures

LA DIRECTION

(0250)

8.— act., Ciments du Katanga	201.—
9.— p. soc. Coloniale d'Electricité	166.—
10.— act., Cominière	666.—
11.— Commerce du Congo	804.—
12.— p. soc. Cotonnière Congolaise	510.—
13.— p. soc., Frigo Congo	219.—
14.— act., I.B.M. (International Business Machines)	29200.—
15.— p. soc. Grands Magasins à l'Innovation	6160.—

28.— p. soc., Sogemines B. (Ventes publ. suppl. : lundis, mercredis, vendredis).	81.—
29.— priv., Sogemines (tit. 1-5-10 (ventes publ. suppl. journalières),	706.—
30.— act., Continental American Fund « Amerfund » (titr. 25-10-5) ventes publ. suppl. journalières),	—
31.— ord., Canafund Cy Ltd (cours en \$ Can. les mardis et jeudis).	—

42.— act. F.N. d'Armes de Guerre	2448.—
43.— Cap., Geomines	5330.—
44.— cap., Gevaert	288.—
45.— act., Impérial Oil Ltd	2725.—
46.— p. soc. Intercommunale Belge d'Electricité	2192.—
47.— act., International Nickel	1858.—
48.— p. soc., Katanga (Cie du)	3850.—
49.— act., K.D.L. série A.	710.—
50.— act., K.D.L. série B.	88.—
51.— act., Petrofina.	86.—
52.— act., Providence (Forges de la)	1964.—
53.— act. Rhodésian Selection Trust	4680.—
54.— part de réserve, Royal Dutch de 20 florins,	84.—
55.— part de réserve, Société Générale,	2140.—
56.— act., Sofira,	15425.—
57.— ord., Tanganyika,	8580.—
58.— cap., Union Chimique	106.—
59.— 1/10 p. soc., Union Minière.	2955.—
60.— p. soc., Vieille Montagne,	834.—
	6450.—

Cherchons dame

Pour trav. de
bureau mi-temps
Tél. 7223 le matin.
(0249)

UNILEVER

Congo Limited cherche pour engagement à la date du 15 mai, une dame secrétaire sténo-dactylo connaissant l'anglais. —
Téléphoner au 2381.
(0252)

Avis de Surenchère

Au cours de séance d'adjudication du 21 mars 1964, la parcelle de terre avec les constructions y érigées située à l'avenue Vice-Gouverneur-Général-Engels à Léopoldville-Ouest, inscrite au plan cadastral n° 2851, enregistrée au volume A. 114 folio 166 à été adjugée pour la somme de 1.5000.000 francs.

Suite à surenchère et conformément à l'article 9 de l'ordonnance du 12 novembre 1886 approuvée par décret du 3 mai 1887 tel que modifié à ce jour, la séance d'adjudication définitive aura lieu à la Conservation des Titres Fonciers — Avenue Valcke n° 4 à Léopoldville-Kalina le vendredi 10 avril 1964 à 10 heures.

(0251)

A vendre

Cause départ voiture
Karmann parfait état
s'adr. Hôtel Memling
appert. n° 519 (0252)

Dame seule

cherche appartement
en ville même quelques mois offre B.P.
2018 Léo (0253)

AFRIQUE... MONDE... AFRIQUE... MONDE...

UN JOUR DU MONDE

Allemagne

Trois policiers militaires britanniques arrêtés par la police populaire

BERLIN. — Trois soldats de la police militaire britannique ont été arrêtés dimanche après-midi par une patrouille de la police populaire de Berlin-Est. Les « MP » britanniques se trouvaient en mission sur le territoire de Berlin-Ouest, dans l'une des « enclaves » de ce territoire à Erlenbrunn. Les policiers populaires de Berlin-Est avaient stoppé la patrouille britannique en tirant contre elle des coups de feu de semonce.

Libye

Ouverture le 20 avril des pourparlers anglo-libyens

TRIPOLI. — Les pourparlers anglo-libyens sur le traité de défense qui lie les deux pays, s'ouvriront à Baida, le 20 avril, a annoncé dimanche le porte-parole du Ministère libyen des affaires étrangères. Le porte-parole a ajouté que le Gouvernement libyen avait également proposé au Gouvernement des Etats-Unis que les pourparlers sur l'accord

« Oeil pour oeil, dent pour dent »

IBADAN. — Le fonctionnaire principal du Gouvernement de la Nigeria, s'est prononcé vigoureusement, dans un de ses derniers discours, pour l'abo-

américano-libyen s'ouvrent à la même date et au même endroit. Mais, a-t-il dit, la réponse n'est pas encore parvenue de Washington.

Sénégal

Départ du président Senghor pour la Nigeria

DAKAR. — Le chef de l'Etat sénégalais, M. Léopold Senghor, qui se rend en visite officielle en Nigeria à l'invitation du président de la fédération, le docteur Azikiwe, a quitté Dakar mardi matin par avion de commandement pour Lagos. M. Senghor est accompagné de quelques personnalités, parmi lesquelles M. Amadou Karim Gueye, ministre de l'économie rurale, et le directeur de l'Office de commercialisation agricole.

Don du roi Hassan II pour l'institut islamique

DAKAR. — Au moment de quitter le Sénégal après la visite qu'il vient d'y effectuer, le roi Hassan II a remis au chef de l'Etat sénégalais, M. Léopold Senghor, un chèque de dix millions de francs CFA destiné à l'institut islamique de Dakar, apprend-on mardi de source sûre.

L'institut islamique actuellement en cours de construction fera partie de l'ensemble culturel et commercial qui doit être réalisé autour de la grande mosquée.

La rencontre Makarios Kutchuk conditionnée

NICOSIE. — Le vice-président de la République cyprite le Dr Fazil Kutchuk a annoncé lundi qu'il accepterait de rencontrer Mgr Makarios — qu'il n'a pas vu depuis trois mois — si ce dernier consentait à désarmer les mille quatre cent quarante « irréguliers » placés sous son commandement.

Il s'agit là d'une des cinq conditions posées par le Dr Kutchuk à une éventuelle rencontre avec l'Ethnarque.

Le vice-président cyprite qui répondait à une déclaration de Mgr Makarios, dans laquelle l'Ethnarque considérait comme « utile » cette rencontre, a cependant fait remarquer qu'il ne s'entre-tiendrait pas avec Mgr Makarios tant que celui-ci n'accepterait pas :

— De faire arrêter et juger les chefs de force de sécurité qui ont commis des « atrocités » contre les Cypriotes turcs ;

— De faire cesser toutes les actions « anti-constitutionnelles » qui sont commises depuis le début de la crise ;

— De donner une garantie irrévocable de respect de la Constitution ;

— Et enfin, d'indemniser tous les Cypriotes turcs qui ont perdu leurs biens ou des membres de leurs familles.

Selon les observateurs, Mgr Makarios considérerait ces conditions comme étant tout à fait inacceptables et irréalisables.

Suspension de la convention turco-grecque sur les visas

ANKARA. — La convention turco-grecque de 1955 sur les visas a été temporairement suspendue, a annoncé, lundi matin, le président du conseil, M. Ismet Inonu, sans donner d'autre précision.

Aux termes de cette convention, les ressortissants des deux pays étaient dispensés de visas d'entrée lorsque la durée de leur séjour ne dépassait pas trois mois.

Cambodge

M. Mao Tse-Toung : S'il y a la guerre au Cambodge, la Chine interviendra

PNOM PENH. — « S'il y a la guerre au Cambodge, la Chine interviendra », a déclaré le 31 mars dernier, selon des sources officielles, le président Mao Tse-

Toung, au cours d'une audience accordée à Tcheou au général Lon Bol et à la mission militaire cambodgienne visitant la Chine populaire.

« J'approuve et je soutiens entièrement la politique menée par le chef d'Etat et le Gouvernement Khmer, a-t-il ajouté.

Répondant aux assurances données par M. Mao Tse-Toung, la mission cambodgienne a indiqué de son côté, rapporte-t-on toujours de sources officielles, que le Cambodge « serait sans hésiter auprès de la Chine en cas de guerre contre ce pays ».

Etats-Unis

La dépouille du général Mac Arthur repose dans une chapelle ardente

NEW-YORK. — La dépouille du général Mac Arthur repose depuis lundi matin à New-York dans une chapelle ardente de la caserne du 7ème régiment dans Park Avenue, une des principales artères de la ville. Le général repose dans un cercueil ouvert, vêtu d'un simple uniforme kaki tropical, sans une seule des multiples médailles et décorations qu'il avait gagnées au cours de sa carrière militaire.

Autour du cercueil veille une garde permanente. Une foule importante, qui n'est pas admise à l'intérieur, défile dans la rue.

ESCALE INOUBLIABLE à ROME

La parenthèse la plus agréable, l'escale la plus attendue durant un voyage intercontinental de New York à Tokyo, de Londres à Sydney, de Léopoldville à Paris, d'un bout à l'autre du monde, c'est ROME.

IBADAN. — Le fonctionnaire principal du Gouvernement de la Nigeria, s'est prononcé vigoureusement, dans un de ses derniers discours, pour l'abolition de la peine de mort pour les assassins. Il attira à juste titre l'attention sur le fait que, dans les pays où la peine de mort a été abolie, il n'y a pas eu recrudescence du nombre de meurtres.

Les théologiens ont de tout temps essayé de défendre les droits de l'Etat lui donnant le pouvoir de priver un homme de la vie dans les circonstances susdites (comme pendant le temps de guerre). On a cependant l'impression qu'il n'y arrivèrent que pour soutenir le fait que la peine de mort a été réellement appliquée, et cela de tout temps. Il semble en effet plus conforme avec la conscience chrétienne de dire que chaque vie, même celle d'un malfaiteur endurci (qui peut aussi bien mourir en état de grâce) est trop précieuse pour que fin y soit mise par n'importe quelle autorité.

Exécutions politiques

De ces derniers temps on a entendu parler dans beaucoup de pays d'Afrique occidentale d'une série d'exécutions capitales (parfois publiques) comme peine pour des soi-disant méfaits politiques.

Le fait de trouver normal l'élimination d'adversaires politiques, peut se considérer comme funeste. Non seulement l'Afrique en souffrirait, mais, chrétiennement parlant, on ne lui trouve pas d'excuses.

A part d'autres considérations, il semble certain, que si la peine de mort est abolie, même pour les assassins, il serait encore bien plus difficile d'appliquer la même peine pour des raisons politiques.

De pareilles exécutions politiques n'ont pas eu lieu en Nigeria. De par ce fait ce pays est probablement le mieux situé pour servir d'exemple à l'Afrique en donnant congé au bourreau.

INCREDIBLE À ROME

Pour renseignements et réservations, consultez votre agence de voyage habituelle, ou ALITALIA, Hôtel Memling, T. 4291/4293, B.P. 7499, Léopoldville. Télex 202 - Télégr. ALITALIA Léopoldville.

La parenthèse la plus agréable, l'escale la plus attendue durant un voyage intercontinental de New York à Tokyo, de Londres à Sydney, de Léopoldville à Paris, d'un bout à l'autre du monde: c'est ROME! Rome, centre du très vaste réseau Alitalia, est jointe de tous les continents par les ultra-rapides, modernes et confortables Jet de l'Alitalia.

ALITALIA  AIRLINES
est partout en Italie et va partout dans le monde



LA FEMME A LA PAGE

Interview exclusive de Mme Zamela :

Nous sommes unies pour la construction de notre pays

La participation des femmes congolaises aux problèmes nationaux se caractérise par la naissance ces jours derniers de plusieurs mouvements. Les uns ont un caractère mutuel, les autres politique. Cette action qui prend justement racine au moment où le Congo a besoin des forces vives, ne nous a pas laissés indifférents. Nous avons à cette occasion rencontré Mme Pauline V. Zamela, présidente de l'Union des femmes congolaises, au lieu de travail. Au cours de notre entretien à bâton rompu, Mme Zamela nous a dit.

Q. — Madame, on nous a dit que vous êtes la présidente de l'Union des femmes congolaises, quel est

Q. — Comment pensez-vous réaliser les principaux points inscrits dans votre programme étant donné le pourcentage faible des femmes instruites ?

R. — C'est évident que le pourcentage des femmes instruites dans notre pays est réellement inférieur à celui de certains pays en Afrique, ce qui résulte, il faut le dire, des conséquences du régime colonial. Mais toujours est-il que les responsabilités auxquelles je faisais allusion dans le premier paragraphe ont été négligées parce qu'on manque d'instruction ? Je crois que non. — Nous n'avons d'ailleurs jamais parlé dans notre union, des femmes non instruites à côté de femmes ayant été à l'école. — Nous sommes toutes unies pour la réalisation de notre programme.

Q. — Quelles sont à votre avis, Madame, les responsabilités que vous appelez immédiates ?

R. — Celles par exemple d'élever les enfants, de nous occuper du ménage et s'il est possible nous associer à la vie publique.

Q. — Comment participez-vous à la construction du pays ?

R. — Notre organisation a un foyer social où les femmes membres y vont s'initier au métier féminin, par exemple au tricotage etc... Nous avons également des moments, des jours parfois consacrés à l'étude de certains problèmes importants d'actualité, aux causeries sur la santé de l'enfant, sur l'hygiène et aussi sur l'ensemble des problèmes élémentaires ayant trait à la vie pratique du ménage. Je pense que jusque-là, vous êtes suffisamment satisfait.

Q. — On a beaucoup parlé ces derniers jours des femmes con-

golaises, avez-vous une objection à faire ?

R. — Je ne pense pas, cela d'ailleurs prouve à suffisance que chez nous, nonobstant le retard les femmes comprennent maintenant leur rôle dans un pays indépendant. Elles se regroupent par ici par là. C'est pourquoi notre appui est sans réserves.

Q. — Madame, nous vous avons trop pris du temps, que pouvons-nous transmettre à nos lecteurs de votre part ?

R. — Oui, nous voilà au bout de notre rouleau, on a assez bavardé en effet, je vous convie d'être notre interprète auprès de vos lecteurs, qu'ils trouvent ici, l'expression de notre sincère amitié.

F.B.M.

Un journal américain fait l'éloge de «nouvelles femmes d'Afrique»

DETROIT. — Le rôle de plus en plus important joué par la femme en Afrique «est un point lumineux dans le tableau de l'Afrique naissante», ainsi que l'a décrit un grand journal qui paraît dans le centre industriel qu'est la ville de Détroit.

Dans une de ses récentes éditions du dimanche, le «Détroit News» a publié un article illustré sur la femme africaine. «La femme nouvelle d'Afrique affronte avec courage, clairvoyance et détermination les problèmes importants du vingtième siècle» a écrit ce journal qui compte neuf cent quinze mille lecteurs du dimanche.

Le «Détroit News» a qualifié la participation apportée par la femme africaine dans tous les secteurs de l'activité humaine du

continent de «seconde révolution silencieuse». Le quotidien déclare en substance :

«Le rôle sans cesse croissant que jouent dans les affaires communautaires, régionales et nationales les mères, les filles et les épouses est un point lumineux dans le tableau de l'Afrique naissante. Elles ont contribué au progrès rapide des programmes de santé publique et d'alphabétisation».

De plus, a ajouté le quotidien, ces femmes «continuent à supporter les immenses fardeaux physiques, psychologiques, sociaux et économiques qui consistent à s'efforcer de conserver l'unité de leur famille...»

«Le succès de leurs efforts donnera une signification aux luttes que mènent actuellement les hommes de l'Afrique».

La chasse aux métiers et comment on les apprend

(Suite et fin)

Ne dites pas : «Je n'ai pas de chance, les belles situations, je les rate toujours...». Dans la chasse au métier, non seulement la meilleure gagne, mais aussi celle qui sait le mieux se présenter. En suivant ces quelques conseils vous mettrez tous les atouts dans votre jeu. Ecoutez plutôt :

La scène se passe dans l'antichambre d'un immeuble du quartier administratif. Quelques candidates à l'emploi proposé par une petite annonce attendent d'être reçues.

Ne vous faites pas d'illusions sur vos aptitudes. Si vous affirmez être capable de faire une chose faites en sorte de la réussir vraiment. Mais à l'inverse ne vous sous-estimez pas.

Ne mentez pas pour vous mettre en valeur. Entendons-nous : se présenter avec habileté n'est pas mentir. On vous demande par exemple si vous parlez anglais. Or, vous n'avez que les quelques notions que vous avez apprises au cours commercial. Si vous répondez : «Oh oui, Monsieur» avec assurance, vous mentez.

D'ailleurs c'est inutile, il est trop facile de s'assurer que ce n'est pas vrai. Si vous répondez gentiment : «Je le lis mais j'ai des progrès à faire pour le parler couramment», ce n'est pas un mensonge, simplement une petite chance supplémentaire que vous mettez de votre côté. A vous de faire ne sorte, plus tard, de ne pas faire de fautes monumentales si vous avez une lettre à taper en anglais (quelques heures de cours du soir, peut-être...).

Comment trouver du travail ?

— En lisant les petites annonces;

Soyez simple et naturelle

Si votre candidature est retenue et que vous soyez convoquée, ne vous faites pas de souci, soyez simple et naturelle : votre employeur a besoin de vous autant que vous avez besoin de lui, et tout ira bien.

Et enfin, si vous acceptez le poste qui vous est proposé, n'oubliez pas que chaque jour, désormais, vous devez répondre à ce que l'on attend de vous. Car votre engagement n'est pas un aboutissement, c'est un départ...

L'ACTION

L'UFAC et la Constitution

L'Union des femmes africaines, section Congo, en abrégé «UFAC» suit de près le déroulement des travaux de la Commission constitutionnelle.



à votre avis, le problème qui vous préoccupe le plus ?

R. — Avant de nous répondre, Madame Pauline commence par cette anecdote : Il n'y a aucun problème dans ce Congo qui me préoccupe le plus si ce n'est celui de beaucoup manger et bien dormir... Pour moi, continue Madame Zamela, le problème le plus important est celui qui traite de la femme en général, de son émancipation, de ses responsabilités les plus immédiates et partant, de ses droits envers la nation. C'est ainsi quand vous me posez cette question, je pense immédiatement à ces points.

posez cette question, je pense immédiatement à ces points.

Q. — On a beaucoup parlé ces derniers jours des femmes con-

pondez : « Oh oui, Monsieur » avec assurance, vous mentez.

Comment trouver du travail ?

— En lisant les petites annonces;

— En publiant soi-même une annonce;

— Par relations.

Si vous répondez à une annonce, commencez bien sûr par la lire soigneusement. Si vous êtes dactylo, ne répondez pas à une demande de sténo-dactylo, c'est perdu d'avance. Si on vous demande d'écrire, ne vous présentez pas. Si l'annonce disait « réponse manuscrite », ne tapez pas votre lettre à la machine, on penserait pour le moins que vous êtes étourdie... Envoyez toujours d'ailleurs une lettre manuscrite, sauf peut-être pour un empoli de dactylo. Cette lettre de candidature est capitale. On vous jugera sur sa présentation autant que sur les références que vous y donnerez. Qu'elle soit claire, bien écrite, et bien rédigée, margée et divisée en paragraphes.

Méfiez-vous de votre orthographe. Même si vous n'avez pas trop de difficultés de ce côté, relisez-vous avec soin. La moindre faute vous serait bien défavorable. Soignez votre écriture : préférez un stylo ou un crayon à bille à pointe très fine.

Enfin, rappelez-vous que le papier quadrillé ou rayé, comme les papiers de couleurs tendres, sont à proscrire. Le mieux, c'est une feuille blanche de format commercial.

abrége « UFAC » suit de près le déroulement des travaux de la Commission constitutionnelle de Lulua-bourg.

Elle tient à féliciter l'esprit des participants à cette table ronde qui travaillent d'une façon courageuse et intelligente de manière à présenter à la nation congolaise une constitution impeccable et adaptable pour tout le pays.

Cependant l'UFAC qui regrette tout d'abord son absence à cette importante conférence, bien qu'elle soit reconnue comme une organisation officielle des femmes, suggère que des lois en faveur des femmes soient créées de façon à permettre à celles-ci de participer à toutes les activités du pays.

L'Union des femmes africaines exprime ses vœux qu'aux prochaines élections la femme congolaise ait son droit de vote comme elle peut également être éligible pour les assemblées nationales.

Pour l'UFAC
La présidente, absente,
La secrétaire
Mme Mayakapongo
Swalehe J.

Egide Likila quitte Gemena pour Léopoldville

Le secrétariat général de l'Assemblée provinciale de l'Ubangi communique :

M. Egide Likila, directeur de greffe de l'Assemblée provinciale de l'Ubangi a quitté Gemena le 1er avril 1964 à bord d'un avion d'Air Congo à destination de Léopoldville via Libenge-Coquilhatville.

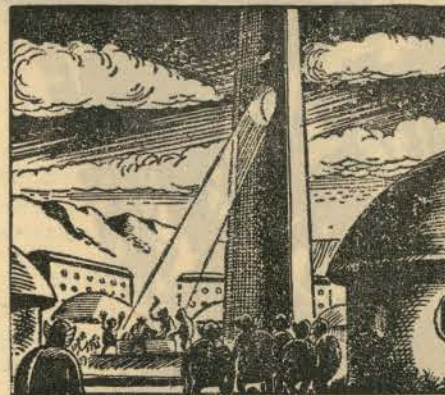
M. Likila se rend à Léopoldville en vue de remplir toutes les formalités nécessaires concernant l'éventuel voyage que le président de l'Assemblée compte effectuer prochainement en Europe.

Imprimé sur les presses
rotatives de l'Imprimerie
Concordia



Depuis la visite du pape le nombre des pèlerins visitant Israël a considérablement augmenté, a déclaré M. A. Avisar, directeur de l'Office du tourisme et des syndicats d'initiative d'Israël. Les services touristiques organisent des cours de christianisme et d'histoire des lieux-saints à l'usage d'une centaine de guides. On estime que 260.000 touristes visiteront Israël cette année. (L'an passé 220.000 touristes avaient visité Israël). Un tiers environ sont des pèlerins chrétiens.

P I L O T E T E M P Ê T E



Il y avait de quoi avoir le cœur déchiré en entendant les gémissements des deux malheureux Singanis. Mais la vraie signification de la scène qui se jouait sur l'esplanade semblait pourtant échapper aux Shastariens. Tandis qu'ils regardaient les diables noirs entraîner leurs victimes vers l'autel de sacrifice leurs pensées s'égarèrent à nouveau et certains même se détournèrent comme si rien de ce qui se passait là dehors ne les eut touchés. Sandra elle aussi s'éloigna de la fenêtre : elle ne voulait pas assister au lugubre déroulement de la cérémonie. Pilote Tempête, Bontemps, Solon en Telmor pourtant semblaient moins que les autres être soumis à l'étrange pouvoir. Le cruel

spectacle dura longtemps mais, au moment précis où le rayon de soleil traversant le trou rond de l'obélisque tomba sur les victimes, le bourreau noir trappa. C'est à peine si les spectateurs Targanis donnèrent quelque signe d'émotion. Par contre, les deux prisonniers de la race à la peau claire se pressaient l'un contre l'autre, tremblants, gémissants. Les poings serrés, Jacques Tempête marmonna : Ce sera sûrement bientôt notre tour... et nous nous laissons faire... comme des moutons qu'on mène à l'abattoir... Mais, grands dieux ! pourquoi sommes-nous si impuissants à réagir ?